OS CANGACEIROS

n°1

Janvier 85

NOTE ÉDITORIALE

Deux mensonges se sont succédés dans la bouche de l'ennemi : il y a quinze ans, celui d'après lequel nous aurions alors vécu dans une société de consommation, et à présent celui de la crise. Leur succession est parfaitement logique. La crise vient par opposition à un miracle économique.

Par définition la crise est quelque chose à quoi il faut croire. Avec son discours sur la crise, la bourgeoisie monte une énigme théorique. La crise se présente comme l'héritière de la nécessité naturelle, sauf qu'elle n'a rien de naturel. L'énigme se trouve là. Elle se résoud vulgairement à un chantage exercé sur les pauvres.

Il s'agit pour l'ennemi de redonner une légitimité à un pouvoir tant contesté depuis 15 ans. L'Etat et ses spécialistes se posent, dans le secret des dieux, comme l'intermédiaire entre une puissance divine et insaisissable et la masse des pauvres.

C'est en Italie au début des 70' que cela a commencé : après le « miracle économique » des 60' ce pays était subitement devenu ingouvernable. La seule nécessité de l'argent ne suffisait plus à terroriser les travailleurs, qui s'y attaquaient de mille façons hors de l'usine. Et avec la lutte contre le travail, dans les ateliers, les entreprises n'arrivaient plus à gagner de l'argent : on sait comment la FIAT a depuis surmonté cette crise sociale, en mettant une partie des ouvriers en Cassa Intégrazione et en robotisant les chaînes de montage. Et cela au nom de la prétendue crise économique.

Dans les 30' s'était achevée l'expansion fer/charbon/acier et avait commencé l'essor pétrole/automobile/électro-ménager, c'est-à-dire l'époque où la richesse allait être placée en vue des pauvres. Le Welfare State fut l'agent de circulation de ce passage (limiter la concurrence dans la société bourgeoise et assister les pauvres tout en leur garantissant du travail à tout prix). L'idée dominante était d'aspirer à la sécurité sociale.

Cette époque qui avait commencé avec la fin de la Dépression et de la 2° guerre mondiale a connu son terme avec 68 et s'est terminée dans les 70', dans le déchirement général.

Dès lors une autre stratégie s'impose à l'ennemi. Pour pouvoir « *retrouver un climat de confiance dans l'entreprise* » (comme dit Tapié) il doit introduire le risque dans la société. Pour que le capital retrouve le goût de s'investir, il faut que les pauvres vivent désormais dans le risque permanent face à la nécessité de l'argent. « *Le risque, facteur d'innovation sociale* » comme se plait à le nommer un défenseur du pouvoir.

La concurrence des capitalistes entre eux est à présent véritablement mondiale, car c'est seulement à présent que la marchandise a pénétré tout le monde sans exception : ils savent qu'ils ne pourront continuer de prospérer qu'en se montrant de plus en plus féroces **entre eux et contre nous.**

Le capitalisme laisse alors mourir toutes les entreprises qui ne peuvent assurer la concurrence mondiale, en un mot tout ce qui immobilise de l'argent en vain. Il doit assainir le marché, et d'abord celui du travail — comme à la FIAT ou à Talbot. La mère Thatcher est la plus extrême : elle laisse crever toutes les entreprises affaiblies. Des pans entiers du vieil appareil industriel britannique se sont effondrés, comme à Liverpool (secteurs jusque là protégés, à l'époque du Welfare State, par l'Etat travailliste et les syndicats).

Rien n'empêchait il y a 10 ans l'application des présentes mesures sociales et industrielles, si ce n'est que personne ne les aurait alors acceptées. La crise, le chômage ont été 10 ans de purgatoire pour les pauvres, au terme duquel ils se voient imposer la guerre de tous contre tous dans des conditions les plus dures. Ainsi les ouvriers de l'automobile aux USA (Remember Lordstown 72 !) sont-ils contraints à la déportation, à la reconversion et à la réduction de leur salaire (parfois jusqu'à 2/3 !). La fin du Welfare State était le préalable à ce redéploiement terroriste.

Il est encore plus long, désormais, et encore plus semé d'embûches le chemin pour parvenir à la misère ! Ce qui était jadis requis pour devenir un self-made-man (sacrifice, motivation, investissement) est désormais exigé de n'importe quel travailleur. La seule participation positive des pauvres à la société civile, le travail, avait tendance à se déprécier ces derniers 15 ans. Le capitalisme en est alors venu à exiger des pauvres qu'ils s'identifient corps **et âme** à la société civile et qu'ils en fassent la preuve par leur motivation, leur dynamisme et leur esprit d'entreprise. Les pauvres doivent être méritants (« *Exploiter la partie productive des processus déviants* » disent les spécialistes chargés de réformer l'organisation du travail).

Mais bien sûr, ce à quoi le cadre a consenti de lui-même, il faut l'imposer aux pauvres sans qualité à coups de licenciements, de suppression d'allocations-chômage, d'enquêtes de motivation, de stages de reconversion. Ce qui va de pair avec l'automatisation et l'informatisation accrues du travail : maintenant le bon travailleur ne se distingue plus par l'habileté manuelle, la vélocité ou la compétence technique, puisque les machines possèdent désormais tous ces attributs et corrigent d'elles-mêmes toute défaillance de leur appendice humain. Le bon travailleur est donc celui qui prend des initiatives, qui souscrit activement au rôle qui lui est désigné. C'est désormais visiblement une **idée** qui régit le cours de ce monde.

Mais « *c'est aussi dur de reconquérir le plaisir dans le travail que dans la vie sexuelle* » comme le confessait impudemment un cadre de Renault-Flins. En octobre 84, la direction de cette usine proposait une promotion aux caristes : il s'agissait d'élargir leurs responsabilités, de **les obliger à penser.** Au grand désarroi des syndicats, les caristes ont majoritairement refusé : « *Pour 200 F par mois de plus, pas la peine de se faire chier à prendre des responsabilités* ».

Fabius le moderniste cite en exemple le Japon où 95 % des travailleurs fixes sont des bacheliers. La crainte de tomber au rang de journalier les fait étudier comme des bêtes afin de décrocher des diplômes. Cette frénésie a pour conséquence une hausse des « maladies mentales » et des somatisations diverses, et de nombreux meurtres de profs. Comme à Sylicon Valley : plus ces petits hommes pensent et plus ils deviennent fous, détraqués, dépressifs, suicidaires. Voilà qui révèle bien l'irrationalité de la pensée qui les fait travailler, cette pensée qui ne leur appartient pas et qu'il leur faut réaliser. Ceux qui tuent leurs profs ne sont pas les plus fous. Et pour ceux qui ne se plient pas à ce système, il y a toute une série de mesures, comme celles que propose en France le rapport Bonnemaison.

« Les travaux d'intérêt général », qui avaient été conçus comme peines de substitution pour les jeunes délinquants, sont maintenant destinés **à tous les pauvres sans travail,** et donc délinquants potentiels. Pour l'Etat, le chômage est avant tout un désordre à prévenir. Le projet de l'ennemi est clair : d'un côté une société civile auto-policée et de l'autre une armée de réserve sous contrôle étatique. Et pour ceux qui restent sourds à ces injonctions étatiques, une « *Politique de prévention fermée* » (lire : de répression ouverte).

Au XXe les pauvres ne subissent plus l'arbitraire de quelques riches mais l'arbitraire de la richesse abstraite. La marchandise est un processus pleinement mondial : il ne lui reste plus de terres en friches. Aujourd'hui sont réunies les conditions d'une concurrence illimitée dans le monde : et pour s'adonner librement à cette forme moderne de la guerre de tous contre tous, les capitalistes doivent **disposer** des pauvres à leur gré.

Nous pouvons comprendre aisément que nous ne sommes que la matière première de cette concurrence mondiale. Et l'enjeu de celle-ci, c'est le monde. Le caractère **unitaire** de la marchandise et de son monde reçoit son fondement de cette dépendance générale des individus. A présent tout le monde dépend de tout le monde. Chaque malheur local des individus a donc visiblement une cause unique et qu'ils peuvent trouver dans la nature même du monde.

Brésil, 1983

Au cours de l'année 84, des révoltes ont éclaté en plusieurs lieux du monde **pour les mêmes raisons** : au Brésil, en Tunisie, au Maroc, à St-Domingue, en Egypte. Dans ces pays endettés auprès des banques US et européennes, l'exigence du FMI de « *rétablir la vérité des prix* » a fait couler le sang. C'était la destinée des pauvres que de payer cette dette. Ainsi les individus salariés qui font les frais de la dette d'Etat, en Pologne comme au Brésil, sont massivement conduits à connaître l'essence même du monde, l'argent, comme une force hostile à combattre. L'expérience isolée de l'individu pauvre se transforme alors en une expérience commune à tous, et qui s'exprime dans la révolte.

Qu'il se prétende libéral ou social-démocrate, l'ennemi est partout réformiste : « *La réforme doit rendre inutile la révolution* » disait déjà un homme d'Etat voici 10 ans. C'est ce programme qui est appliqué depuis. Mais au moment où les défenseurs de l'ordre régnant n'ont d'autre alternative que sa réforme, les pauvres répondent par leur « immobilisme », leur répulsion à ce changement. Le réformisme dénonce dans les récentes révoltes leur caractère purement « réactif » et n'y voit qu'un attachement caractériel au passé (sécurité, passivité). Il est difficile de mépriser davantage les gens : eux qui avaient pu croire à la richesse se voient systématiquement rappeler qu'ils ne sont que des esclaves, parfaitement dépendants d'une force extérieure qui se retourne de plus en plus contre eux. Ce n'est pas au nom du passé qu'ils se révoltent : quand ils prennent la parole et la rue, c'est pour exiger de l'Etat bien plus que celui-ci n'a jamais promis.

Selon le bon sens économique, les mineurs britanniques ne se battraient que pour maintenir les puits non-rentables en activité. A ce titre, ils ne pourraient qu'être vaincus. Mais c'est contre tout autre chose qu'ils se battent : contre le statut de nomade industriel que l'Etat britannique veut leur imposer (« *Don't wanna be industrial gypsies* » disent-ils).

Les mineurs britanniques se battent contre la conception qu'a l'ennemi du changement. Dans cette lutte ils découvrent une autre conception de ce changement, de plus en plus destructive — comme l'avaient fait les émeutiers de 81. Aujourd'hui les bandes de jeunes chômeurs-à-vie et les piquets de mineurs se retrouvent ensemble pour attaquer la police. Ce sont seulement les bureaucraties syndicales, cherchant à immobiliser la lutte, qui en appellent à « *la défense des avantages acquis* ». Les pauvres en Grande-Bretagne sont en train d'en obtenir un, d'avantage, et décisif : celui de se découvrir un ennemi **public.**

Nous-mêmes, qui avons presque tous été d'humbles salariés nous rencontrons de plus en plus souvent d'autres pauvres contraints au travail (ou au chômage) et qui, comme nous, n'hésitent plus à voler ce qui leur fait envie. (L'épicier Leclerc, qui se propose d'organiser des soupes populaires pour les chômeurs démunis, disait récemment à la télé qu'il peut comprendre l'affamé qui vole une boîte de pâté, mais pas l'insolent qui dérobe des bouteilles de whisky).

Contrairement à ce que racontent les crétins au pouvoir, la pauvreté n'est pas à la périphérie de leur monde mais au **centre.** Si à des degrés divers tout le monde est isolé dans la société, personne n'en est exclu. Un pauvre c'est quelqu'un qui peut seulement croire à la richesse, quelqu'un dont la dépense est toujours limitée, et donc décevante. Il ne connaît que le spectacle d'une richesse qui lui demeure **fatalement** extérieure, mais qui le soumet tout aussi fatalement à ses exigences. La richesse ce n'est pas dépenser quelque chose en particulier, mais dépenser en permanence tout ce qui existe.

« Il faut mobiliser chaque jour les femmes et les hommes de l'entreprise, leur imagination, leur cœur, leur esprit critique, leur goût du jeu, du rêve, de la qualité, leur talent de création, de communication, d'observation ; bref leur richesse et leur diversité. Cette mobilisation peut seule permettre la victoire dans un combat industriel, dorénavant de plus en plus âpre. »

Archier & Sieryex, directeurs du groupe Lesieur.
L'entreprise du 3e type

« Quand le plan de guerre ne vise qu'un objet médiocre, les forces émotives des masses seront-elles aussi si faibles qu'elles auront toujours besoin d'une impulsion. »

Clausewitz

Minguettes blues

En 81, les jeunes immigrés de l'Est lyonnais exprimèrent quelque chose de commun à tous les pauvres, l'insatisfaction. Mais leur isolement dans la société devait agir sur la suite de leur révolte, tandis que la répression se chargeait d'en isoler les plus excités en prison. Des racketts se firent une spécialité de gérer cet isolement, en prétendant que les immigrés étaient seulement isolés de la société : et que là serait la cause du tort particulier qu'ils éprouvent en tant qu'immigrés.

C'est paradoxalement après une victoire remportée sur les forces de l'ordre, le 21 mars 83, que certains jeunes des Minguettes se sont placés délibérément en position de faiblesse devant l'Etat. Car le 21 mars avait été une déroute complète pour les flics — ils auraient sans doute pu, par de grand moyens, disperser les émeutiers et reprendre possession du secteur Monmousseau, mais en le payant très, très cher. La victoire avait donc été indiscutable à Monmousseau, mais **uniquement là.** Sortis de là, l'ennemi.

On peut songer que les jeunes des Minguettes auraient pu exploiter leur victoire par les mêmes moyens afin d'arracher la libération de leur ami emprisonné au lendemain du 21. Au contraire, on est étonné par le moyen auquel certains ont eu finalement recours : la grève de la faim, une « arme » qu'utilisent plutôt ceux qui ne peuvent vraiment en avoir aucune autre, les prisonniers. C'est que les jeunes des Minguettes se sont massivement sentis **prisonniers,** isolés à la Zup à la fois en tant qu'immigrés et en tant que délinquants. Il est d'ailleurs significatif que la campagne de presse qui suivit le 21 mars, les présentant massivement comme des bandits, les ait tous choqué, y compris beaucoup qui sont vraiment des bandits ! Se faire traiter de bandit est évidemment un honneur, à plus forte raison quand ça vient d'une pute de journaliste ou d'une salope d'Etat. Mais cette campagne d'hostilité déclarée dans l'information spectaculaire annonçait, autant qu'elle la préparait, une aggravation de la répression policière **sous ses formes les plus sournoises.**

Après le 21 mars, ceux de nos amis qui y avaient participé nous disaient souvent : « *Ce jour-là, on leur a mis une telle dérouillée qu'à présent on peut pas trop la ramener* », quand on évoquait avec eux le scandale à faire autour de l'emprisonnement de « Tunch ». Ils disaient aussi : « *On a été le 21 au plus loin qu'on pouvait, maintenant à d'autres de prendre la relève* ». Mais des autres banlieues lyonnaises, ne vînrent presque pas de gestes de complicité avec ceux des Minguettes. Le nettoyage par le vide entrepris par l'Etat dès la fin 81 avait déjà fait des ravages.

En tant que repaire de délinquants, les Minguettes se trouvaient effectivement isolées. Les jeunes les plus décidés à en découdre à mort avec la police étaient aussi **les plus vulnérables.** La répression en avait décimé beaucoup depuis 81. N'importe quel jeune habitant Vénissieux ou un autre secteur agité de l'Est lyonnais était à peu près assuré, devant les tribunaux, de prendre pour n'importe quel délit le double ou le triple des peines habituelles. Déjà, ceux qui étaient tombés pour rodéo l'avaient payé très cher. La police n'hésitait pas à prendre le premier venu en otage judiciaire pour la moindre histoire d'auto-défense collective contre les porcs. Quant aux plus agités, on leur collait sur le dos toutes les affaires de casses et de braquages non résolues, afin de les laisser pourrir le maximum de temps en prison — la même histoire a ainsi pu servir à faire emprisonner plusieurs personnes qui n'avaient rien à y voir. Et face à ça, il n'y eût aucune réaction, sinon quelques incendies vengeurs allumés dans l'agglomération lyonnaise — et qui firent plaisir aux emprisonnés. Sinon, les protestations platoniques de cette racaille de gauchistes, d'éducateurs et autres assistants sociaux. La prison était pour les jeunes de l'Est lyonnais une véritable calamité naturelle, devant laquelle chacun d'eux se retrouvait seul et impuissant.

Dans ce climat de détresse, la poudre qui avait commencé à se répandre durant l'année 82 grignotait l'énergie de quelques uns des plus actifs. Les autres se trouvant de toutes façons bien trop **pris à la gorge** par la nécessité de l'argent pour avoir la force de raisonner stratégiquement. Il n'était pas question pour eux de laisser la police faire son sale boulot dans la Zup, mais il ne leur venait pas à l'esprit d'aller dans d'autres zones de banlieue exprès pour discuter de ça avec leurs semblables. La circulation des gens entre ces zones-là se faisait seulement au hasard des obligations quotidiennes. Une communication informe s'opérait ainsi à travers une commune expérience

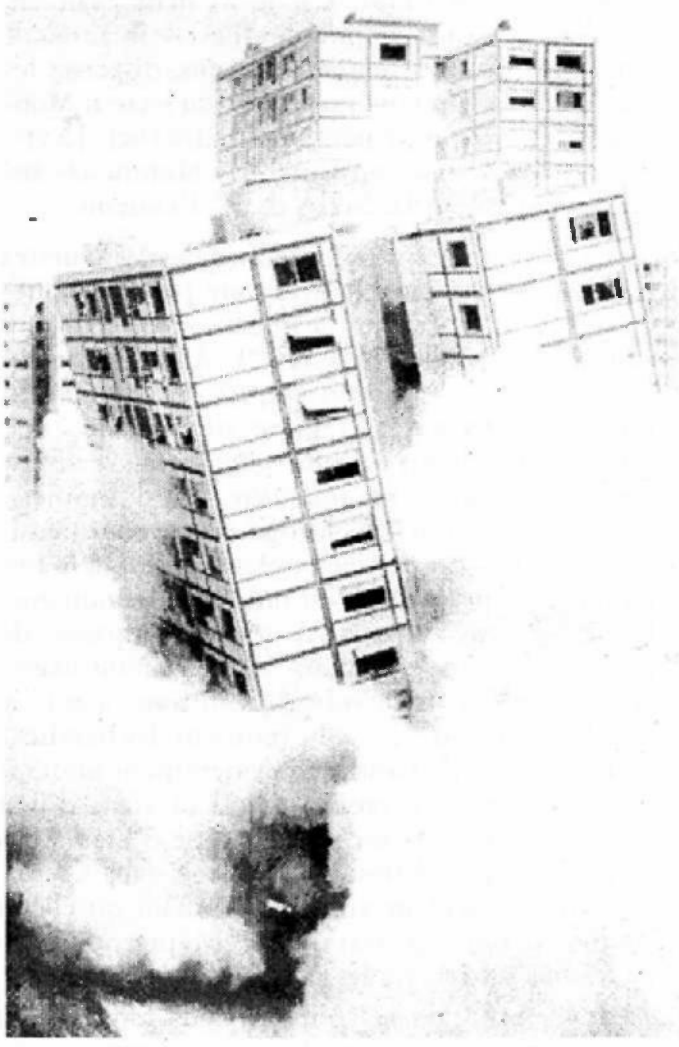
de la misère, à partir des rapports socialisés par les combines, les affaires de deal, les embrouilles liées à çà (parfois opposant des cités entières entre elles), mais aussi par les tracasseries policières et les heurts avec les patrons de bar et de boîte, ou avec les petits blancs racistes, durant le week-end dans le centre ville. De là était née la conviction intime à tous ces jeunes immigrés d'une misère particulière dans la société, et grandissait le sentiment d'y subir un **isolement collectif**.

Les jeunes immigrés se trouvaient à la fois isolés entre eux et isolés dans la société civile où leur place est plus qu'incertaine — la plupart, qui n'ont pas la nationalité française, vivent dans l'insécurité permanente sous la menace de l'expulsion. Les seuls prolétaires d'origine française qui avaient pu les rencontrer, sur la base de la même insatisfaction totale, c'étaient des gens **eux-mêmes isolés** et minoritaires dans la société française, puisque nous ne sommes nous-mêmes que des délinquants, du foutu gibier de prison. On s'était vite reconnu et compris dans la même façon de parler des flics et le même dégoût du travail — et le même mépris de tous les appareils politiques existants. Mais nous n'avions évidemment rien de positif à proposer pour débloquer leur angoissante situation d'immigrés. Sinon de provoquer des rencontres entre quelques uns d'entre eux, venant de différentes zones urbaines où la guerre est déclarée, et qui comptent parmi les plus furieux ennemis de la société et de l'Etat. Ils avaient compris de suite que nous n'étions pas venus pour les aider. Et ce n'est pas à titre d'aide que nous avons fait circuler l'information sur tel ou tel épisode de la lutte anti-flics dans divers secteurs. Cela aussi avait toujours été compris et apprécié par des gens que trop de militants et autres démarcheurs ont pu jadis tenter de recruter — en vain.

D'autres au contraire éprouvaient le besoin d'une aide, qu'ils n'attendaient pas des partis politiques traditionnels. Seuls des gens parlant un langage religieux pouvaient la leur apporter, tout langage politique étant discrédité aux Minguettes. Au lendemain du 21 mars 83, les jeunes de la Zup avaient donc ressenti avec anxiété leur isolement et se sentaient faibles devant la pression de l'Etat. Ceux qui commencèrent alors une grève de la faim en solidarité avec « Tunch » n'étaient, eux, pas des bandits. Ils étaient juste préoccupés au plus haut point par la haine qu'on leur vouait de partout — l'ambiance des élections municipales du printemps 83, où tous les partis s'étaient livrés à une surenchère de racisme, n'avait pu qu'aggraver leur anxiété. Face à l'échéance pressentie après le 21, ils s'étaient sentis désarmés : et ceux qui n'étaient pas les plus décidés à en découdre redoutèrent le pire. Ils se mirent ainsi à **implorer la société**. Il est frappant de voir le côté sacrifice, martyr chrétien des procédés employés : se priver de manger, ensuite s'imposer une longue marche à pied (pourquoi pas sur les genoux ?) comme s'ils avaient voulu expier tout ce que les jeunes immigrés de l'Est lyonnais ont osé se permettre jusqu'à cet excès limite du 21 mars.

Nous avions pressenti, après le 21 mars, au vu du pourrissement relatif de la situation aux Minguettes qu'elle allait suivre une évolution « à la new-yorkaise ». D'un côté, aggravation de la concurrence et de l'hostilité entre les jeunes prolétaires, repliés dès lors sur des bandes les protégeant dans l'isolement ; et de l'autre, la seule activité organisée en vue d'objectifs médiats qui allait en ressortir serait une alternative non-violente et réformiste, comme les Noirs américains en ont subi une à la fin des 60'. La suite confirma hélas notre appréhension.

Les conditions de survie des jeunes de la banlieue lyonnaise se faisaient de plus en plus dures. Il leur devenait de plus en plus difficile de trouver de l'argent. Sous l'empire du besoin, certains en arrivaient à risquer leur peau sur des coups extrêmement risqués et d'un faible rapport. Un partage contesté ou une dette non réglée engendraient d'interminables embrouilles. Pire, il com-



mença à y avoir de la délation dans l'air. Tout cela était ressenti par les plus lucides avec une amertume et une fatalité écrasante. En 81, les gens se cachaient peu de leurs méfaits devant leurs semblables ; en 83, chacun essayait de passer le plus discrètement possible. L'unité réalisée en 81 contre l'ennemi public se fissurait chaque jour davantage. Début 83 s'était formé à Monmousseau une bande d'une dizaine de jeunes, très jeunes qui entreprit dès le début de s'embrouiller systématiquement avec tous les autres jeunes de la Zup (tentatives de racketts, descentes armées dans d'autres coins des Minguettes etc...). Ce genre de comportement ne s'était encore jamais vu aux Minguettes. Si ces jeunes étaient aussi présents le jour du 21 mars, ils faisaient par contre tout ce qu'ils pouvaient pour fonctionner en opposition à tous les autres. Lorsque, courant mai 83 les flics en arrêtèrent un à la cafétéria du centre commercial Vénissy en lui lâchant les chiens dessus, d'autres jeunes qui assistaient à la scène de loin firent exprès de ne pas intervenir et de ne pas donner l'alerte, reconnaissant l'un de « la nouvelle bande de Monmousseau » (pour les distinguer des « anciens » qui avaient agité la rue Monmousseau en 81 et dont bien peu étaient encore là le 21 mars, la plupart étant malheureusement en prison). Et pourtant c'est pour sa participation aux affrontements du 21 que les flics étaient venus le coincer là (il fit un mois de prison pour çà, et quelques personnes manifestèrent pour sa libération le jour du premier dynamitage de tours, dans le secteur Monmousseau). Ce fut le triste symptôme que quelque chose du bel élan offensif de 81 s'achevait. Pour finir, cette petite équipe en vint, en juillet 84, à ouvrir le feu contre d'autres jeunes — en l'occurence des Minguettes-Sud — en blessant deux grièvement, à la suite d'un différend de plus.

Par ailleurs, les animateurs de l'association SOS-Minguettes, ainsi que Toumi Djaidja à peine sorti de l'hôpital, avaient fait savoir en juillet qu'ils souhaiteraient nous rencontrer. Nous les avons donc vu, quoique très réservés devant les revendications qu'ils avançaient auprès des autorités ainsi que devant certaines initiatives visant à ramener la paix sociale aux Minguettes (par ex. un don financier à un petit commerçant du secteur Démocratie en grève de la faim pour obtenir réparation des dommages de guerre qu'avait subis sa boutique). Mais nos amis, eux-mêmes gênés par ces choses-là, voyaient malgré tout avec une certaine faveur l'activité de SOS-Minguettes en se disant que de toutes façons çà ne pouvait pas leur nuire. Le n° 4 des FVM avait pas mal circulé en certains lieux de la Zup, et avait plu ; Toumi par contre nous dit qu'il ne l'avait pas aimé, ce qui ne nous étonna guère puisqu'il est par nature opposé à toute idée de vengeance et encore plus à toute forme de violence sociale (malgré le peu d'encouragement que la réalité lui prodigue en ce sens). Les animateurs de SOS-Minguettes nous firent part de leur projet de marche : ils voulaient la paix civile, en faisant pression sur l'Etat par un rassemblement autour de la Marche. En attendant, se rassemblait déjà autour de leurs initiatives une racaille de curés, de juristes et de militants modernisés : et venaient parfois leur parler des salopes de députés ou des larbins du préfet Grasset. Nous ne parlions quant à nous que de guerre sociale. L'entretien s'acheva sur ce.

La vague d'assassinats racistes de l'été 83 n'a pu que les conforter dans leur projet. Sur la banlieue parisienne, quelques suites données par de jeunes immigrés à plusieurs de ces assassinats provoquèrent un peu de friction avec ceux qui, parmi la communauté arabe, entendent canaliser l'énergie de la colère dans des revendications purement juridiques — et se poser en intermédiaires entre l'Etat et les jeunes prolétaires immigrés. On en lira les comptes-rendus à la fin de cet article.

Les revendications de la « Marche contre le racisme et pour l'égalité des droits » se plaçaient d'emblée dans la sphère du **droit politique**, c'est-à-dire abstraction faite des rapports qui, dans la société civile, déterminent le sort des immigrés. Elles rejoignaient par là **ce qu'il y a de religieux** dans le discours général de la démocratie bourgeoise : égalité, dignité et fraternité des hommes et des races dans le ciel du droit politique. Les initiateurs de la Marche se défendaient de « faire de la politique », au sens des manœuvres d'état-major et autres manipulations hiérarchiques : et en effet ils ont réussi leur entreprise de façon indépendante de tout parti politique, au nom de « la politique des beurs ». Il leur a suffi d'**invoquer** l'esprit de la Constitution démocratique française et d'en réclamer l'application à la minorité immigrée pour rallier avec succès tout ce que ce pays compte d'humanistes et de chrétiens de gauche. Sur 80 000 personnes défilant silencieusement à Paris le dernier jour de la Marche, en décembre 83, il y en a au moins plus de la moitié qui sont des militants ou ex-militants de gauche venus se donner bonne conscience et **communier dans la dignité** tant réclamée. Il y avait aussi, bien sûr, beaucoup de jeunes immigrés souvent loin d'être convaincus par le mot d'ordre avancé mais qui s'y sentaient impliqués. On aurait tort de méconnaître le poids émotionnel qu'a eu la Marche chez ces jeunes immigrés, même chez ceux qui critiquaient clairement cette initiative. Il y eut vraiment quelque chose de religieux là-dedans, sans même parler du dévouement très chrétien du père Delorme et des « travailleurs sociaux » qui ont concouru au succès de la Marche. Quelques dizaines de milliers

de personnes se sont trouvées pour un jour unies dans la même euphorie, abstraction faite de ce qui se passe sur cette terre de malheur. En cela, seul un curé pouvait activer un tel projet avec succès. L'Etat social-démocrate était évidemment trop heureux d'avoir trouvé enfin chez les jeunes immigrés des gens avec qui discuter. Au podium de Montparnasse, où convergeaient les communiants, une salope de secrétaire d'Etat (Georgina Dufoix Marie Salope) put parler longuement à la foule, malgré des huées ; un ami arabe qui tenta de prendre le micro pour parler, et dans un tout autre sens que celui des non-violents, se fit barrer l'accès du podium par des gorilles. Il n'y a aucune dignité à parler avec un homme d'Etat. Aucune. « *Pour montrer qu'on est pas des sauvages* » nous avait dit un des animateurs de SOS-Minguettes afin d'expliquer la collecte qu'ils avaient organisée en faveur du buraliste gréviste de la faim, et chez qui les jeunes du quartier avaient à 20 reprises fait une autre sorte de collecte : pour ces Marcheurs, il s'agissait bien de **civiliser la révolte des jeunes immigrés.**

Notre attitude à cette occasion fut simple et claire : l'absence. Nous n'avions rien à y faire ou à y dire, puisque nous ne sommes pas concernés par cette sorte de démarches démocratiques. Nous n'avons pas ressenti le besoin de nous joindre aux 80 000 marcheurs du dernier jour, n'ayant jamais eu mauvaise conscience du sort fait dans ce pays aux immigrés **parce que nous n'en sommes pas responsables.** C'est une société qui en est responsable, et que nous avons toujours combattu sous toutes ses formes. Pour toute la valetaille des gens de gauche, c'est évidemment le contraire : qui se sent morveux se mouche. Les marcheurs prétendent qu'ils ont voulu seulement prendre au mot le discours de l'Etat démocratique, et c'est bien là que nos routes divergent définitivement. Pour nous, le discours de l'Etat démocratique et les concepts universels de la démocratie ne peuvent pas être pris au mot parce qu'ils sont **parfaitement vides,** parce qu'ils n'ont aucune espèce de réalité. Le seul discours à prendre au mot, c'est celui de la richesse abstraite, **sur terre** : comme l'ont fait les jeunes immigrés qui volent des voitures et pillent des supermarchés, comme nous le faisons dans notre vie à chaque fois possible. Car c'est uniquement sur terre que se trouve la solution de l'énigme qu'est devenue pour chaque pauvre isolé sa propre misère. Pas dans le ciel grisâtre du droit politique et de la démocratie.

Ce qui est réel, c'est l'isolement auquel les jeunes immigrés sont particulièrement renvoyés dans la société. Ce qui est un mensonge, c'est de prétendre qu'ils sont isolés de la société, et ainsi de réclamer leur insertion sociale. « *Nous sommes la France de demain* » criaient certains des marcheurs qui semblaient en être fiers !

Entre les travailleurs français et la richesse sociale, il y a tout un système complexe de médiations et de protection visant à les intégrer : et dont les travailleurs immigrés sont en général exclus. Mais pour les jeunes immigrés chômeurs-à-vie, il n'y a rien d'autre qu'une distance infinie, entre eux et cette richesse. Ils y sont immédiatement confrontés comme une force qui leur échappe totalement juqu'à se retourner contre eux. Ces dépossédés issus de la même zone du monde parlent encore la même langue et partagent les mêmes mœurs — c'est à peu près tout ce qu'il leur reste en commun dans un univers aussi hostile. Ils sont arrivés en position de faiblesse dans les rapports de concurrence régnant entre les pauvres de cette société. Mais dans ce tort particulier, ils ont quelque chose de commun et qui vient nourrir la conscience d'une hostilité profonde avec la société. Ils sont porteurs d'une rupture sociale **collective mais isolée.**

Dans la décennie 70, il y avait déjà des gestes de violence radicale de la part des bandes de jeunes prolétaires de banlieues, en majorité d'origine française. Et déjà les défenseurs de l'Etat frémissaient devant la généralisation possible de ces actes. Mais jamais cela n'avait atteint ce stade de rébellion permanente dans des quartiers entiers, comme cela fut en 80/81 dans l'Est lyonnais ou dans les Quartiers Nord de Marseille. La violence des « petits blancs » pauvres n'avait jamais pu franchir le seuil qualitatif, irréversible, de l'été 81. Elle était le fait de bandes éphémères qui avaient rarement une perception claire de leur situation sociale et qui n'arrivaient quand même pas à s'imposer de façon systématique et continue à la police. Les rivalités très fortes qui y sévissaient suffisaient bien souvent à dissoudre les liens de complicité. Au contraire, la génération de jeunes prolétaires de banlieues qui attaque en 80/81

montre en elle-même **une certaine cohésion**. Et elle la trouve évidemment dans la communauté qu'ont les immigrés, désormais majoritaires parmi les pauvres de banlieues. Ce fût l'élément décisif qui transforma un conflit larvé en guerre ouverte, et qui donna aux jeunes des Minguettes leur **force scandaleuse**.

Ceux qui ont grandi ensemble dans la même cité où ils ont vécu les mêmes galères ignorent le racisme entre eux. Il n'y a jamais eu aux Minguettes d'opposition raciale entre les jeunes arabes et les jeunes européens (d'origine française ou immigrés italiens, lesquels sont assez nombreux dans l'Est lyonnais) dont certains n'ont pas été en reste dans les évènements de 81 et depuis. Mais les petits blancs qui n'ont pas grandi dans ces cités et qui n'ont pas vécu cette commune misère, et dont l'isolement est ainsi achevé dans la société, ceux-là ressentent de l'hostilité et de la rancœur face à la communauté particulière sur laquelle les immigrés peuvent s'appuyer. Dans la guerre de tous contre tous qui oppose les pauvres entre eux, les immigrés apparaissent unis face à des gens isolés. C'est alors que chez ces petits blancs apparaît le racisme.

Ça ne sert à rien de juger le racisme d'un point de vue moral et d'argumenter pour convaincre les gens du contraire : car le racisme n'est pas une opinion mais **une misère** psychologique. Rien d'étonnant à ce qu'il vienne surtout des classes moyennes, qui ont toujours eu l'apanage de la bêtise ignoble. La guerre d'indépendance de l'Algérie a de toutes façons laissé des souvenirs-écrans dans leur inconscient collectif. A présent que des jeunes immigrés viennent les menacer dans leurs biens, elles s'abandonnent corps et âme à cette crispation morbide, la peur. Mais la société civile, bourgeoise, est foncièrement raciste et tous les blancs pauvres **qui cherchent à s'y intégrer** sont eux-mêmes en proie à cette épidémie de peste émotionnelle. L'ouvrier hautement qualifié qui s'identifie à son travail et à son entreprise n'a bien souvent que mépris pour l'OS immigré qui parfois ne sait pas lire. Dans une société hiérarchique où règne la concurrence entre tous, les immigrés sont d'abord méprisés, ensuite craints et finalement haïs. Chez bien des blancs pauvres qui sont, dans la hiérarchie sociale aussi bas que les immigrés, le racisme exacerbé montre à quel point ils sont perdus dans l'isolement. « *Ils nous en veulent parce qu'ils sont bientôt aussi pauvres que nous* » disait un jeune arabe d'une cité de Roubaix pour expliquer un affrontement récent avec les petits blancs habitant la cité voisine, pendant l'été 84.

Reich établissait une relation entre l'attachement à la famille et l'identification à la nation :

les familles s'isolent les unes par rapport aux autres comme le font les nations. Les nations se font concurrence, comme les pauvres isolés entre eux. Et les pauvres isolés vivent tous repliés en famille. Et dans cet isolement familial, l'insatisfaction devient totalement névrotique et s'en prend aux autres pauvres les plus proches : les immigrés. Nous avons relevé empiriquement ce **caractère familial du racisme** chez ceux des pauvres qui, se trouvant aussi défavorisés que les immigrés voient même en cela des concurrents dans ces étrangers — et un concurrent, tous les arguments sont bons pour le discréditer — et s'identifient à leur nation dont au moins l'immigré ne fait pas partie. C'est évidemment une défense névrotique de quelques compensations durement acquises (biens matériels, couverture sociale...) dont le caractère **incertain** dans l'actuelle crise sociale est vivement ressenti — acquis propres aux pauvres de même nationalité. « Les français d'abord », ce slogan débile traduit bien une mentalité courante, qui s'imagine par exemple que les immigrés sont mieux traités dans ce pays que les travailleurs français ! Des arguments aussi minables s'évaporent d'eux-mêmes dans des périodes de rupture sociale généralisée, où tous reconnaissent enfin leur ennemi commun. Le racisme est un sursaut d'une société hiérarchisée en crise, qui se révolte contre les aspirations à la richesse des **pauvres sans nation.** Il trouve un terrain favorable chez ceux des pauvres où le repli familial apparait comme seul refuge devant la menace constituée au dehors par une crise sociale dont ils font les frais. De ce sentiment obsédant d'être **seuls dans la détresse** naissent alors ces phénomènes d'hystérie raciste collective que l'on voit si souvent dans les familles de petits blancs.

Le mensonge religieux est alors venu poser son regard moral sur cet énigme qu'est le racisme, et y opposer une solution abstraite. Il a voulu renverser l'isolement collectif subi par les jeunes immigrés en appartenance à une communauté fantasti-

que de frères et d'égaux. Et il s'oppose activement, au nom de celà, à toute forme de révolte qui s'attaque concrètement à la société et à l'Etat. On se souvient qu'en 81, une des premières mesures de la police avait été d'établir un cordon sanitaire afin d'empêcher toute communication directe entre les jeunes des différentes zones de l'Est lyonnais. Depuis, les racketts anti-racistes ont contribué largement à décourager toute relation directe entre jeunes révoltés de banlieues. Ces racketts ne voulaient pas autre chose que de **parler à l'Etat**. Il ne les intéressait nullement que ces jeunes se parlent entre eux et parlent au reste du monde parce qu'une telle communication fait trop de mal à l'Etat.

Ceux qui tentent, depuis 83, de canaliser l'énergie des révoltés dans quelques revendications adressées à l'Etat substituent un combat chimérique au combat réel. Plutôt que d'attaquer une société qui est foncièrement raciste, ils organisent l'isolement des immigrés dans la seule communauté que l'Etat peut leur reconnaître : la culture.

Le rackett anti-raciste consiste à organiser l'isolement des immigrés comme un acte politique. Il réclame l'intégration civile avec autonomie culturelle. La culture est un supplétif de la politique, depuis le coup de 68. Alors que les pauvres se reconnaissent de moins en moins une existence politique, l'isolement culturel vise à leur donner une communauté positive indépendamment de l'Etat — et si besoin est, par des subventions d'Etat. Ceux qui marchaient contre le racisme marchaient pour l'intégration. Celle-ci n'étant que pur spectacle, elle ne trouve à se réaliser que

« *Nous, jeunes de la cité Gutenberg, avons décidé de ne plus être les animateurs de la misère.* » C'est par ces mots que quelques jeunes immigrés de cette cité de transit particulièrement insalubre expliquaient le saccage du centre d'animation sociale qu'ils avaient eux-mêmes mis en place, et qu'ils ont eux-mêmes saccagé au printemps 83. Ces jeunes-là revendiquaient depuis des années, pacifiquement, le relogement de tous les habitants hors de cette réserve délabrée, mais sur le territoire de la commune de Nanterre. Des années à calmer la colère des plus jeunes et à discuter avec des représentants de l'Etat. Des années à espérer sur de simples promesses. Lorsqu'ils ont enfin été convaincus que l'Etat ne se souciait aucunement de les reloger mais les tenait en haleine par des promesses, les jeunes ont cessé de jouer la comédie : « *On s'est servi de nous pour faire les animateurs, pour faire les petits bouffons* ». L'Etat ne pouvait en effet qu'encourager leurs activités d'animation, son seul souci étant que l'ordre règne dans cette zone. A présent, ils sont fatigués du réformisme et ils le disent.

Il n'est pas étonnant que ce soient les mêmes qui aient pris une position claire à l'encontre de la marche de décembre 83, « *cette initiative placée sous l'auspice d'un curé* » comme ils disaient. Non seulement ils ont critiqué les dangereuses illusions que cette démonstration non-violente entretenait, mais ils ont pour la première fois pris publiquement position contre tout ce que les marcheurs se gardaient bien d'attaquer : « *Il y a des pères de familles arabes qui ne laissent pas sortir leurs filles qui ne valent pas mieux que les beaufs. Il faut être clair là-dessus si on veut être crédibles.* » En effet.

dans la culture, dans l'abstraction de tout rapport hiérarchique de la société au nom du « droit à la différence ». On ne pouvait pas trouver de formule plus imbécile que celle-là : comme si un pauvre pouvait être différent d'un autre pauvre. Les pauvres ne sont différents que par le spectacle culturel. Alors que les jeunes de la banlieue lyonnaise avaient réalisé leur communauté **dans l'insatisfaction et la révolte**, les racketts politiques et culturels viennent parler de « droit à la différence » et cela en exaltant la culture arabe. Et ils font ainsi l'apologie de ce qu'il y a de pire dans la culture arabe : le respect de la famille et les rites religieux. Toute défense d'une spécificité culturelle, quelle qu'elle soit, est religieuse même si elle n'emploie pas les mots de la religion.

Ceux qui veulent gérer l'autonomie culturelle immigrée ont aussi prouvé à plusieurs reprises en 83/84 qu'ils s'opposent vigoureusement à toute révolte qui s'en prend concrètement aux conditions du monde. Ce sont ceux-là qui protègent les journalistes de la haine des gens, qui défendent les vitrines de petits commerçants et empêchent leurs petits frères d'attaquer les flics, alors même que le sang vient de couler. Leur but est de s'imposer comme les intermédiaires spécialisés entre les immigrés et l'Etat : et l'Etat ne les reconnait comme tels qu'à la condition qu'ils sachent maintenir l'ordre et la dignité. Ils s'emploient dans tout ce secteur culturel, socio-éducatif, médias etc... qui se développe depuis deux ou trois ans avec ce courant d'autonomie culturelle arabe : ce sont les nouvelles recrues de l'armée de la fausse conscience.

Désormais, ceux des jeunes immigrés qui veulent en découdre à mort avec notre ennemi commun seront aussi amenés à en découdre avec la culture arabe en ce qu'elle a de profondément religieux et répressif, ainsi qu'avec les formes de mentalité qui y sont liées. C'est un peu dans ce sens que quelques jeunes de la cité de transit Gutenberg, à Nanterre, concluaient dans une déclaration faite pendant la Marche anti-raciste.

Il n'y aura pas d'intégration civile pour les jeunes immigrés et chômeurs-à-vie. La réforme politique ne s'applique qu'à des individus qui sont **membres actifs** de la société civile — que sont les délinquants et autres chômeurs qui ne veulent pas du travail ? ! L'une des revendications de la Marche, une carte de séjour unique de 10 ans, serait satisfaite très bientôt, dit-on : mais suivant certains critères de délivrance qui d'emblée excluent tous ces jeunes sans travail et au casier judiciaire chargé. Le projet de réformer la situation des immigrés dans ce pays se heurtera forcément à cette contradiction entre les exigences

Un certain Nasser Kettane, médecin et cofondateur de Radio-Beur, écrit dans un n° spécial du Monde d'octobre 84, consacré aux immigrés en France, que « *Ceux qui ont manifesté ce jour-là, (le dernier jour de la Marche) n'étaient pas des militants badgés ou étiquetés mais des hommes et des femmes pour qui les mots "droits de l'homme", "égalité des droits", "terre d'asile", "antifascisme" ont encore un sens* ». Mais pour qui de tels mots peuvent bien avoir encore un sens, en 1984, **sinon pour des militants** — et peu importe qu'ils laissent leurs badges et leurs étiquettes à la maison ce jour-là. Qui est encore assez bête pour croire à cela, sinon des gens qui ont au fond d'eux-mêmes la mentalité du militant ? Quant à l'antifascisme, on lui chie dessus. Comme disait dans les années 20 un révolutionnaire italien, « La pire chose qu'ait crée le fascisme, c'est l'antifascisme ». C'est au nom de l'antifascisme, c'est-à-dire de l'union sacrée qui défend l'Etat démocratique et bourgeois, que tous les partis ont ensemble écrasés la révolution en Espagne en 37. Et c'est au nom de l'antifascisme que les ordures staliniennes du PC ont toujours condamné toute forme de violence prolétaire ; et c'est au nom du « péril fasciste » incarné par Le Pen que ces mêmes charognes du PC tentent actuellement de recruter des jeunes immigrés, afin de faire oublier que ce parti de salopes a été ces dernières années le plus flicard **et le plus raciste** de tous les partis de salopes existants. Nous n'oublions pas, bien sûr, toutes les autres...

Par ailleurs, ce vertueux Nasser Kettane évoque les « *Français intoxiqués par les médias bien-pensants, de « rodéos de voitures », de « Zup bétonnée » et de « délinquance* ». C'est un argument confusionniste classique de ces racketteurs : dans une récente déclaration, un menteur professionnel, le père Delorme (la religion est le plus vieux mensonge du monde) oppose l'été chaud de 81 à l'automne calme de la Marche de 83. Dans les premier cas, il ne se serait agi que d'un montage pur et simple des médias, exhibant ostensiblement de sensationnelles images de voitures brûlées aux Minguettes et incitant par là les français à davantage de racisme. A l'opposé, la Marche anti-raciste est présentée comme l'évènement exemplaire, qui n'a obéi à aucune sollicitation des médias, en un mot l'évènement pur. Qui donc ce jésuite veut-il abuser ? On a rarement vu une action dépendre à ce point de la célébrité que lui font les moyens d'information spectaculaire. Cette marche, qui avait débuté dans l'indifférence n'a dû son succès qu'à sa notoriété : et **qui donc la lui assurée, sa notoriété,** sinon les médias ? ! La journée du 3 décembre fut l'événement spectaculaire par excellence, avec les light-shows braqués sur ces humbles pélerins dont les photos ont été reproduites partout, dans les quotidiens de gauche ou dans des albums mémoriaux. Et tout ça sous le concert de louange de la gauche émerveillée. Si ce n'est pas un mise en scène, qu'est-ce ?

Mais les voitures dont les carcasses calcinées ont été retrouvées aux Minguettes, elles ont bien brûlé, elles.

Et ceux qui l'ont fait se sont bien amusés, eux. Que la presse se soit excitée là-dessus n'empêche que des centaines de jeunes se sont amusés à faire des

rodéos à un point qui n'avait jamais été atteint jusque là. La vérité, c'est que les Delorme et les Kettane sont gênés par de tels actes. Alors faute de pouvoir les passer sous silence, ils les minimisent. Ils veulent défendre les arabes, mais des arabes propres, honnêtes, qui veulent juste vivre en paix dans ce pays. Ces moralistes **excusent** la délinquance, mais ils ne l'approuvent pas. Ce que font les jeunes immigrés délinquants, ils le blâment. Ils ne veulent surtout pas que ça se généralise. Mais les médias ont l'imprudence d'en parler, et de donner de mauvaises idées : vous savez bien, si les jeunes sombrent dans la délinquance, c'est qu'ils ont trop vu de films de gangsters à la télé.

Un jour, dans une cité de Marseille, nous projetions en compagnie d'un des auteurs deux films réalisés par des jeunes immigrés de qui approuvent le vol, le vandalisme et la violence contre les flics : un jeune con, arabe, a trouvé moyen de nous dire que c'étaient là des films racistes parce qu'ils présentaient les arabes comme des délinquants et rien que des délinquants ! C'est la logique des curés et des staliniens, des Delorme et des Kettane, qui ne disent rien d'autre.

Dans un autre genre, un journal gauchiste mensongèrement intitulé « Tout » constate « *la disparition relative des formes de lutte sans avenir politique comme le rodéo* » dans la banlieue lyonnaise. En effet, ce sont des actes sans avenir politique : ils ne demandent rien à l'Etat, ils ne demandent pas l'assistance des militants gauchistes, ils ne se donnent aucune justification. Des actes comme çà n'ont pas d'avenir dans cette société qui ne peut que les condamner absolument ou les excuser merdeusement, mais qui ne peut en rien les organiser politiquement. Leur avenir est **au-delà de cette société** et au-delà de la politique. On comprend dès lors que les activistes autonomes dont « Tout » constitue l'avoine intellectuelle se soient fait jeter comme des malpropres dans les banlieues parisiennes où, il fût un temps, ils avaient tenté de recruter en parlant aux immigrés de leur avenir, politique, auquel il faudrait enfin qu'ils pensent à leur âge !

du marché national, qui impliquent à présent de renvoyer le plus possible d'immigrés dans leur nation d'origine et de fermer les frontières aux migrations futures, et le discours abstrait de la démocratie bourgeoise qui l'oblige par exemple à accorder la nationalité française aux jeunes enfants de ces immigrés : et qui seront autant de chômeurs-à-vie, qui ont déjà compris le secret de l'abondance spectaculaire, le prix à payer pour s'en approcher et le goût amer qu'elle dégage de loin comme de près. Ceux-là constituent par leur simple existence une menace pour le marché national. Et s'ils refusent d'avance une vie de labeur, ce n'est pas pour aller trouver un job dans les chantiers de démolition des Minguettes...

L'immigration est un mécanisme central du système capitaliste : tous les individus sur cette terre maudite dépendent, tous, d'une **puissance unique,** la marchandise. Mais dans cette dépendance commune ils sont soumis à la séparation et à la hiérarchie sur lesquelles se fonde la société. Et ces limites que constitue l'appartenance à la nation ou à une ethnie ne protègent pas les pauvres du monde — elles les isolent seulement davantage. Et partout ces pauvres sont contraints de **se battre localement contre un monde.**

Le Maghreb a été, pendant l'expansion industrielle du capitalisme européen après-guerre, **une zone de réserve de l'Europe,** d'où une main d'œuvre bon marché venait s'employer aux travaux les plus simples et les plus durs : toutes ces tâches de transformation directe de la matière brute, c'est-à-dire les tâches dépourvues de pensée, mécaniques et réservées de plus en plus aux travailleurs immigrés et intérimaires (agriculture intensive, sidérurgie, mines, automobile et bâtiment). Mais dès la fin des 70, les conditions changent. D'une part, les travaux de transformation de la matière sont transférés **directement dans les zones de réserve,** où la main d'œuvre est encore moins coûteuse et où il faut satisfaire le marché intérieur en même temps que les besoins des métropoles. D'autre part, à l'intérieur même de ces métropoles, les phases de développement industriel lourd qui exigeaient **une grosse part de travail vivant,** uniforme et sans qualification, s'achèvent. La domination croissante du travail mort sur le travail vivant, qui tend toujours à amoindrir la part de ce dernier, et qui s'incarne dans l'automation des tâches industrielles, est identiquement la domination croissante du savoir abstrait. Et les métropoles capitalistes deviendront seulement le lieu où se concentre sur elle-même cette pensée abstraite qui anime le monde — et qui emploie une main d'oeuvre sédentaire, hautement qualifiée et bien payée. Dans ce processus le Capital en arrive à exclure du travail des masses d'individus sans qualité. C'est ainsi que des zones de réserve dont

le développement du capitalisme industriel avait entraîné la constitution, dans les banlieues des métropoles, en viennent à se peupler uniquement de prolétaires chômeurs-à-vie parmi lesquels en premier lieu les fils des travailleurs immigrés. **Dévalorisés avant même d'entrer sur le marché** du travail et refusant le travail, les jeunes immigrés sont d'autant plus portés à une conscience aigüe de leur situation sociale qu'ils sont sans nation — sans même l'illusion d'être protégés par leur nationalité et les avantages en découlant.

L'impossibilité pour le capitalisme de les intégrer **entièrement** dans la société civile fait qu'ils se replient derrière les liens de communauté qui semblent échapper à la logique de ce système : bandes, famille, ethnie — mais où ils vivent sur la défensive permanente face à ce système. Ils ne sont certes pas exclus de la société : ils ont besoin d'argent. Comme tout prolétaire, ils ont affaire aux catégories concrètes de la société dans laquelle ils se réintègrent par effraction. Le caractère abstrait de cette richesse sociale leur apparaît ainsi entièrement. C'est alors que la guerre est ouvertement déclarée : par les pillages organisés régulièrement dans les supermarchés de banlieues, par les actes de vandalisme individuel et collectif, les bastons contre les flics et les gros bras des municipalités de gauche.

Ces jeunes prolétaires immigrés sont évidemment exclus des mécanismes d'intégration sociale (syndicats et partis). Mais le système a encore la force de les isoler. C'est cet isolement qu'il s'efforce d'organiser en douceur, par le moyen du rackett culturel. Tant que ne s'ouvre pas une rupture généralisée du système social, les prolétaires chômeurs-à-vie sont condamnés au repli. Ils doivent subir entre eux les dures règles de la guerre de tous contre tous, tout en portant **chroniquement** atteinte à la stabilité du système. Ils peuvent même de la sorte mettre localement en péril le fonctionnement de la marchandise (voir « Rapport sur Marseille » : les Sodim de la rue Félix-Pyat et du quartier Frais-Vallon). « *Je suis dans une zone sinistrée, que les pouvoirs publics responsables l'assument* » déclarait en juillet 83 le buraliste du quartier Démocratie en grève de la faim pour obtenir une indemnité de départ. Dans une autre zone des Minguettes, avenue des Martyrs-de-la-Résistance et boulevard Lénine (!!!) une cinquantaine de jeunes pillent et mettent à sac deux grandes surfaces (et s'attaquent à quelques bus, sur le chemin du retour) en juillet 83. En septembre 84, l'une de ces grandes surfaces doit fermer ses portes soi-disant pour cause de vol : la direction fait déménager le stock de nuit, provoquant une attaque des jeunes du coin à coup de cocktail molotov.

Bonux et cambrioles avant la rentrée

Villeneuve sur Lot. Les stocks de lessive d'un supermarché de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) ont été dévastés par des enfants désireux de se procurer les « cadeaux » qui servent d'argument publicitaire à l'une des marques. Au commissariat de Villeneuve-sur-Lot, où le larçin est l'objet de commentaires amusés, on indique que les enfants — tous les indicies prouvent qu'il ne s'agit pas d'adultes — se sont introduits par le toit dans la réserve du supermarché, séparée du magasin de vente, où ils ont éventré, systématiquement, les paquets et barils de la lessive « Bonux ». Le larcin, commis entre le 1er et le 3 septembre, pendant la période de fermeture hebdomadaire du magasin, a été découvert mardi par le gérant qui a également constaté la disparition d'une dizaine de calculatrices de poche. Une enquête est en cours pour « *retrouver les calculatrices* », précisent les policiers de Veilleneuve-sur-Lot.

Melun. Quatre cambrioleurs en culottes courtes, âgés de 11 à 16 ans, ont été interpellés lundi soir par les gendarmes de Crécy-la-Chapelle (Seine-et-Marne), après avoir cambriolé plusieurs résidences de la région en plus de six mois. Les quatre adolescents, surpris en plein cambriolage, ont été laissés en liberté, à la garde « plus vigilante » de leurs parents. Tous quatre ont reconnu s'être livrés, à l'insu de leurs parents, depuis le mois de février, à plusieurs « visites » dans des résidences principales ou secondaires de la région, notamment à Bailly-Romainvilliers et à Magny-le-Hongre. Ils pénétraient dans les maisons en cassant une vitre puis volaient ce qui les intéressait le plus, à savoir de bonnes bouteilles, des gâteaux mais aussi de l'argent liquide.

Libération 06.9.84.

Cet état de guerre atteint son plein développement dans la plus puissante nation capitaliste du monde. Aux USA, les pauvres chômeurs-à-vie sont à la fois divisés par l'appartenance ethnique — la seule protection immédiate dont ils disposent — en guerre tous contre tous, et en même temps ils constituent un danger social permanent. S'il règne dans ces zones de réserves urbaines des grandes métropoles US une hostilité ouverte entre bandes, les attaques massives de grands magasins sont également courantes. Les jeunes chômeurs-à-vie se définissent à la fois en négatif par rapport au travail, à la marchandise et à l'Etat et en négatif par rapport à eux-mêmes, à

leurs semblables avec qui ils sont en conflit quotidien : ils vivent visiblement **dans l'absence** de communauté. En effet la communauté ethnique ne se définit pas en elle-même mais seulement par rapport à l'extérieur. Elle est purement défensive. Elle n'est qu'un moment de la guerre de tous contre tous qui elle constitue le rapport essentiel de tous les pauvres entre eux. Cette communauté dont ils se savent privés se réalise dans de brèves ruptures avec l'ordre social, comme dans le pillage de New-York le 14 juillet 77.

Aux USA le réformisme anti-raciste et culturel est apparu comme le fruit pourri des contradictions que le capitalisme essaie désespérément d'étouffer sous peine d'explosion sociale. Le courant né dans les 60' en faveur des droits civiques et qui exaltait la spécificité culturelle noire a abouti sans nul doute à des résultats positifs, dont l'Etat US peut se féliciter — il y a maintenant des maires noirs qui gèrent d'importantes villes américaines, comme à Détroit où la municipalité fraîchement élue voici 2 ans s'empresse de remettre en vigueur une vieille ordonnance des 50' interdisant la rue aux moins de 18 ans après 22 heures. Le principal résultat de ce mouvement non-violent pour les droits civiques, c'est qu'à présent des noirs participent au spectacle politique et culturel, comme cet Oncle Tom, Jesse Jackson. Sur terre, pour ceux qui ne se sont jamais élevés dans les nuages de la politique et de la culture, et qui vivent dans une « zone de guerre » (terme utilisé par les flics new-yorkais pour désigner le Bronx), le conflit social n'a jamais cessé : l'ennemi est toujours le même.

Repliées sur elles-mêmes et isolées dans la société, ces communautés particulières de chômeurs-à-vie se manifestent cependant dans les périodes de rupture générale comme une force dynamique et sur laquelle les racketts politiques n'ont alors plus aucun contrôle. Elles sont en cela une partie **non plus périphérique** mais centrale du nouveau sujet révolutionnaire.

Il reste que la brèche ouverte en 81 par l'été chaud des banlieues n'a pas été colmatée entièrement. Si la plupart de ceux qui l'avaient alors ouverte en s'attaquant aux flics et en brûlant des voitures sont aujourd'hui en prison, et certains pour longtemps, et si bien sûr on ne parle pas d'eux dans les conciliabules entre animateurs sociaux, beurs non-violents et délégués de l'Etat, ils n'en sont pas pour autant oubliés dehors. En octobre 83 un mouvement de protestation agitait le bâtiment H de la prison St-Paul de Lyon, là où sont enfermés les jeunes arabes de l'Est lyonnais. Il s 'agissait de protester contre les brutalités répétées des matons. Quelques jours après, plusieurs personnes portant des cagoules tentèrent, à quatre reprises entre 19 h et 20 h, d'écraser des matons sortant de leur sale boulot. Ces quatre salopes se rappelleront longtemps d'une Golf GTI blanche qui leur a foncé dessus. Il va sans dire que les auteurs de cet acte auraient pu, s'ils l'avaient voulu, écraser sans problème l'un de ces cafards nuisibles : on peut songer qu'ils ont préféré l'éviter afin que çà ne retombe pas sur le dos des emprisonnés — mais tout en donnant aux matons un avertissement très ferme : il y a toujours dehors des gens qui n'oublient pas les copains dedans.

Lorsqu'ils s'amusaient avec les voitures et contre les flics, les jeunes immigrés se foutaient pas mal de la culture arabe. Ils ne pensaient qu'à leur insatisfaction. A présent, ils vont être contraints de se révolter contre le poids mort de la culture arabe et les formes de communauté religieuse qu'elle recouvre. L'autorité des grands frères devra finir. En 81, les jeunes immigrés attaquaient **ce que leur isolement a de général** en brûlant des voitures ; désormais, ils seront amenés à se battre **contre ce qu'il a de particulier**. C'est ce que nous n'avons pas compris assez vite alors. C'est ce que nous n'avons pas abordé dans nos relations avec certains de ces jeunes et qui expli-

Depuis la première opération «anti-été chaud» de 82, l'Etat propose aux gamins des banlieues diverses activités comme des cours d'informatique donnés bénévolement, ou apprendre le maniement des micro-ordinateurs. En plus du fait que çà les occupe et que pendant ce temps ils ne pensent pas, cela a selon toute vraisemblance une toute autre signification. Le développement actuel du secteur informatique, s'il nécessite une très forte concentration de savoir abstrait, implique aussi une part de travail sans qualification : ce secteur reconstitue en effet la division industrielle entre une main-d'œuvre vouée aux tâches purement mécaniques et un personnel de cadres qui pensent, quoique leur pensée soit elle-même purement mécanique (la pensée, dans l'informatique, est visiblement extérieure aux individus). Bref, aussi bien dans la fabrication industrielle des ordinateurs et des composants que dans les entreprises utilisant ce matériel, des OS de l'informatique aparaissent. Et certains des jeunes immigrés sans travail pourraient être appellés à çà. Bel avenir ! Mais il n'y en aura pas pour tous, puisque l'informatique emploie bien moins de travailleurs, toutes proportions gardées, que les industries dites traditionnelles (aux USA, la firme Apple, 2e du micro-ordinateur après IBM, assure son chiffre d'affaire annuel avec à peine 1% de coûts salariaux.

que peut-être que quelques uns aient été amenés à marcher pour « l'égalité des droits ». Dans les beaux excès de 81 nous avons reconnu ce qui agissait en direction de la publicité sans saisir ce qui contradictoirement agissait en direction de son absence.

Longue vie à l'équipe de foot des Minguettes, interdite de match au printemps 84 pour avoir frappé un sale con d'arbitre raciste. Nos frères sont des sauvages !

Yves Delhoysie
Fin octobre 84

Les magasins « Radar » contre le vol à l'étalage : L'affaire de Livry-Gargan

Le 17 juin 83, un jeune de Sevran, Moussa, est assassiné par un vigile du supermarché Radar de Livry-Gargan. Accompagné d'un copain, tous deux s'étaient fait repérés, soupçonnés d'avoir volé un blouson. Après une altercation avec les vigiles du magasin, les flics arrivèrent rapidement sur les lieux, et c'est les menottes aux poignets que Moussa fut abattu à bout touchant par un des vigiles qui voulait se venger d'avoir pris des coups. Cette ordure fut à son tour arrêtée et mise en détention préventive.

Ce meurtre fait suite à une dizaine d'autres du même genre depuis septembre 82. Comme cela s'est passé à Nanterre, Gonesse ou à Chatenay Malabry, même si beaucoup de jeunes ont envie de venger leur copain assassiné, la première réaction ouverte est de se montrer ostensiblement pacifique, légaliste et de laiser la famille du mort s'avancer en premier. Le « Collectif des amis de Moussa », constitué par sa famille et quelques proches, organisa une marche silencieuse le jeudi 23 juin. Ils revendiquaient que la justice, en laquelle ils affirmaient avoir confiance, fasse son travail en condamnant le meurtrier.

La forme silencieuse et pacifique de cette marche ne pouvait qu'entraîner l'adhésion de la municipalité, des éducateurs et des rackets spécialisés dans l'assistance aux immigrés. La mairie prêta sa ronéo et même un car et les rackets vinrent nombreux à la marche. Certains jeunes venus là pour « faire plaisir à la famille » voulaient ensuite se rendre au Radar et y provoquer un débat public. La famille soutenue par les éducateurs et autres pacifistes spécialisés les en dissuadèrent sous l'habituel prétexte d'éviter la violence et les affrontements.

Pourtant, quelques jours plus tard, des jeunes de Sevran insatisfaits du silence qui s'apprêtait déjà à recouvrir l'assassinat de Moussa, décidèrent de se rendre au supermarché Radar de Livry. Ils voulaient déposer une gerbe à l'intérieur du magasin. Un cortège de 100 à 150 personnes se dirigea vers le Radar, entouré par un service d'ordre organisé par des jeunes du cru qui se méfiaient en particulier de la venue de casseurs spécialisés. La tension était grande. Les flics attendaient derrière le supermarché, pas trop visibles mais nombreux. Après le dépôt de la gerbe, alors que la magasin fonctionnait toujours, l'un des jeunes s'empara pendant quelques instants d'un micro d'animation publicitaire pour adresser aux vigiles et aux beaufs présents quelques propos vengeurs. Puis, serrés de près par les flics en civil ricanants, le petit groupe quitta le parking du supermarché, en insultant la direction de Radar et les flics complices dans ce meurtre.

Bien qu'écrasés, les jeunes de Sevran avaient voulu marquer le coup par eux-mêmes. Faire savoir à tous les porcs que ce qui venait de se passer se trouvait irrémédiablement inscrit dans leur mémoire. Des projets vengeurs traversaient les esprits, mais rien ne put être décidé.

Il ne se passa donc RIEN jusqu'en décembre 83. Là, le vigile jusqu'alors en détention dans l'attente d'un procès pour meurtre fut remis en liberté, le juge ayant estimé qu'il offrait suffisamment de garanties. Cette décision du juge fut ressentie comme une cinglante provocation par beaucoup de jeunes de Sevran et de Livry.

Ils décidèrent de se rendre à nouveau au Radar. Mais cette fois l'affaire avait connu un retentissement suffisamment important dans la presse pour attirer sur place quelques mouches à merde humanistes (ligue des droits de l'homme), des gauchistes, et quelques représentants pacificateurs de la communauté arabe (collectif parisien pour l'organisation de la marche)...

Il y avait aussi de nombreux jeunes, arabes ou non, énervés, et animés par l'idée d'une vengeance à exercer sur place. Dans la confusion, le magasin fut investi, les caisses bloquées (au grand désarroi de certaines caissières qui refusèrent de quitter leur poste de travail tant elles s'identifiaient à la direction et aux vigiles incriminés). Il fut alors rappelé aux clients, nombreux un samedi après-midi, tous les détails de l'assassinat commis là quelques mois plus tôt. Cette prise de parole mit clairement en évidence comment la direction entend défendre sa marchandise contre ceux qui voudraient se l'approprier gratuitement. A ce moment, un commercant imprudent de la galerie marchande, l'ouvrit, en tenant des propos racistes contre ceux qui manifestaient. Quelques jeunes se précipitèrent afin de corriger ce cafard. Ils se virent immédiatement immobilisés par un S.O. spontané de gauchistes qui, craignant que celà ne dégènère, s'offrit en protecteur du boutiquier et de sa boutique.

Pendant ce temps, quelques jeunes profitaient de la confusion pour sortir plusieurs caddies bien pleins, ou se remplir les poches. Malgré l'envie partagée par beaucoup de piller les rayons, cela se fit discrètement et finalement assez peu, tellement criaient fort les gauchistes et respectables humanistes qui voulaient empêcher tout acte de reprise. Ce ne sont pas des voleurs eux ! Ils étaient simplement venus pour protester pacifiquement !

La direction jugeant que celà avait assez duré, fit alors appeler les flics qui vinrent en nombre. Les non violents, anti-racistes... ne trouvèrent rien de mieux que de s'asseoir par terre aux pieds des flics. On entendit même l'un deux arguer de son bon droit en disant : « *Respectez nous, mon père a été harki, et c'est comme ça que vous nous récompensez ? !*

Les autres, ceux qui jugèrent qu'ils n'avaient plus rien à faire, surtout pas discuter avec les flics, sortirent, se bouffant d'avoir insuffisamment exercé leur vengeance. le soir même, un autre magasin Radar de Livry brûla.

A Livry, cet assassinat est arrivé au moins après une dizaine d'autres durant les mois antérieurs et il a laissé sur le moment les gens écrasés, impuissants avec pour seule perspec-

tive de se tenir sur la défensive.

Depuis la fin 82 presque tous les jeunes qui ont été abattus comme l'a été Moussa sont des jeunes immigrés arabes. De quoi donner le sentiment d'être spécialement visés. Ce sentiment attise certes la rage et la colère contre cette société, mais il incite aussi à la prudence, à la défensive voire au repli exclusif sur la communauté arabe. Après un assassinat, les jeunes de la cité laissent la famille de la victime s'avancer au premier rang avec des propos d'apaisement et de légalité que chacun se garde bien de démentir ouvertement.

Presque personne parmi ces jeunes ne partage réellement la confiance dans la justice affichée par la famille. Çà, c'est pour la presse, la société, qu'elle voit bien qu'elle n'a pas affaire à des fauves et en conséquence qu'elle cesse de réagir comme si elle traitait des fauves. Beaucoup de jeunes immigrés ressentent comme une nécessité de **faire relâcher la pression** que la société exerce contre eux. C'est ce qui est apparu tout au long de l'année 83 et qui a préparé le terrain à la marche anti-raciste de l'hiver 83. Cette marche, même si elle n'a pas vraiment soulevé l'enthousiasme des jeunes immigrés n'a en tout cas pas été rejettée par eux. Elle n'est pas simplement apparue comme l'entreprise de la minorité d'idéalistes qui l'ont effectivement faite. Les revendications politiques d'égalité des droits, il n'y a pas beaucoup de jeunes arabes pour y croire ou même pour s'y intéresser vraiment. Mais ce qui compte pour eux, c'est qu'à la faveur de ce légalisme affiché par certains, la société **oublie un peu** les jeunes arabes.

Scandale à la Courneuve

Au début de juillet 83, un gamin de 10 ans est assassiné à La Courneuve par un habitant, alors qu'il s'amusait avec des pétards. Cela s'est passé à la cité des 4 000. Contrairement à ce qui s'était passé à Chatenay-Malabry ou à Nanterre, la réaction des habitants et surtout des jeunes fut très vive.

Le lendemain soir, alors qu'une manifestation est appelée à se tenir en bas de la cage d'escalier d'où est parti le coup de feu — les gens réclamant qu'on châtie le coupable — des jeunes vont directement au commissariat distant de quelques centaines de mètres et insultent les flics présents. Quelques coups, des pierres contre une voiture de RG puis repli des assaillants parmi lesquels certains n'étaient venus là que dans l'espoir de calmer les esprits. D'autres affrontements avaient déjà eu lieu aussitôt après l'arrestation du tireur débile, blessant quelques flics.

Après la manifestation en bas de l'escalier du tueur, les gens se rassemblent sur le parvis du centre commercial de la cité, discutant par petits groupes. Une équipe de télé vînt à nouveau sur les lieux — le soir même de l'assassinat, la télé était déjà venue interviewer des habitants et ce qui était paru ensuite aux " informations " présentait la colère des habitants comme un réflexe anti-raciste, comme réaction du racisme ; cette présentation indigna nombre d'habitants qui n'avaient pas vu dans cet assassinat un crime raciste mais la réaction d'un imbécile meurtrier qui avait tué un gamin simplement parce qu'il jouait un peu bruyamment sous ses fenêtres : pas de racisme là-dedans, il y a dans ce pays des centaines de milliers d'imbéciles de cette espèce, qui ne supportent pas le bruit que fait toujours la jeunesse, et qui ne supportent pas la jeunesse elle-même, qu'ils n'ont jamais connu. Bref, certains habitants ne voulaient plus que la télé vienne filmer ce soir-là. Néanmoins l'équipe de télé put filmer et interviewer après une bousculade, protégée par certains jeunes immigrés de la cité qui seront les mêmes à effectuer le service d'ordre lors de la manif du lendemain.

Les « grands frères » qui ont protégé les journalistes à La Courneuve l'ont fait parce que la télévision et les journaux disaient **exactement la même chose qu'eux** à propos de cette affaire, la réduisant à une question de racisme. Ce sont les mêmes qui, lors de la manif organisée conjointement par les grévistes de Talbot et le « Collectif Jeunes » (!) ont empêché un des O.S. de prendre la parole pour parler de la grève : eux ne voulaient parler de rien d'autre que de racisme et d'antiracisme, surtout pas de lutte sociale dans une usine.

Pendant que la télé opérait sur le parvis, de plus jeunes s'en prirent à des magasins et en priorité à ceux dont les propriétaires avaient refusé de donner de l'argent lors de la collecte effectuée pour les obsèques du gamin. Ils y mirent le feu discrètement (dans les jours suivants certains magasins qui devaient fermer pour l'été ou même définitivement furent dévalisés de leur stock).

Le bruit se répandit vite de ces incendies parmi la masse des gens qui traînait sur le parvis. Tous les très jeunes étaient surexcités et se mirent à cavaler tous ensemble dans les allées du centre commercial en tambourinant sur les rideaux de fer des commerces fermés. Quelques personnes commencèrent alors à soulever des rideaux de fer dans l'enthousiasme (la télé était repartie avant ces évènements). Les jeunes qui eux avaient défendu les journalistes une demi-heure plus tôt accoururent aussitôt pour défendre les magasins du pillage, affirmant qu'ils ne toléreraient pas de tels débordements de la part de ceux qui étaient souvent **leurs petits frères** ou qui n'étaient pas de la cité.

Après quelques bousculades la situation fût calmée ; c'est-à-dire que tous ces jeunes continuèrent à tourner dans la cité cherchant de quelle façon ils pourraient dépenser leur colère et leur excitation (c'est la venue en masse de la police qui acheva de les disperser, achevant le travail de ceux qui avaient protégé journalistes et magasins). Plus tard dans la soirée, alors que beaucoup d'habitants étaient rentrés chez eux, arriva une équipe d'une dizaine de jeunes venant de Vitry en renfort et qui trouva les lieux déjà occupés par les flics qui y patrouillaient 4 par 4, chaque patrouille distante de vingt mètres des autres. Ces jeunes étaient montés là-bas pour se joindre à la vengeance éventuelle des jeunes de la cité, eux-mêmes ayant déjà eu en 80 le précédent d'un des leurs assassiné par un gardien d'immeuble pour cause de bruit.

Le lendemain, les mêmes qui avaient fait les flics la veille étaient décidés à contrôler une manif vers la mairie. Ils avertirent d'emblée que le service d'ordre casserait la gueule à celui ou celle qui sortirait de sa réserve et ne se conformerait pas au mot d'ordre de défiler dans le-calme-et-la-dignité. En formulant cet avertissement ils demandèrent à ceux qui n'avaient pas l'intention de s'y tenir de ne pas se joindre au cortège : c'est ce que firent près de la moitié des personnes présentes qui devaient néanmoins rejoindre la manif une demi-heure plus tard, la colère de chacun restant isolée.

Les racketts anti-racistes officiels (comme le MRAP ou des saloperies de ce genre) avaient été rejetés par les habitants des 4 000. Mais il est apparu un fait nouveau : une frange de jeunes immigrés raisonnables se chargent eux-mêmes d'assurer l'ordre dans la cité, exactement comme la CGT fait régner l'ordre dans les usines en grève. Parmi ceux-là, au moins quelques uns des anciens animateurs du « Yuro Théâtro », un cinéma désaffecté des 4 000 qu'ils avaient transformé en salle de concert pour gérer l'insatisfaction du samedi soir. Au bout de quelques temps, la plupart des jeunes de la cité qu'ils avaient réussi à mobiliser sur cette initiative les laissèrent tomber. En juillet 83, il s'agissait pour ces animateurs de la misère de rejeter tous ceux qui n'étaient pas de la cité surtout s'ils n'étaient pas immigrés. On en finit ici avec ces manipulateurs new-look en rappellant qu'en 71 à la cité des 4 000, **dans les mêmes conditions qu'en 83**, le patron du bar le Narval avait assassiné un jeune qui chahutait : ce jeune était français d'origine. Et le Narval a été détruit peu après par un attentat anonyme.

Merde à tous ceux qui ont pour but de renforcer l'isolement des pauvres. Merde à ceux qui gèrent l'isolement des immigrés.

Une quinzaine de jeunes immigrés de la « cités des 4 000 » logements de la Courneuve (Seine Saint-Denis) ont brisé, vendredi dans la nuit, les vitrines de plusieurs magasins du mail de la cité. Ils entendaient protester contre l'expulsion, mercredi dernier, par les forces de police, à la demande de l'office HLM de la ville, d'une famille algérienne.

Après s'être regroupés vers 22h15 au centre de la cité pour tenter d'entraîner, sans succès, les habitants à manifester, les jeunes gens ont provoqué les premiers incidents, brisant plusieurs devantures de magasins. Les policiers, rapidement sur les lieux, ont poursuivi pendant près d'une heure les jeunes gens qui s'enfuyaient dans les dédales de la cité.

Libération Octobre 84

En se vengeant sur le décor, les jeunes de la Courneuve ont exprimé *pratiquement* leur soutien à la famille algérienne expulsée. Le prétexte invoqué pour l'expulsion était une vieille querelle de voisinage remontant à dix ans. En réalité, c'est surtout l'agitation des enfants de la famille (dont certains avaient eu affaire aux flics) qui lui était reproché.

Puisqu'ils sont jugés indésirables, les jeunes de la Courneuve ont montré qu'ils pouvaient l'être encore plus.

L'été meurtrier de 83 a été la réponse des défenseurs de l'ordre à l'été chaud de 81. On peut parler à ce propos d'un véritable **terrorisme populaire et diffus**, venant aussi bien des petits commerçants que des simples képis en passant par le travailleur français intégré.

Ce que personne n'a encore été capable de dire, c'est que l'Etat social-démocrate s'appuie **directement** sur cette vague terroriste qui a pour cible tout ce qui est jeune et tout ce qui bouge, et en premier lieu les jeunes arabes.

Le but de ce terrorisme diffus et individuel est que ses victimes soient plongées dans le désarroi et aillent alors se mettre sous la protection de ce même Etat qui encourage les assassins. Ce but a été en grande partie atteint. En semant la panique chez les immigrés, en les contraignant à davantage d'isolement et en les amenant enfin à en appeler à la justice — laquelle continue de délivrer régulièrement des permis d'assassiner.

En Italie, c'étaient les services secrets qui s'occupaient de faire du terrorisme pour désarçonner la révolte des pauvres ; en France, où il y a une importante classe moyenne, c'est une partie de la population qui s'en charge d'elle-même : libre cours alors à l'initiative personnelle.

L'Etat apparaît alors comme le médiateur central entre les jeunes immigrés et les racistes, celui qui seul pourrait faire cesser cette guerre civile. Et les racketts beurs apparaissent, plus modestement, comme les intermédiaires spécialisés entre les immigrés et le médiateur central. L'essentiel pour tous, c'est que **le rôle de l'Etat** en sorte renforcé. Prendre des coups ne rend pas nécessairement les gens méchants comme des fauves : ça peut aussi les rendre doux comme des agneaux (non-violents). Cela, n'importe quel responsable de l'ordre à n'importe quel niveau de l'Etat le sait. Quoique ses penchants humanistes lui en donnent mauvaise conscience, l'Etat social-

démocrate a très vite compris le parti qu'il pouvait tirer de ce terrorisme spontané de certains citoyens français (et que les partis politiques se sont empressés d'exciter chacun à sa manière) : prendre des coups peut **contraindre** ces immigrés révoltés **à chercher la négociation**, à demander la trêve — et c'est çà le but.

Pourtant, depuis le procès en octobre 81 à Créteil du gardien de la cité Couzy, de Vitry, tout est clair quant à ce que les pauvres attendent de la justice — pour ceux qui auraient eu encore des doutes ! Et les jeunes de Vitry l'ont fait savoir publiquement. Nul n'est censé ignorer cette affaire, et surtout pas les spécialistes beurs qui depuis ont rejoué dix, vingt fois la même comédie **en toute connaissance de cause.** Ces crapules savent bien ce qu'elles font.

Ajoutons que ce réformisme beur s'est développé sur la base d'un dispositif déjà existant et qui va des maisons de quartier et centres socio-culturels aux différents animateurs et éducateurs, payés par l'Etat. Ces assistants sociaux qui sont presque tous d'anciens gauchistes recyclés, et qui travaillent quotidiennement à neutraliser les jeunes — la justice leur ayant souvent préparé le terrain en brisant leur énergie par de longues peines de prison, à la sortie desquelles les éducateurs n'ont plus qu'à cueillir des gens **affaiblis** et démoralisés, et à leur proposer enfin quelque chose de « positif ». Cette racaille-là est plus efficace pour défendre l'ordre qu'un bataillon de CRS.

Grève des loyers au foyer de la Commanderie

Depuis mars 83 les résidents d'un foyer d'immigrés de Paris, le foyer de la Commanderie situé Porte de la Villette, sont en grève. Ils ne paient plus le loyer. Ils exigent que des travaux de réfection du foyer soient entamés et que démissionne l'actuel directeur du foyer, un raciste qui méprise ouvertement les résidents.

Depuis qu'ils se sont mis en grève, la direction et le B.A.S qui gère ce foyer ainsi qu'une dizaine d'autres sur Paris ont fait couper l'eau chaude et le chauffage. Les grévistes ont dû passer l'hiver 83 dans ces conditions et s'apprêtent à passer ainsi l'hiver 84 ; ils poursuivent la grève, aucune satisfaction ne leur ayant été accordée. Le B.A.S. a jusqu'à présent refusé de discuter de leurs revendications, alléguant la présence de résidents clandestins (non inscrits officiellement sur les listes). Les délégués des résidents, à chaque fois qu'ils cherchèrent à rencontrer le directeur du foyer pour se faire entendre furent éconduits et insultés par un directeur se vantant de n'avoir pas à discuter avec « *des pouilleux* ».

Il faut savoir que dans tous les foyers d'immigrés résident un certain nombre d'occupants qui ne sont pas en règle avec l'administration du foyer. D'une part parce que les résidents hébergent temporairement des copains dans la merde. D'autre part parce que des résidents quittant le foyer laissent officieusement leurs chambres à des frères, cousins ou des copains et cela en accord tacite avec l'administration parfaitement au courant de ce fait, qui le tolère sachant bien que c'est une bonne manière d'avoir un moyen de pression suspendu en permanence sur ces résidents. Si ces gens maintenus ainsi en situation irrégulière vis-à-vis de l'administration du foyer s'avisent de faire du désordre ou simplement de dire ouvertement qu'ils ne sont pas satisfaits des conditions de vie qui leur sont faites, on peut toujours les mettre dehors puisqu'ils sont des clandestins.

La coupure d'eau chaude et du chauffage n'ayant pas réduit les grévistes, le B.A.S. assigna individuellement les résidents en référé les 10 et 17 février 84 avec menaces de saisie sur salaire au cas où les loyers ne seraient toujours pas versés. Une grève des loyers n'ayant aucune sorte de reconnaissance légale, les grévistes tombent sous le coup de la loi, c'est-à-dire que tous les moyens dont dispose la justice sont mis à la disposition de la direction du foyer pour récupérer le fric que les résidents refusent de lui verser.

En prévision de ces procès, les résidents avaient organisé une « journée portes ouvertes » le 21 janvier où ils informaient de la situation dans leur foyer, dans les foyers d'immigrés en général, exposant les menaces qui pesaient sur eux. A cette réunion se sont présentés nombre de racketts politiques et sociaux (C.G.T., P.C.I. permanence anti-raciste etc...). Si tous ces groupes prétendaient défendre les intérêts des immigrés du foyer, en fait le rôle qu'ils tinrent pendant la réunion et ensuite fut de représenter les résidents auprès des diverses institutions auxquelles ils avaient affaire. Leur principal souci fut d'**organiser des rencontres avec les autorités**, des manifestations dignes devant le siège des institutions. Et cela après que les résidents aient exposé avec quel mépris les traitaient précisément ces institutions. Un tel souci du dialogue avec les autorités est pour le moins suspect — il y avait même là une connasse gauchiste qui à plusieurs reprises s'est opposé au projet d'aller s'en prendre au B.A.S. et il apparût que cette connasse travaillait elle-même au B.A.S. !

C'est d'abord la difficulté qu'éprouvent les immigrés à parler la langue du pays (ceux de la

Commanderie sont surtout africains) et à se défendre face aux lois dont se servent ces racketts pour imposer leur présence comme intermédiaires entre l'Etat et les grévistes. Pour preuve la manière dont se sont déroulés les procès des 10 et 17 février. Les résidents devaient passer un par un devant le juge pour signer un procès-verbal qui jugeait de l'illégalité de leur situation. Un membre d'un de ces groupes politiques vènus pour les assister servait à la fois d'interprète et de négociateur. Il négocia en effet la remise au B.A.S. de la moitié de la provision constituée par les loyers bloqués (1) en échange... d'une promesse que le B.A.S. entamerait les travaux. Cela se fit avec l'accord des délégués des résidents. Mais ceux-ci n'acceptèrent que parce qu'ils n'avaient pu organiser une autre riposte face à cette échéance en justice à laquelle ils étaient directement confrontés. Par contre le politicien qui négocia cette défaite le fit comme spécialiste en la matière.

Après ces procès le B.A.S. avait donc récupéré la moitié du fric des loyers jusqu'alors impayés, et évidemment n'entama aucune sorte de travaux. Il continua à réclamer le nettoyage du foyer de ses « clandestins ». Et début mai 84 il envoya un huissier accompagné d'importantes forces de police qui investirent le foyer pour constater la présence de ces irréguliers. A l'aube les flics cassèrent les portes, saccagèrent les chambres et saisirent d'importantes sommes d'argent à des résidents prétextant que ceux-ci ne pouvaient suffisamment en justifier la possession. Comme ils le firent à la même époque dans plusieurs foyers de la région parisienne, répétant partout cette brutalité et la menace de l'expulsion à des gens qu'on a déjà refoulé dans ces taudis.

C'est contre ce fait d'être traités comme des chiens que les résidents affirment se battre. Pas de beaux discours sur l'égalité des races dans la société civile, simplement l'exigence affirmée de prendre la parole et de se battre. Ils exigent « leurs droits » comme l'avaient fait les O.S. de Talbot et ce ne sont pas des droits civils abstraits. Ils se heurtent à la question du logement qui est évidemment subordonnée de façon directe au salariat. Ceci est particulièrement visible pour les foyers d'immigrés qui sont véritablement des parties d'un camp de travail ; la direction s'y comporte avec le même mépris que si elle dirigeait un camp de prisonniers condamnés au travail forcé.

Condamnés au labeur et à végéter dans des réserves en banlieue, ces immigrés-là n'ont strictement plus d'endroits où loger ailleurs que dans les taudis où ils sont assignés à résidence. A présent aucune commune de la région parisienne n'accepte sur son territoire la construction d'un nouveau foyer. C'est donc un fonctionnement général que les grévistes de la Commanderie mettent en cause. Les organismes qui gèrent les logements destinés aux pauvres retardent systématiquement les rénovations nécessaires à ce que les logements ne deviennent pas de véritables taudis. L'exigence d'une amélioration immédiate de leur sort est ressentie par les grévistes de la Commanderie comme vitale. C'est dire que les gens en veulent. Depuis le début de la grève ils ne se sont pas payés de mots ; malgré la coupure du chauffage et les tracasseries judiciaires ils tiennent bon.

La difficulté qu'ils rencontrent tient à leur isolement, bien que la situation dans tous les foyers d'immigrés soit identique. C'est d'ailleurs cet isolement que les racketts politiques venus pour les assister renforcent. Lors des réunions du comité des résidents avec le « comité de soutien » constitué presque toujours exclusivement de ces racketts, la question de la rencontre stratégique avec les immigrés des autres foyers s'est trouvé subordonnée à des impératifs judiciaires et politiques par ces crapules.

Pourtant, c'est une force que possèdent ces immigrés qui vivent dans des différents foyers de Paris et de sa banlieue : ils se connaissent parce qu'ils font partie de la même société de pauvres assignés à résidence dans ces taudis à leur arrivée en France. Affrontant immédiatement les mêmes conditions sur le marché du travail et parqués ensemble dans les foyers, ils ont l'occasion de circuler entre ces foyers que ce soit pour voir un frère, un cousin ou faire une fête. Cette communauté immédiate a le sentiment de subir le même tort particulier.

Ce que les grévistes de la Commanderie ont d'ores et déjà appris depuis le début de la grève c'est que les institutions auxquelles ils ont affaire n'entendent que la force. Et s'ils ont du céder du terrain lors des procès c'est qu'ils n'étaient pas assez forts. Depuis ils ont commencé à s'organiser avec d'autres foyers, d'abord avec ceux qui dépendent aussi du B.A.S. Les résidents de ces foyers ont massivement refusé d'acquitter les augmentations pour 84 tant que les revendications de la Commanderie ne seraient pas satisfaites. Et il est question d'une grève générale des loyers dans l'ensemble des foyers gérés par le B.A.S.

Septembre 1984

Quelques personnes
présentes lors de ces évènements.

(1) Depuis le début de la grève les résidents du foyer avaient bloqué sur un compte chaque mois l'équivalent du montant du loyer minimal à verser (loyer pouvant varier de 200 à plus de 600 francs selon le salaire touché, et celà pour un lit dans une pièce minuscule ou un lit dans une pièce de 15 à 20 m² pour 4 personnes). Mais peu à peu, de nombreux grévistes avaient cessé de verser de l'argent sur ce compte. En quoi ils auront été inspirés...

RAPPORT SUR MARSEILLE

« L'air y est en gros un peu scélérat »
Mme De Sévigné

Marseille n'est pas une ville très civilisée. C'est une ville exclusivement vouée au trafic marchand, et il n'est rien qui n'y soit déterminé par les impératifs du trafic. La cité entière est consacrée à cette activité, **et à rien d'autre.** C'est la circulation des marchandises qui **a édifié cette ville, à sa convenance et à son image.** Nulle trace de passé historique, la marchandise ne laisse rien derrière elle, se contentant de passer.

L'aristocratie marchande à Marseille n'a pas élevé de palais, ni brillé par les arts ; mais elle a pu manier éventuellement le poison et le poignard aussi bien que dans une cour florentine. Elle s'est maintenue par l'usure, achetant les terres de la noblesse provençale, compromettant le clergé dans des affaires de mœurs. Cette oligarchie marchande, cosmopolite (catholique, protestante, juive, arménienne, grecque, corse) jalouse de son indépendance, s'est toujours opposée au dirigisme étatique, qu'il fût monarchique ou républicain. Le négociant marseillais entend bien conserver sa liberté de commercer, **la libre activité de l'argent.** Sa Chambre de Commerce, fondée en 1559 sous Henri IV traite d'« Etat à Etat » avec les pays du bassin méditerranéen et les pays d'Amérique du Sud. Elle est LIBRE ECHANGISTE et s'élève contre toute forme de protectionnisme, contre une intervention quelconque de l'Etat dans ses affaires. Elle attend du pouvoir politique qu'elle abandonne volontiers, tâche subalterne, aux mains de la petite bourgeoisie, qu'il se fasse le fidèle défenseur de ses prérogatives et assure la police de la ville, **le maintien de l'ordre des choses.**

La bourgeoisie ne s'affiche pas dans le centre de Marseille ; et contrairement à la plupart des villes françaises, le centre-ville n'est pas fait à son image. Elle préfère se loger en retrait du champ des opérations, dans ses quartiers réservés et loin du Port, des usines et des H.L.M., quant à la vieille bourgeoisie liée à la propriété foncière et aux offices administratifs, elle réside à Aix comme avant 89 et elle entend en interdire l'accès aux pauvres : tous les arabes sont systématiquement refoulés des cafés du centre d'Aix. S'y trouvent aussi les facultés de lettres et de droit. L'air de Marseille n'est donc pas trop vicié par la présence d'étudiants : on ne voit pas dans le centre-ville cette affligeante faune d'alternatifs et d'activistes qui infeste le centre d'une ville comme Toulouse.

Cette discrétion de la classe bourgeoise ne doit pas tromper : ici, la passion de l'argent **s'exerce sans aucune retenue.** Une grosse part du trafic national fait obligatoirement étape à Marseille. Si la circulation proprement dite des marchandises **constitue l'essentiel** de l'activité urbaine (1/3 de la population survit du Port, de façon directe ou indirecte), il faut y rattacher bien sûr tout le secteur de la transformation industrielle des marchandises importées, du raffinage des produits bruts ; ainsi que celui de la finition des marchandises et de leur distribution.

Le Capital s'efforçant de toujours réduire ses frais de production, en mécanisant le travail, désormais effectué par une main d'œuvre restreinte et mieux payée, doit aussi réduire ses frais de circulation et disposer pour ce faire d'une main d'œuvre mobile et mal payée (il existe ainsi une myriade de petites entreprises à Marseille, qui s'appuient sur un personnel immigré ou saisonnier payé à des tarifs « défiant toute concurrence »). En gros le Capital attribue toutes les tâches vitales commandant aux autres secteurs à un personnel minimum fixe et bien payé (par ex. les dockers) et recourt à l'intérim et autres procédés du même genre pour toute la part variable du trafic marchand (ex. le Port Autonome emploie de nombreux dockers intérimaires en plus des fixes : à l'endroit où se déroule l'embauche matinale, quai de la Joliette, il y a toujours des cars de C.R.S. pour assurer le calme...).

En 1953, Gaston Defferre, élu grâce à une coalition SFIO-MRP vient au secours du capitalisme régional en se présentant comme le dernier rempart de la bourgeoisie contre le P.C. C'est qu'il y avait eu des émeutes sous le précédent maire, le gaulliste Carlini, au cours desquelles des boîtes de nuit furent incendiées par des dockers encadrés par la C.G.T., quartier de l'Opéra. Avec Gaston Defferre, c'est de nouveau le mariage serein du commerce et de la politique comme avant la guerre. Aujourd'hui Defferre reste l'homme lige de la bourgeoisie locale soucieuse de son indépendance et de sa sécurité. Le clientélisme électoral est la règle dans cette ville.

Aménager le Port, les voies de communication, aider les entreprises en difficultés par la création de multiples Sociétés d'Economie Mixte, mariage de raison entre le secteur public et le secteur privé, favoriser la puissance financière de la ville en faisant de Marseille le centre de l'activité régionale de l'argent, Defferre, soutenu par la Chambre de Commerce, gère sa ville comme il gère « Le Provençal », une affaire de famille et une opération commerciale réussie. Marseille est le 2e port d'Europe, après Rotterdam mais avant Hambourg, Anvers, Londres et Gênes.

Un tel va-et-vient de marchandises, avec toute l'activité qu'il engendre, a de tout temps attiré des pauvres sans réserves du Bassin Méditerranéen ; plusieurs vagues d'immigration se sont succédées, sur lesquelles s'est édifiée la prospérité marchande de la ville : italiens, corses, siciliens, espagnols, africains, arabes (sans parler de l'arrivée des pieds-noirs) qui tous ont débarqué là, affamés par la nécessité et contraints aux travaux les plus durs, attirés comme des insectes par la lumière. Les impératifs de la marchandise ont donc déporté là des masses d'individus, qui s'y sont agglomérés dans l'isolement et dont chaque atome individuel est laissé en proie à la nécessité. Les pauvres, à Marseille, se sentent vraiment comme de simples nécessiteux et ne ressentent que leur isolement.

La moindre manifestation d'indocilité de la part des travailleurs réveille la haine et la peur chez la bourgeoisie, car ils constituent pour elle une menace confuse et permanente. Elle entend alors se venger des pauvres de peur qu'un jour les pauvres ne se vengent définitivement d'elle.

1871 marque la première alerte moderne pour la bourgeoisie : LA COMMUNE. Adolphe Thiers ne va pas ménager sa ville natale : la Commune marseillaise sera elle aussi réprimée dans le sang. Les insurgés massacrés, Marseille se trouve sous occupation militaire pour six ans. La ville est alors administrée par le Président de la Chambre de Commerce, Lucien Rabatau.

Dès la fin du siècle dernier, cette fureur contre les pauvres trouve son exutoire dans un racisme anti-italiens virulent ; c'est que les chômeurs et en particulier les nombreux italiens qui campent aux portes de la ville, dans les terrains vagues de St-Charles et de la Belle de Mai sont ressentis comme une nouvelle menace. En 1885, une chasse aux « Babbis » agite la rive nord du Vieux Port. En 1886 des incidents se produisent aux alentours de la Canebière. En 1888 c'est l'épisode sanglant des « Vêpres marseillaises » : des italiens sont massacrés en nombre.

En 1909 un contremaître des Huileries Maurel fait venir des Kabyles pour briser une grève

FOS-SUR-MER : LE PLUS GRAND CHANTIER D'EUROPE...

Fos-sur-mer est le résultat d'une stratégie industrielle et commerciale conçue en 62. Le principe en était celui des « *Usines au bord de l'eau* », c'est-à-dire directement liées au point d'arrivée des sources d'énergie et des matières premières (terminaux pétroliers, méthaniers, minéraliers). Les travaux débutèrent vers 72/73 : « *Ce sera la fierté de la France* » disaient alors les malades qui avaient conçu ce plan. Les multinationales qui devaient s'implanter là pensaient créer un marché de produits semi-finis avec l'Afrique du Nord et le Proche-Orient. Le site de Fos devait participer d'une insertion plus grande du marché national dans le marché international.

Ce projet vit une liaison très étroite entre les multinationales et l'Etat. Celui-ci prenait en charge tous les travaux relevant de l'infrastructure, au profit des groupes industriels les plus puissants. Les entreprises situées à Fos sont commandées d'ailleurs, de Paris, Londres, Rotterdam. Et la part des capitaux privés dans le financement du chantier devait rester autour de 15 %, le reste relevant des capitaux d'Etat.

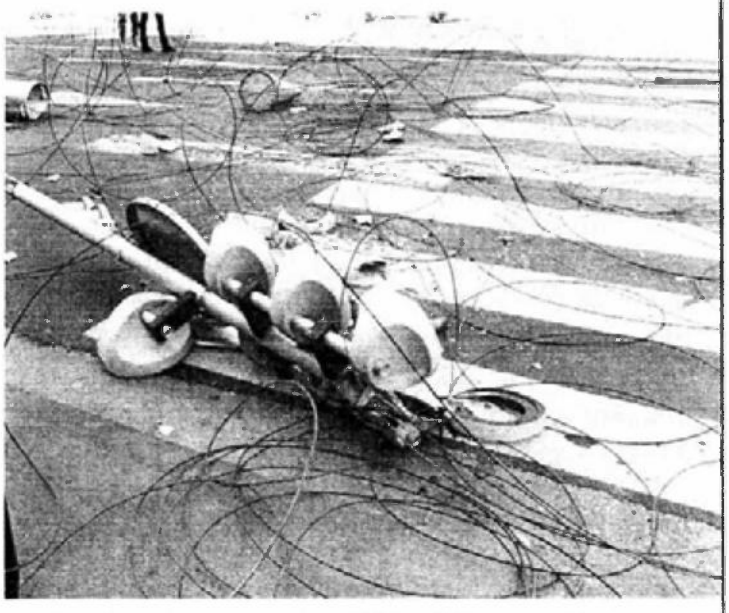
72 : « *Fos le prix de l'improvisation* ». Le 21 octobre 72, une manif a lieu à la suite d'accidents du travail, et qui rassemble à la fois des travailleurs du chantier et des habitants du secteur. Il y avait eu 3 morts et 7 grands blessés en un mois ! Fos détient alors le record des accidents du travail, ainsi que le record des grèves (une par semaine depuis le début des travaux). Le 14 octobre un certain Laïd Mahjoud tombait du haut d'une grue ; une manif eut lieu aux cris de « *Laïd a été assassiné* ». Les horaires étaient tout simplement démentiels : certaines personnes travaillant jusqu'à 85 heures par semaine ! Les sécurités non respectées.

En juillet 73, des grèves éclatent sur les chantiers de construction et de métallurgie. Du travail avait été promis « *pour 20 ans* » aux gens et voilà que les licenciements pleuvent dès la fin des travaux. Sur le site, il faut aussi compter 5 000 intérimaires et de nombreux immigrés clandestins. En juillet, les grévistes manifestent à Marseille avec les ouvriers licenciés de Coder. Il y a 10 000 grévistes à Fos. Il y a

eu aussi 20 morts au travail depuis le début du chantier, et une moyenne de 40 accidents par jour. Tout ceci sur une chair à labeur recrutée à 60 % hors de la région. Ce sont de véritables immigrés de l'intérieur. Les conditions d'atomisation et de concurrence sont impitoyables pour les travailleurs venus s'agglomérer autour de Fos. Les bidonvilles apparaissent, souvent le logis de ceux qui sont venus là sans engagement précis. Les conditions de logement sont en règle générale complètement lamentables. « *Le plus grand bidonville du siècle* » ; « *Clochardisation de la Provence* » disent les commentateurs locaux pour désigner le paysage en train de s'installer tout autour de l'étang de Berre. Le mirage industriel a attiré les pauvres, qui ont pris le risque de venir là, et y risquent encore leur peau sur le chantier.

Cette lamentable affaire, pur produit de l'Etat-plan, se clot momentanément avec la décision gouvernementale de fermer Ugine-Aciers, la 2e boîte de Fos, ultra-moderne et compétitive. La même stratégie d'insertion du marché national dans le marché mondial avait décidé d'implanter Ugine-Aciers et décide 10 ans après de le fermer. Ceux qui s'étaient risqués à venir travailler là en sont pour leurs frais — et pour les Lorrains ce n'est pas la première fois. La colère est donc en train de couver. La manif-vandale des ouvriers d'Ugine dans le centre de Marseille le 30 mars 84 en témoigne (encore que la CGT avait réussi à contrôler l'explosion en obtenant des gars qu'ils ne cassent aucun bien privé, comme les vitrines des commerçants). Leur montée sur Paris pour la manif-enterrement du 13 avril fut difficilement contrôlée, toujours par les porcs cégétistes qui essayèrent de nous empêcher de lier conversation avec les ouvriers de Fos, visiblement décidés à en découdre ce jour-là mais hélas isolés par la police syndicale. Depuis, absentéïsme et vols se généralisent dans l'usine (14 % d'absentéïsme, le double de la Solmer). Les vols ont dépassé les 100 000 francs ces 6 derniers mois...

Le début du fonctionnement du site industriel de Fos avait été agité (comme le montraient les grèves de 74 à la Solmer, avec séquestration). La fin promet de l'être encore plus...



d'ouvriers italiens. La direction des Sucreries Saint-Louis suit cet exemple.

En 1945, 1962 et 1969 (Fos sur Mer) la bourgeoisie a besoin d'une main d'œuvre bon marché et docile. A cette fin elle puise dans l'armée de réserve des pauvres d'Afrique du Nord.

Si la marchandise ne connaît pas de frontière et peut circuler librement, il n'en est pas de même pour les pauvres enfermés dans leurs zones de réserve, objet du marchandage entre Etats (« — *Je pense que ces problèmes ne peuvent être résolus que d'une seule façon, par un accord entre les gouvernements qui fournissent la main d'œuvre et ceux qui l'utilisent* — » (Defferre). Pourtant la bourgeoisie locale qui a pu reconstituer sur place ses propres réserves de pauvres n'a pas besoin, désormais, d'un recrutement **massif** mais d'un recrutement **limité** de travailleurs qui seront à sa merci, tels les travailleurs clandestins, tirant ainsi profit de la concurrence sauvage qu'elle a institué sur le marché du travail.

La ville dégage une ambiance générale d'**hostilité**. Ensuite, on y éprouve un immense sentiment d'accablement. La jeunesse elle-même y semble **écrasée par la fatalité**, en proie à une fatigue infinie.

D'autant plus la circulation de la marchandise se sacrifie impérativement les individus singuliers, d'autant plus ceux-ci sont opposés entre eux, isolés dans la masse informe que l'on piétine sans égard. Ici, cela est ressenti avec une juste amertume : « *Ici, c'est chacun sa mère* » comme disent les jeunes des banlieues.

Evidemment, partout dans ce monde les gens sont écrasés par le cours des choses qui leur échappe fatalement ; mais à Marseille, cet état de fait est à **nu**. Ici, l'individu singulier ne pèse pas lourd : il est révélateur de voir le caractère très rudimentaire des rôles que se jouent les pauvres. Rien à voir avec l'étalage diversifié du Forum des Halles. Les rôles affichés se ramènent ici au simple besoin de se défendre contre l'autre en général. Il est si dur de trouver de l'argent pour survivre dans cette ville, et la guerre de tous contre tous y fait rage avec une violence inconnue ailleurs.

Marseille donne l'image d'une ville où il suffirait d'être dépourvu de tout scrupule pour tirer profit de la richesse qui y circule. Las ! ce ne sont pourtant pas les scrupules qui étouffent les pauvres ! mais la concurrence à laquelle les contraint l'implacable nécessité de l'argent et l'extrême difficulté de s'en sortir dans une telle ville.

A Marseille, de près ou de loin, tout le monde trafique — chômeurs à vie comme travailleurs. Submergé par le flot impétueux des marchandises, chacun essaie désespérément d'en tirer un

maigre parti et de gagner un petit peu d'argent âprement disputé. Dans ce torrent qui traverse la ville entière, les individus sont noyés, engloutis dans la boue quotidienne. Toute énergie individuelle se perd à **se débattre dans cette boue.** Marseille, une ville où beaucoup trop de gens sont dans la boue. Dans ce mouvement de circulation infini, chacun est sacrifié sans vergogne. Marseille est une métropole carnivore.

Certes, il y a des gens qui réussissent à Marseille, en marge de la bourgeoisie officielle à laquelle ils sont liés de près : Ceux qui gèrent les circuits sauvages de la marchandise qu'aucune loi écrite ne contrôle encore (drogue, prostitution, jeux, protection des lieux de distraction et divers trafics solidement établis de l'intérieur même de la circulation marchande).

Grand banditisme et petite délinquance, le caïd rassure le bourgeois, le Kid l'inquiète. Caïds et bourgeois sont du même monde : l'un sort du milieu des affaires, l'autre y entre. Le Milieu marseillais est un peu le Grand Guignol de la bourgeoisie locale, présenté à grand tapage sur les tréteaux de la presse : elle y découvre son histoire dans le raccourci d'une vie où il est question de meurtre, de turpitude et de cachotterie.

La loi du silence ne s'applique qu'à la réalité sociale et non, comme on pourrait le croire naïvement aux affaires du Milieu qui sont au contraire l'objet d'une logorrhée sans fin de la part des journaux. A l'image de la classe dominante, la pègre marseillaise se compose de clans qui s'associent, se dissocient, rivalisent et s'affrontent autour du Vieux Port. Les truands sont à leur manière les descendants des marchands aventuriers dont la passion pour l'argent ne s'embarrassait d'aucun scrupule ni d'aucune loi (ce qui explique la secrète admiration que leur voue le petit bourgeois marseillais).

Non seulement la bourgeoisie tire vanité à l'exemple des Delon et autre Hallyday de ses amitiés très particulières *(« Un grand caïd du Milieu, au demeurant un homme charmant, vient de tomber... d'un propos très ouvert il cotoyait les plus grandes personnalités marseillaises dans ses établissements »* éloge funèbre de Gilbert Hoareau parues dans la presse locale) mais ne craint pas de se compromettre.

Elle ne reproche pas au grand banditisme son existence : *« Il est admis qu'il y aura toujours des gangsters et des activités criminelles cachées derrière des couvertures d'honorabilité »* (Le Méridional) mais de se montrer parfois trop voyant et ainsi de risquer d'être *« une incitation pour les délinquants de tout poil qui prolifèrent dans la ville »* (Idem) d'être *« une émulation pour les petits marginaux »*. La bourgeoisie est un club privé, accueillant certes, mais réservé. Elle ne se trompe jamais d'adversaire : l'ennemi, c'est le pauvre qui n'est pas docile, le délinquant dont la vie la défie et l'atteint dans ce qu'elle juge être son droit.

Pour ceux qui n'ont pied ni dans la bourgeoisie locale ni dans le Milieu, et qui n'exercent pas un de ces emplois stables et bien payés nécessaires au fonctionnement organique de la ville (et ce, à la condition de servir les mafias municipales et syndicales), pour ceux-là l'air de Marseille sent très mauvais.

Marseille est la capitale française du travail au noir ; tous les employeurs y ont recours d'une manière systématique, de sorte qu'il se trouve une importante frange de pauvres contraints de travailler sans même bénéficier des maigres avantages du système moderne de protection sociale (assurance maladie et chômage). Quant aux emplois déclarés, ils sont sous-payés par rapport à la moyenne nationale (seuls font exception les emplois administratifs et municipaux) : dans l'industrie locale, toucher le SMIC équivaut pour un **ouvrier à une faveur céleste.**

De la même manière que cadres et dirigeants d'entreprises n'hésitent pas à trafiquer joyeusement sur les comptes et sur les marchandises, ils trafiquent sur la force de travail : si le travailleur n'est pas content, il y en a suffisamment d'autres disponibles pour le remplacer aussitôt, au même prix et aux mêmes conditions. A Marseille un capitaliste n'a pas de problème de main d'œuvre. Ajoutons à cela qu'aucune tradition de lutte ouvrière ne s'est jamais enracinée dans cette ville : sinon, un appareil stalinien puissant qui contrôle le rackett des travailleurs auxquels il garantit protection et assistance (par ex. le Port est entièrement aux mains de la CGT, au détriment de ses concurrents syndicaux). A Marseille, le mouvement ouvrier n'a été à de rares exceptions près, que corporatif et réformiste.

Ce sont les conditions de la libre concurrence la plus complète qui fixent le prix de la force de travail à Marseille **et elles seules.** Les rapports entre les travailleurs et le capital évoluent au gré du libre arbitre patronal et syndical, chacun tirant profit à sa façon de l'exploitation salariale sans rencontrer d'autre obstacle que l'appétit de l'autre. A Marseille, les syndicats — principalement la CGT et FO — fonctionnent véritablement à l'américaine.

A Marseille nous sommes tous confrontés à l'argent comme passion et à l'argent comme nécessité. Cette puissance qui décide de qui doit vivre et qui doit mourir attire les pauvres de tous les coins de la terre. Ces crapules de cadres et chefs d'entreprises modernistes incitent le simple travailleur à « prendre des risques » : ici, il y en a qui sont **effectivement contraints à prendre des ris-**

ques pour pouvoir simplement travailler : — les travailleurs clandestins — . « *Marseille* » — *un douanier a tué le 19 novembre 1983 vers 13 h un jeune passager clandestin qui tentait de quitter un paquebot amarré à la Joliette en se mêlant aux matelots. Au moment où les douaniers lui demandaient ses papiers d'identité, l'homme prit la fuite, poursuivi par le douanier qui perdant du terrain, fit feu sans sommation. A 30 m la balle a atteint le jeune homme à la colonne vertébrale. La mort a été presque immédiate. Il n'a pas été possible d'établir l'identité du passager. Le douanier a déclaré qu'il s'agissait d'un accident et qu'il n'expliquait pas comment, ayant voulu tirer une balle en l'air, il avait atteint le fuyard. Cette explication n'a pas convaincu le juge d'instruction qui a inculpé le douanier (par ailleurs conseiller municipal PS de la commune d'Allauch) d'homicide volontaire et l'a placé sous mandat de dépôt* » (Le Monde 22.11.83).

La bourgeoisie peut ainsi exercer un chantage de tous les instants sur les pauvres et les contraindre à être, sans recours possible, corvéables à merci. Ce qui s'est passé en mai 74 est désormais impensable : grève aux entreprises pépiniéristes Gregori et Bernard, des Milles, à l'issue de laquelle des travailleurs clandestins, sur lesquels prospéraient ces entreprises, envahissent l'ANPE pour réclamer une carte de travail, provoquant l'intervention des flics. A présent, au Centre d'Arenc de triste renommée, la police entasse sans ménagement les clandestins qui se sont fait remarquer.

La jeunesse prolétaire de Marseille n'a pas trop envie de travailler (surtout aux tarifs en vigueur dans cette ville) ; mais il est également difficile de gagner de l'argent de **façon durable** par la reprise individuelle. Les risques sont gros et les liquidités bien gardées (salopes !). Tous ceux qui possèdent quelque bien vivent dans l'anxiété (largement amplifiée par l'information spectaculaire). Cette psychose ne date pas d'hier : les classes moyennes, plus encore que la bourgeoisie, ont toujours été terrorisées par la **sourde menace** que constituent ces masses de gens en réserve à Marseille.

C'est le droit du propriétaire qui définit la bourgeoisie. S'en prendre à son monde, à la marchandise et à l'argent c'est la toucher dans sa personne morale : « *n'attendez pas de subir une humiliation et d'enregistrer des pertes d'argent* » proclame Marseille-Sécurité. Si la bourgeoisie a supprimé idéalement la peine de mort ce n'est pas parce que l'individu est tout mais bien au contraire parce qu'il n'est rien. Le tout est la personne morale c'est-à-dire le bien privé. Devant la menace mondiale que constituent les pauvres, la bourgeoisie s'arme et tue, il n'est pas pour elle question d'hésiter entre le rien de l'individu pauvre et le tout de la propriété : « *Un commerçant marseillais abat un jeune cambrioleur. C'est un cas d'auto-défense type. Pour la défense de sa personne menacée (dans) ses biens, M. Giraudo s'est interposé... Il est à souhaiter que d'autres soucis d'ordre judiciaire ne viennent pas s'ajouter au désarroi de cet honnête commerçant fort connu dans les quartiers Sud de Marseille.* » (Le Méridional 12.11.83).

Marseille est la ville la plus fliquée au m². L'axe central où tout le monde converge, la Canebière, est infesté de porcs : civils difficilement repérables, maîtres-chiens, fourgons de CRS stationnés presque toute l'année aux différents carrefours. Présence ostensible et arrogante de la police, qui accroît d'autant le sentiment d'insécurité chez les pauvres dans une ville **où rien n'est sûr pour eux** : contrôle fréquent, garde à vue dans le seul but d'impressionner et de rappeler par tous les moyens qu'ici la police entend ne s'embarrasser de rien pour faire régner l'ordre. La bestialité et l'arbitraire sont la règle constante. Les commissariats marseillais ont une épouvantable réputation à cause des tabassages systématiques. Voici quelques années, des inspecteurs avaient été condamnés à une très légère peine de sursis pour avoir sodomisé avec des matraques des suspects, finalement innocents, dans les locaux de l'Evêché lors d'interrogatoires : leurs collègues manifestèrent bruyamment en plein centre ville contre ce verdict (qui devait être annulé ultérieurement en appel). Les preuves étant cependant irréfutables, il est à conclure que la police marseillaise n'a pas craint de revendiquer hautement dans la rue **le droit à la torture** dans les commissariats locaux.

Les porcs bavent de peur, peur d'une populace ressentie comme hostile, peur de cette jeunesse qui comprend de plus en plus clairement la nature

de son sort : gibier d'usine ou gibier à flics. Ici, la jeunesse se trouve **massivement** traitée sans égard, ennemi potentiel auquel l'Etat doit imposer la **réserve par la terreur.**

On peut comprendre cette violence policière, heureusement sans pareille en France, en relation avec la libre concurrence qui sévit dans la ville et y impose des conditions d'autant plus dures aux pauvres. Quand on a vécu à Marseille on peut imaginer sans mal ce qui se passe dans des villes comme Rio de Janeiro ou Lagos ; c'est-à-dire partout où il n'y a presque aucune médiation sociale et politique interposée entre les pauvres et la richesse en vue, et où le besoin le plus immédiat est la seule mesure des relations entre les individus.

Il y a dix ans déjà les pauvres à Marseille s'en prenaient à l'ennemi en général. Pendant l'été 74 la violence prolétaire s'impose à la Belle de Mai, Cité Bellevue ; après s'être attaqués aux marins-pompiers et au supermarché voisin, les voyous s'en prennent aux bars du quartier. Le 25 août 74 Le Méridional publie une déclaration contre les voyous de la Belle de Mai, teintée de racisme *(« au travail ou qu'on les ré-expédie chez eux »)*. Une enquête intitulée « Graine de violence » relève alors l'escalade de la violence dans la plupart des quartiers périphériques de Marseille ; *« ceux de la cité Bellevue veulent montrer qu'ils s'en prennent à l'ordre établi... Ils n'en sont pas encore à la révolution mais ils ne dédaignent pas la provocation »* déclare un flic le 19.9.74. En mars 75, dans la même cité un car de CRS est lapidé par une cinquantaine de jeunes qui interviennent contre l'arrestation d'un voleur de voiture.

Devant le développement de cette situation, l'ennemi sera amené à prendre deux mesures : le Sodim de la rue Félix-Pyat (cité Bellevue) ferme ses portes en décembre 77 tandis qu'un commissariat ouvre les siennes en plein cœur de la cité peu après ; (il recevra d'ailleurs deux cocktails molotov au printemps 81). Depuis cette époque, les heurts avec les patrouilles de flics n'ont jamais cessé à Félix-Pyat comme ailleurs.

Il y a dix ans déjà l'ennemi s'en prenait **aux voyous en général** ; petit à petit il a compris qu'il était de son intérêt de réduire ce qu'il y a de général dans la révolte chronique des chômeurs-à-vie à quelque chose de particulier : c'est ainsi qu'il s'en prend maintenant **aux arabes en particulier**. A Marseille le racisme anti-arabe, qui a remplacé le racisme anti-italien, est institutionnalisé par la droite et par la gauche qui s'en repaissent avec délectation comme en témoigne l'affaire Laïd Moussa.

LA TUERIE DE SAINT JEAN DU DESERT : RACKETTS RACISTES ET RACKETTS ANTI-RACISTES CONTRE LA DELINQUANCE SOCIALE.

Un soir de juillet 73, à la cité d'accueil de St-Jean du Désert (!), un quartier perdu au Nord-Est de la ville et loin de tout, *« la misère omniprésente dans ce ghetto explose dans le sordide banal... »* A la suite d'une altercation, un certain Laïd Moussa aidé de son frère tue son voisin Michel Balozian à coups de couteau et blesse ses deux acolytes, Jean-Marie Baudoin et Nourredine Zinet, dit « Rémy ». Il s'agirait officiellement d'une dispute occasionnée par le bruit que faisaient dans leur piaule Balozian et ses copains, et qui aurait dégénérée. Les frères Moussa, arrêtés peu après alors qu'ils tentaient de quitter la France, sont présentés alors par la presse et les groupuscules de gauche comme **d'honnêtes travailleurs** immigrés : *« Ils étaient semble-t-il, les seuls à payer leur loyer dans cet ensemble occupé par une foule de personnes ayant des activités mal définies. Leurs voisins de palier, chez qui on a retrouvé par la suite le butin de vols s'étaient installés là d'autorité et pour s'y maintenir répandaient la terreur. "Je ne me serais pas risqué à aller les déloger" déclarait le responsable de la cité. Ces singuliers voisins, Balozian, Zinet et Baudoin entretenaient très tard dans la nuit un tapage gênant pour tout le monde et notamment pour les frères Moussa qui à l'issue de leur journée de travail aspiraient à un repos légitime »*.

Quand à la presse de droite, elle se déchaîne à la fois dans une hystérie anti-arabe *(« tueurs algériens, une fois de plus »)* et dans une campagne contre le repaire de zonards qu'est devenu cette résidence appartenant à la MNEF et réservée en principe aux étudiants mariés *(« nombreuses bagarres », « Cour des Miracles », « Comment expliquer les chalumeaux oxydriques, les pinces-monseigneurs et la stéréo volée retrouvés dans la chambre occupée par Balozian et ses amis »)*. Le Méridional déclare *« Il faut connaître l'identité et la situation de tous les résidents ; savoir ce qui autorise des non-étudiants à être là ; arrêter les drogues-parties »* — *« Avec, au-dessus de tout ça, une volonté évidente de casser, de détruire »*. La gauche et l'extrême-gauche qui soutiennent un *« honnête travailleur immigré agressé par de petits gangsters »* ne disent pas autre chose. Le Front National lui se contente de dire que *« Une nouvelle fois la pègre venue d'outre-méditerranée règle ses comptes »*. En attendant, c'est la pègre des partis politiques **qui règle le compte des prolétaires** qui habitaient à St-Jean du Désert.

Laïd Moussa jouait serré devant la Cour d'Assises. Il prétendait à la légitime défense. Les amis de Balozian ne démentirent rien de tout ce qu'il avait déclaré pour sa défense. Devant les flics et les magistrats : **le silence.** On ne collabore pas avec ces ordures. Au procès, en mars 75, ils persistèrent. *« Les dépositions de témoins n'apportaient rien à l'audience, aucun indice supplémentaire à cette lamentable affaire si ce n'est que Jean-Marie Baudoin par son attitude provocante et injurieuse était inculpé sur le champ d'outrages à magistrats »*. En

effet, au moment où le président lui enjoignait de lever la main droite et de dire « *Je jure de dire toute la vérité etc.*» *Jean-Marie Baudoin répondît « Ce que c'est que la vérité, je m'en fous, mais ce que je sais c'est que la justice c'est de la merde ».*

Finalement Laïd Moussa s'en sortait pas trop mal avec 3 ans de prison dont 18 mois avec sursis ; son frère prenait 6 mois de sursis. Les avocats de gauche ainsi que les divers boy-scouts gauchistes qui défendaient l'honnête Laïd Moussa se complurent à traîner dans la boue Balozian et ses amis durant tout le procès.

Mais peu après sa libération, le 9 mars 75, Laïd Moussa était abattu. De deux coups de feu. Aussitôt la nouvelle connue, toute la racaille gauchiste qui l'avait défendu aboya automatiquement au crime raciste ; ces klébarts pavloviens firent des manifestations le lendemain même à Paris et à Marseille. Mais en quelques jours, le rideau de fumée idéologique se dissipa. Laïd Moussa n'était pas, et de loin, l'ouvrier modèle que ces roquets avaient défendu : **et ce qu'il était, ils n'auraient pas osé le défendre.** Tout ceci en vînt à se savoir très vite après sa mort. En fait de prétendu crime raciste, l'individu qui fût très rapidement considéré comme le suspect n° 1 dans ce meurtre, Ali Meliani, connaissait bien Moussa — avec qui il aurait même fait des casses jadis. Mais surtout, Meliani, dit « COX », était un ami de Balozian. Il avait un pied-à-terre à St-Jean du Désert. Le soir de la tuerie, c'était lui qui avait interrompu le carnage en braquant les frères Moussa avec un fusil. C'est dans une chambre qu'il lui arrivait d'utiliser que les flics trouvèrent d'ailleurs 5 fusils de chasse provenant d'un casse. Depuis sa sortie de prison, Laïd Moussa avait confié à ses proches qu'il craignait la vengeance de Cox. Celui-ci devait être un bon speed, puisqu'il réussit à échapper peu de temps après aux enquêteurs de la Criminelle venus l'arrêter à son domicile parisien, dans lequel ils devaient trouver un lot de P.M., flingues divers et bijoux volés. Malheureusement, Cox fut assassiné par les flics dans une course-poursuite après un braquage de banque à Paris, en avril 76. A cette occasion, les salopes de « L'Humanité » trouvèrent moyen de baver encore un peu, eux les spécialistes les plus compétents en calomnies & délation : Cox était présenté dans un article comme « *une barbouze bien connue* ». Salopes de gauche !

Les gauchistes, pour maintenir à bout de bras leur scénario (scénario que Laïd Moussa avait su utiliser à son avantage devant la justice), ont toujours maintenu que ce serait l'extrême-droite qui aurait tué Moussa. Ils s'appuient sur des lettres de menaces racistes, mais qui ne prouvent rien vu le nombre de racistes qu'il y a Marseille — et elles ont même pu être écrites exprès pour faire diversion. Qu'aurait été faire l'extrême-droite en envoyant un tueur **venger un délinquant,** qui était lui-même si peu suspect de sympathie pour les thèses racistes qu'il avait plusieurs délinquants arabes pour amis ? Pour toutes ces salopes, cette affaire n'avait été que l'occasion de se donner bonne conscience et cela en se faisant concurrence comme toujours. Mais par-delà cette concurrence immédiate, tous les rackets politiques ont su accorder leurs violons contre l'ennemi commun, le délinquant — c'est-à-dire le prolétaire qui ne veut plus travailler et qui se sert lui-même. Les salopes de gauche défendent l'honnêteté et le travail exactement comme les salopes de droite, et leur anti-racisme n'est **qu'un mensonge de plus** qui se révèle dans cette affaire particulièrement ignoble.

La vérité de cette affaire, **jamais** aucunes de ces salopes ne l'a su. La vérité, c'est que les prolétaires n'aiment pas que les charognards viennent mettre leur nez dans leurs affaires. Et surtout qu'**ils se repaissent de la misère** des relations auxquels les individus sont réduits dans ce monde. Cette misère qui a implosé entre eux, le soir de la tuerie de St-Jean du Désert, et dont les salopes de tout partis ne savent évidemment rien. Mais non contents d'être ignorantes, ces salopes ont tout fait pour rendre les gens aussi bêtes qu'elles, en couvrant le cadavre de Balozian de leur merde idéologique. Laïd Moussa les laissait faire, mais lui risquait gros et il savait la vérité.

Les 3 protagonistes principaux de cette affaire sont morts. Il était important, 10 ans après, de rétablir la vérité.

Jean-Pierre COULOT
Jean-Philippe PUEL
Rémy ZINET mis en cause

COMMUNIQUENT :

Encore une fois, il n'est pas étonnant de voir à quel point la réalité est loin de ce qu'on en dit dans les prétoires et dans les journaux. D'ailleurs, Jean-Marie BAUDOIN en a témoigné au procès de Laïd MOUSSA en déclarant « La vérité est toute relative... » (Il est toujours en prison).

Michel BALOZIAN est mort. Laïd MOUSSA mort. Des intérêts démagogiques, entre autres ceux des charognards gauchistes, ont fait de l'un un affreux et de l'autre une image d'Epinal. Pourtant rarement victime et assassin ont été si proches. Ils tentaient, tous les deux, de sortir du vécu misérable qu'on leur imposait, d'aller au-delà des blocages affectifs dégénérant en agressivité. Et pourtant la misère omniprésente dans ce ghetto de Saint-Jean du Désert exposa dans le sordide banal du meurtre de Michel BALOZIAN.

Le refus commun du travil aliéné et le goût de la fête avaient créé entre la « Bande à Balozian » et nous une dynamique insupportable pour les tristes idéologues gauchistes. Ceux-ci n'ont pas hésité, au procès de laïd MOUSSA, à s'allier aux Avocats, Juges, Journalistes et autres roquets baveux, pour régler le compte des « voyous » et des « fêtards », et faire l'apologie du travail, du respect de la loi et de l'ordre dans les H.L.M., bref d'une nouvelle morale qui ressemble étrangement à l'ancienne.

le procès fut ce qu'il devait être. Pour que Laïd MOUSSA obtienne un verdict de clémence. Notre position fut claire : Le Silence.

Mais après la mort de Laïd MOUSSA, les calomnies et les délations continuent. NOUS Situationnistes et amis de Michel BALOZIAN, ne tolérons pas d'être traités d'indicateurs et provocateurs de police, tout en étant fiers d'être traités par ces Messieurs de la presse et consorts de « Fétards » et de « Dévoyés ». NON Messieurs nous ne serons pas les boucs émissaires de toutes les puissances du vieux monde, des gauchistes aux esclaves du capital.

26 mars 1975

— Situationnistes et amis de Michel BALOZIAN
— Internationale Situationniste : Nous précisons que nous n'appartenons pas à l'Internationale Situationniste.

Imp. Spéciale

Si l'ennemi potentiel du bourgeois reste le prolétaire, l'adversaire de celui-ci est un monde, ce ne sont que les imbéciles qui se trompent d'adversaire. Février 81 — Zahir qui faisait un rodéo à la Busserine est descendu par un imbécile de la cité ; les jeunes par contre ont tout de suite su à qui s'en prendre : leurs constatations terminées, les policiers ont dû se retirer très vite de la cité... « *des éléments incontrôlés ont néanmoins provoqué les forces de l'ordre. Des véhicules de police ont été endommagés* ». (Le Provençal 21.02.81).

Quand les pauvres se montrent par trop indociles, l'ennemi emploie la vieille technique de l'intimidation : la bombe.

8 juin 81 — des flics entrent dans la cité de la Cayolle pour arrêter un voleur de moto, les jeunes les reçoivent comme ils le méritent et ils doivent demander des renforts pour se dégager, six d'entre eux sont blessés. « *Dans cette cité du 9e ce n'est pas la première fois que de tels incidents se produisent. Comme trop souvent ce sont de jeunes voyous qui sont à l'origine de ces batailles rangées. Hier encore des véhicules de polices ont été endommagés, bombardés de projectiles divers* » (Le Provençal 11.06.81).

Les porcs reviennent en force avec les CRS, défoncent les portes, saccagent des logements et blessent plusieurs personnes dont une mère de famille qui porte plainte. En riposte, quelques jours après, une trentaine d'habitants barricadent la route d'accès à la cité et interdisent, fusils en mains, aux voitures de police de s'en approcher.

La contre-offensive policière prend la forme terroriste : une bombe explose devant la porte de la personne qui avait déposé plainte détruisant deux immeubles (par miracle, il n'y eut que des blessés) une deuxième bombe est désamorcée in-extrémis la même nuit à Bassens. L'enquête impute ces deux attentats au SAC dont faisaient partie beaucoup de policiers marseillais.

Dans la nuit du 12 au 13 octobre 83, un attentat endommage plusieurs appartements à la Bricarde, il est signé « les Templiers de la Dératisation »...

Face à la provocation des salopes, la riposte ne se fait pas attendre. En octobre 80, quand un CRS a abattu un jeune dans les quartiers Nord (après avoir menacé : « *j'ai la gachette facile ce soir* »), la réaction des gens fut immédiate et les CRS ont dû quitter les lieux tout de suite pour éviter un affrontement imminent. Ce ne fut que partie remise : à la fin d'une manif bonne-conscience organisée par les rackets politiques, les CRS furent attaqués et l'une des principales rues commerçantes de la ville saccagée ; en prime, trois commerces furent ravagés à Plan-de-Cuques.

En juin 82, à la suite d'un vol à la roulotte commis dans un taxi rue Félix Pyat, plusieurs dizaines de chauffeurs entrent dans des immeubles de la cité Bellevue où ils se livrent à des provocations, révolvers en main. Dans la soirée, ils improvisent une manifestation à la porte d'Aix, et attaquent des cafés dans le vieux quartier arabe. Des jeunes des quartiers Nord descendent à la Belle de Mai prêter main forte aux gars de la cité Bellevue contre les chauffeurs de taxi. A Sainte-Marthe, un taxi reçoit des parpaings dans le pare-brise du haut de la passerelle Pombière ; dans les jours qui suivent, ceux qui se risquent à passer dans ce secteur reçoivent des pierres. A Bellevue des jeunes attaquent un fourgon de police qui stationnait à l'entrée de la cité « *les habitants n'ont pas supporté la présence policière* » comme dit la presse. Au marché des Arnavaux, des gosses venus de la Paternelle, armés de bâtons mettent à sac le dépôt Cash Gabriel.

Les jeunes n'ont pas envie de connaître le sort de leur pères, ils n'ont aucune envie d'être de la chair à usine et ils le disent. « *Ils ont fait travailler mon père comme un esclave. Maintenant, il traine d'hôpital en hôpital. Moi, je ne ferai jamais çà, je veux un métier propre. Sinon je crèverai sur le trottoir, avec un flingue dans la main* » (un jeune de la Paternelle).

Malgré les manipulations, les tentatives de division (racisme), et les tentatives de récupération (anti-racisme), la nouvelle génération a su se trouver un adversaire et crée de ce fait une situation de plus en plus préoccupante pour les partisans du Vieux Monde. Se créent ainsi des « zones de Non-droit » selon l'euphémisme policier, en fait des zones de **haute insécurité** pour les flics.

« *A chacune de leurs apparitions, les voitures de police étaient saluées par des gerbes de pierres ; nous étions interdits de séjour dans cette ZUP (La Busserine)* », déclare un commissaire de police.

Il y a évidemment des périodes où les hostilités se relâchent, ce qui n'empêche pas le Méridional de se lamenter à longueur de pages : « *La police n'a pratiquement plus les moyens d'intervenir dans certaines cités de la ville où la population s'est littéralement mobilisée contre elle. C'est devenu systématique, à chaque intervention policière pour n'importe quel motif, dès qu'un fourgon ou une voiture de police arrive, c'est l'alerte ! Les policiers en tenue ou en civil sont entourés et on leur conseille de repartir bien vite, s'ils n'obtempèrent pas, c'est l'émeute. Deux solutions, faire face ou fuir. C'est maintenant la deuxième solution qui est conseillée. Des renforts sont demandés par radio, ils arrivent, protègent les policiers contestés et repartent. Bien entendu aux paroles et aux cris, aux injures des premiers incidents signalés, ont succédé les coups, les bagarres, les blessés, les voitures cabossées* ». (La Paternelle : une cité de « haute sécurité » — ces

journalistes de merde ne croient pas si bien dire — *où la police n'a plus les moyens d'intervenir.* Le Méridional du 5.10.83).

A la cité du Clos, à la Rose, la police n'a effectivement plus les moyens d'intervenir normalement depuis 81 : à deux reprises durant l'été 83, des patrouilles durent réclamer de gros renforts pour pouvoir se sortir de la cité où elles s'étaient aventurées à la poursuite de motos volées, provoquant évidemment une vigoureuse contre-attaque des jeunes.

A l'occupation policière s'ajoute toute une politique d'encadrement, c'est le « syndicalisme du cadre de vie » inspiré du syndicalisme tout court. Cette politique consiste à créer des comités, des centres culturels, des associations qui, à l'exemple des syndicats appellent à la participation ou mieux à la **collaboration** et qui ont tous pour fin de policer les gens : « Derrière le masque de l'animateur se cache la grimace de l'indicateur ». De la même façon que l'on demande aux pauvres de gérer leur propre exploitation, l'Etat leur demande en plus de gérer leur isolement, vœux aussi pieux que vains : le mépris vis-à-vis des pauvres a tout de même des limites qui sont les pauvres eux-mêmes.

Ainsi Defferre a-t-il mis en place les Comités d'Intérêt de Quartier (C.I.Q.) qui bien entendu regroupent les seuls habitants qui ont un intérêt quelconque en ce monde : les commerçants. Les C.I.Q. sont surtout des moyens de contrôle et de délation ; encouragés par la municipalité, ils ont dernièrement permis la constitution d'un Comité de liaison Police-Population *(« Afin d'établir un climat de confiance entre citoyens et policiers, il est recommandé aux membres du Comité de fréquenter personnellement plusieurs policiers et si possible, de faire inviter dans les familles les CRS étrangers à la ville »* — circulaire de juin 1982).

A ces C.I.Q. s'ajoutent les C.C.V. (Comité du Cadre de Vie) qui recouvrent un territoire plus vaste. Il y a 4 C.C.V. chapeautant respectivement 4 zones : le Sud résidentiel et tertiaire, le Centre commercial, le Nord portuaire, le Nord-Est indus-

LA CIRCULATION DES PAUVRES A MARSEILLE ET L'ORGANISATION POLICIERE DU TERRITOIRE

« On se souvient qu'à la nuit de mercredi à jeudi, l'autorail Aix-Marseille avait été bloqué à Septème ; une vingtaine de jeunes voyous, des maghrébins pour la plupart, avaient déposé des blocs de pierre dont certains pesaient jusqu'à 80 kg et qui avaient obligé le chauffeur de la micheline à immobiliser son convoi. Quelques secondes plus tard, les loubards se précipitaient à l'intérieur des wagons dont certains étaient saccagés.

Cette scène de far-west inadmissible s'était déroulée sous les yeux de certains parents de ces jeunes loubards qui avaient annoncé leur « coup » par avance. "Ce soir, nous allons vous offrir du spectacle avaient-ils dit aux locataires de la cité, nous allons faire peur aux voyageurs... »

(Le Provençal 24 avril 82)

Il est très courant que les trains soient bloqués sur le voie du côté des quartiers Nord avant d'atteindre la gare de Marseille. Ainsi ce jeudi 1er novembre 84, le TGV en provenance de Paris et le train en provenance de Metz furent immobilisés **plus d'une heure** aux Aygalades, des madriers ayant été placés sur les voies.

A Marseille, nous devons déjà subir une administration policière de notre habitat — la plupart des offices HLM sont tenus par les staliniens et ils ont la main lourde en matière d'expulsion comme le prouve au printemps 80 l'incendie criminel de bureaux de la Logirel, dans les quartiers Nord. Mais surtout, dans cette ville maudite, **notre simple circulation** est en elle même une source de tracas pour l'Etat. On ne compte pas les barrages de police sur les axes routiers reliant le centre aux quartiers Nord. A cela s'ajoute une politique particulièrement énergique des transports urbains, visant à assurer sans faille le maintien de l'ordre dans le métro et les bus.

Dans la plupart des municipalités de gauche, les chômeurs ont au moins droit aux transports gratuits : Marseille ne leur accorde même pas cette aumône. Ici le chômeur paie son titre de transport. Et « on » lui fait comprendre fermement qu'il n'est pas libre de circuler **à son gré.** Les contrôleurs sont à présent armés ! Dans les métros descendant des quartiers de la Rose, il leur arrive souvent de faire stopper la rame entre deux stations s'ils ont remarqué à l'intérieur la présence de ces nombreuses bandes qui ignorent l'existence du ticket et n'hésitent pas à casser la tête des importuns de la Régie : à la station suivante, un fort contingent de flics alertés par radio les attendent afin de régulariser leur situation...

Dans les bus, les patrouilles de porcs en képi sont fréquentes de jour comme de nuit. Dans cette ville qui n'est qu'une gigantesque banlieue couvrant une superficie immense, et où il faut, si l'on ne dispose pas d'une voiture, prendre le bus pour le moindre déplacement, et où le prix du ticket est encore plus élevé qu'ailleurs, bonjour l'ambiance !

Et pourtant, malgré ou à cause de cela,

l'ambiance est plutôt chaude dans les transports en commun de Marseille. Il s'y est vite instauré une complicité secrète entre les gens pour frauder. Le ticket de bus étant valable sur toute la longueur d'un trajet, ceux qui descendent donnent spontanément le leur à ceux qui montent ou à ceux qui dans le bus le leur demandent — les gens qui refusent se faisant, bien sûr, insulter. Cette pratique courante, et pas seulement chez les jeunes, était régulièrement dénoncée dans les journaux locaux invitant les usagers à déchirer leur ticket à la descente. Mais au-delà du simple fait de se déplacer, il existe une communication clandestine dans les bus entre pauvres qui se reconnaissent sans se connaître. Certaines lignes, et surtout les services de nuit, sont des lieux de rencontre où l'on peut faire nombre contre les contrôleurs.

Les cas de rebellion ne se comptent plus :

« Michel, 21 ans, sans profession, a été interpellé par les agents de la R.T.M. alors qu'il venait de se livrer à des voies de fait sur un chauffeur de bus. Au moment de sa prise en charge par la police, l'intéressé s'est rebellé portant des coups à un gardien de la paix.

Les fonctionnaires de l'Unité de Surveillance des Transports en commun ont interpellé un certain Taoufik, 27 ans, qui proférait des insultes à leur encontre. Au cours de son interpellation, l'intéressé a frappé plusieurs policiers ».(Le Méridional 12.9.84).

triel, avec, comme courroies administratives, les Commissions Territoriales. Il faut aussi signaler la commission régionale pour le développement des quartiers qui s'occupe principalement d'urbanisme et se réclame d'une *« politique de quartier faite avec la population : concertation et participation des habitants à la gestion de leur quartier. Ceci afin de leur donner les moyens d'agir sur les décisions qui les concernent »* et où siègent, comme l'indiquent ces quelques lignes, de bien impudentes salopes.

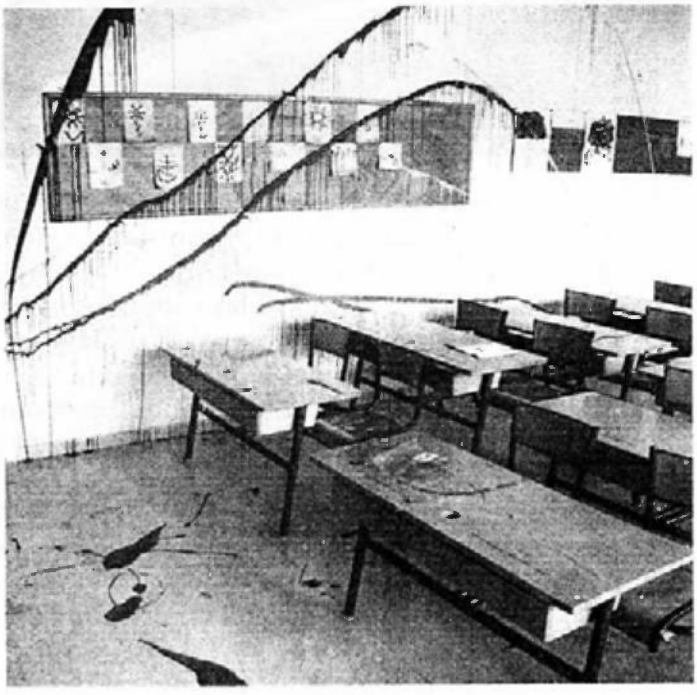
L'urbanisme est une opération de police jointe à une opération financière ; les rêves de la raison d'Etat sont les cauchemars réels de la population. C'est ainsi que la « Cité Radieuse » du Corbusier a été édifiée selon les idéaux progressistes chers à Defferre : *« Où je sévis il n'y a plus de vie possible donc plus de danger pour l'Etat »*. Tout y fut fait pour que les habitants de ce bloc bétonné, moderne Alcatraz, n'aient pas à sortir dans la rue ; c'est ainsi que les quartiers de banlieues, véritables souricières, furent conçus sur le modèle du labyrinthe expérimental. Il est très difficile de passer d'un quartier à l'autre. L'urbanisme progressiste a trouvé sa vérité dans le fameux cimetière vertical, jadis l'orgueil de la municipalité.

Déjà lors de l'occupation allemande, le projet d'avant-guerre de destruction d'un secteur du Panier, quartier difficilement contrôlable par la police, fut réalisé par la Gestapo, pour les mêmes raisons. Il fut reconstruit par Fernand Pouillon. Quant au projet municipal de transformer le reste du Panier en musée, il est en train d'échouer lamentablement.

Pour de vulgaires raisons de police, Defferre parle d'embellir la ville et s'acharne désormais sur les banlieues à coup d'équipements de loisirs, de sports et d'activités culturelles. Il s'agit de prendre les gens de vitesse. Il faut à tout prix s'occuper d'eux et les occuper dans des activités futiles, aussi vaines qu'inoffensives, puisqu'ils commencent sérieusement à s'occuper du monde.

« L'Etat a toujours voulu civiliser les pauvres, le prolétariat n'a jamais eu de représentants, c'est l'Etat qui a eu des représentants chez les pauvres... il lègue cette besogne civilisatrice à ses représentants les plus insidieux, à ceux qui sont chargés de faire de l'assistance sociale : les éducateurs, les militants et autres boy-scouts. » (Les Fossoyeurs du Vieux Monde, revue n° 4)

C'est raté. Comme l'a dit dernièrement un bureaucrate, *« Frais-Vallon disposait des équipements les plus fournis et les plus denses de France, où une somme de moyens incalculables a été déployée et où, si nous rapprochons les difficultés de sa population avec celles éprouvées par les habitants d'autres cités délaissées, la différence est pratiquement nulle »*. Il faut lire bien sûr « les difficultés rencontrées par le pouvoir », comme en témoignent (à la même époque) les évènements survenus le 27 juin 83 au supermarché Sodim de Frais-Vallon où une bagarre a opposé le directeur, ses valets et le vigile à des jeunes venus en expédition punitive et réussie : deux heures de baston et le vigile corrigé comme il l'a mérité.



« Vivement que l'école reprenne et que l'été finisse », s'exclamait un journal local après les incidents de la fin août 84. Mais les écoles elles-

mêmes ne sont pas épargnées par la violence de ceux qu'elles doivent enfermer : à Marseille, depuis une dizaine d'années, il ne se passe pas de mois sans qu'un bâtiment scolaire ne soit saccagé dans l'allégresse.

Citons juste ce cas éloquent : au printemps 80, à la Busserine, un groupe de gamins ayant saccagé l'école de la cité sont appréhendés. D'autres gamins, pour les venger, détruisent à leur tour une autre école voisine en signant « Zorro » et envoient des menaces de mort au personnel enseignant. Appréhendés eux aussi, ils devaient expliquer leur « signature » en disant « Zorro, c'est celui qui défend les gens contre les méchants. Et les méchants c'est les maîtres, ceux qui nous obligent à travailler... ».

Les grandes manœuvres « Prévention de la délinquance » entreprises depuis 82 pour pacifier la banlieue marseillaise s'avèrent être d'une efficacité dérisoire. En effet, devant la généralisation de la violence prolétaire dans ces zones, la police dut modifier sa tactique. Il s'agit désormais de réduire au minimum la confrontation directe entre les forces de l'ordre et la population. Evidemment, les gens en ont profité : il est toujours bon de respirer un peu, d'échapper pour un temps aux incessants contrôles d'identité accompagnés de provocations, d'éviter les expulsions manu-militari, etc...

Ecoutons le protestant Defferre : « *Des instructions ont été données pour éviter les ratonnades (!?)* ; **la mission** *qui a été créée pour ces quartiers déshérités a fait beaucoup pour les jeunes* » (1982 et Trigano, vacances en Ardèche, organisation qui s'occupe des jeunes le mercredi, le samedi et le dimanche). La troupe des éducateurs et sa piétaille gauchiste avaient pour mission première de devenir **les médiateurs nécessaires puis indispensables** entre la « population » et la municipalité, l'Office HLM, (bastion stalinien) et la police — qui, tous, avaient reçu pour consigne de jouer le jeu. Cela devait permettre à ces sincères représentants du pouvoir de **contrôler en douceur** chaque quartier en exerçant sur ses habitants le chantage suivant : « *Si vous ne nous écoutez pas, la police va intervenir, il y aura du grabuge et nous ne pourrons plus répondre de rien* ». Rien ne devait donc plus se faire sans passer par leur intermédiaire ; ils devaient être les yeux, les oreilles et la bouche du pouvoir.

Ils furent l'aubaine du commissaire Grégoire Krikorian, super-garde-champêtre des quartiers Nord. Les éducateurs sont les premiers à prévenir leurs grands frères, les flics, quand quelque chose se passe dans le quartier à l'initiative des gens : ainsi aux Flamands, quand les gens ont voulu projeter de nuit un film, fait par des jeunes immigrés de la banlieue parisienne sur leur révolte, et ce hors du centre social, celui-ci a tout de suite prévenu Krikorian (malgré l'opposition des personnes présentes) et le garde-champêtre s'est déplacé, interdisant par sa présence toute discussion entre les individus — on ne peut parler quand un flic vous écoute.

A la différence des éducateurs, Krikorian sait ce qu'il dit, emploie les mots dans leur bon sens et collaboration signifie **délation** : « *Le seul indicateur dont je me serve, c'est la population, c'est la population qui dénonce, la population en tant que communauté.* » (c'est-à-dire par l'intermédiaire des C.I.Q. ou des centres sociaux) dit-il dans un interview paru dans les Temps Modernes. Il est même plus malin, il se rend bien compte qu'il y a quelque chose qui ne va pas en dehors « des conflits de cultures » ou de « la crise économique » : « *Quand une patrouille du corps urbain pénètre dans une cité et qu'elle est accueillie par des projectiles divers, des pierres, des bouteilles de bière etc... il y a là une situation inadmissible. On ne s'attaque pas aux représentants de l'Etat républicain. Si une telle situation se présente c'est qu'il y a quelque chose de pathologique, quelque chose de cassé* ». (T. M. avril 84).

Ce qui est cassé, c'est l'appartenance positive à la société civile. Voilà ce que Krikorian pressent et ce qui le tracasse. « *Prenons le cas de Bassens, vous savez que Bassens est une de ces cités où la police était interdite de séjour depuis de nombreuses années. Quand il y avait un problème avec toute la population de Bassens, on envoyait les CRS, on envoyait des compagnies d'intervention ; c'était pire que le mal. On ne peut assurer la discipline sans le consentement ou contre le consentement de la population... C'est à la communauté de prendre en main ses associaux ou indisciplinés... A la Paternelle par exemple, il y a des délinquants qui ont fait de leur état de délinquants une situation professionnelle. Si vous venez pour rétablir l'ordre et la sécurité c'en est fini pour eux. Toutes les communautés, qu'elles soient juives, protestantes, communistes, laïques, catholiques etc, organisent elles-mêmes leur propre discipline dans leurs rangs, et tant que la communauté maghrébine n'aura pas rétabli sa discipline dans ses rangs, elle sera perçue comme communauté marginale... C'est une mise en garde pour ceux qui, à la Paternelle, jouent un jeux dangereux* ».

La bourgeoisie se trouve de plus en plus brutalement confrontée à ce qu'elle engendre : **l'absence de communauté**. Mais il reste toujours l'aspiration à la communauté — et c'est celle-ci qui fait et défait l'esprit d'un monde. L'ennemi est contraint de récupérer cette aspiration et de lui

donner un contenu abstrait dans une forme religieuse.

Quand le mensonge sur lequel s'appuie l'activité politique et policière est compromis (comme celui de « communauté nationale » auquel seuls les beaufs qui constituent la classe moyenne sont encore sensibles, par purs intérêts corporatistes), il reste comme ultime recours de se rabattre sur une autre forme de la communauté, **la religion,** qui présente l'intérêt d'être particulière dans sa forme mais universelle dans son essence.

Ce qui définit la religion c'est l'aspiration à former une communauté qui reste **à l'état d'aspiration**. Sous le couvert de cette communauté mythique, la bourgeoisie, qu'elle soit juive, chrétienne ou musulmane, peut se livrer sans retenue et sans scrupules à sa passion, l'argent — tandis que les pauvres continuent d'être en proie à cette nécessité, l'argent.

Quand cette chose-là perd son caractère sacré et que les gens se livrent de plus en plus à l'activité profane du vol (ou mieux du pillage), l'ennemi se hâte de les enfermer dans une pseudo-communauté.

Dans la bouche d'un flic, le concept de communauté signifie : « diviser les gens pour faire régner l'ordre ». Racistes et anti-racistes s'y emploient avec l'énergie du désespoir.

« Il y a plus d'avantages à être malhonnête qu'à être honnête, et c'est ce qui fait que la délinquance augmente. Il ne faut pas tomber dans le piège qui veut que le délinquant soit un déraciné, au contraire, le délinquant est l'individu le mieux intégré à la société actuelle, celui qui a simplifié tous les mécanismes de la société et les a adaptés à son comportement ».

Un commissaire de police marseillais (Autrement n°22, nov 79).

A Marseille, les jeunes chômeurs-à-vie continuent de s'attaquer avec fureur à la nécessité de l'argent. « *Samedi 25 août 84 : deux gardiens du supermarché Sodim à Frais-Vallon, sont passés à tabac par une bande de jeunes, des scènes de pillages dans le magasin. Lundi 27 août une bagarre déclenchée par deux clients, l'intervention des vigiles et un coup de feu tiré dans le ventre d'un jeune maghrébin de 19 ans dont les jours ne sont pas en danger... On a frôlé l'émeute* » (Où l'on parle de Frais-Vallon une nouvelle fois ! Le vigile a été libéré aussitôt sans inculpation, le jeune blessé sera poursuivi pour coups et blessures).

Le 30.08.84 : « *Fous de rage de n'avoir pu emporter un bracelet-montre qu'ils avaient dérobé au printemps de la rue St-Férréol, les deux garçons âgés d'une vingtaine d'années sont revenus et se sont attaqués à coups de cutter au vigile qui les avait interpellés* » (Le Provençal). Juste retour des choses ! en juin 82, les vigiles du Carrefour du Merlan en plein quartier Nord, arrêtaient deux jeunes pour vol et les entraînaient dans leur bureau au sous-sol. Lorsqu'une trentaine de jeunes montés des cités voisines attaquèrent le bureau pour délivrer leurs copains, les vigiles leur tirèrent dessus au fusil à pompe : plusieurs blessés dont un très grièvement.

« *De plus en plus, chez nous, on ne se contente plus de voler ou de dérober à la sauvette : on prend de force et l'on se comporte comme si le vol était un droit que le voleur entend faire respecter* », se lamente le directeur du Printemps.

Lorsqu'un jeune de Port-de-Bouc, Farid Chouter a été tué le 29 août après sa sortie du Palais de Justice d'Aix, la riposte ne s'est pas fait attendre : poste de police assiégé, vitrines brisées. Les jeunes ont la haine : « Nous brûlerons ! » ont-ils écrit sur un mur. Entre eux et les porcs il y a un mort et ils ne sont pas prêts de l'oublier. Il a fallu tous les efforts diligents des associations beurs qui ont investi la famille Chouter pour isoler et neutraliser les jeunes révoltés des Aigues-Douces, ces associations beurs allant même jusqu'à désavouer, au nom des amis de Farid, dans un tract honteux, le vandalisme des jeunes émeutiers.

C'est ainsi que la politique de prévention entreprise depuis plusieurs années à coups de centres sociaux, culturels et de mosquées s'est trouvée à l'épreuve du monde où il n'est pas question de médiation mais de guerre.

Les joyeux drôles de cette politique découvrent avec stupeur que les gens, s'ils ont cherché à en tirer parti, n'ont jamais été dupes ; ils n'ont plus qu'à geindre dans le giron des journalistes... ou à se mettre ridiculement en grève, comme les animateurs du Centre social de la Rouguière qui entendaient protester ainsi, le 11 juin 84, contre la mise à sac de leurs chers locaux !

« *On y a aménagé une mosquée et un centre social dynamique. Des emplois ont été créés sur place. Les façades et les appartements ont été remis à neuf. Des boîtes à lettres incassables, dit-on, y ont même été testées. Et pourtant la réhabilitation, apparemment ne suffit pas...* **Certains jeunes sont tout à fait incontrôlables.** *Ils fument, ils boivent, ils se droguent.... ils vivent comme des loups* » commente un éducateur de Frais-Vallon dans **le Matin.**

Par contre un gamin du quartier, lui, est au courant de la guerre, il se trouve même aux avant-postes : « *Ils rêvent de nous flinguer, des copains se sont fait tabasser* », « *ils disent : on va ratonner tous les melons* ».

Dans cette lutte pour la vie beaucoup entendent désormais se servir eux-mêmes selon le vieil adage « CE QUE L'OEIL VOIT ET CONVOITE, QUE LA MAIN S'EN SAISISSE », sachant pertinemment que dans cette histoire pleine de bruit et de fureur, c'est encore celui qui s'écrase qui en prend plein la gueule.

LA GUERRE SOCIALE CONTINUE.

Georges Lapierre
Yves Delhoysie

Marseille, novembre 1984

à propos de la grève des O.S. de Talbot-Poissy décembre 83 - janvier 84

Depuis la lutte des sidérurgistes de Vireux, dans les Ardennes, aucun conflit dans l'industrie française n'avait atteint un tel degré de clarté et de violence que celui qui agite l'usine Talbot de Poissy. L'ennemi en est malade : le PC et la CFDT, le PS et la CSL, le gouvernement et la direction de Peugeot-Talbot, sans oublier les plus crapuleux entre tous, les bureaucrates de la CGT, tous s'engueulent et se reprochent réciproquement la responsabilité d'avoir permis un tel débordement ; mais cela ne nous concerne pas vraiment. Nous allons plutôt revenir aux faits réels, et dire les conclusions qu'ils nous inspirent.

Afin d'améliorer le rendement de sa branche Talbot, le groupe Peugeot-S.A. avait décidé de diminuer son capital variable : en l'occurence, 3 000 O.S. de l'usine de Poissy, dont il annonce le licenciement fin 83. Dans cette vieille usine que la direction veut moderniser, la plupart des O.S. sont des immigrés. Pour elle, ces licenciements sont une mesure préalable, destinée à soulager le budget déficitaire de l'entreprise Talbot, au moment où elle doit mobiliser des capitaux nécessaires à la modernisation.

Le 7 décembre 83, les O.S. se sont mis en grève contre cette mesure et occupent l'usine. Des négociations s'ouvraient alors entre la direction, l'État et les syndicats — c'est-à-dire la CGT, majoritaire chez les O.S. de Poissy. Pour l'État social-démocrate, il s'agissait d'arranger à l'amiable syndicats et dirigeants de l'appareil industriel lors d'un déplacement de capital qui se ferait ainsi **proprement**. Il entendait montrer aux ouvriers émerveillés que le système industriel peut évoluer sans nécessairement les piétiner — et ceci grâce à son assistance.

Comme si chaque déplacement de capital, ce n'était pas les pauvres qui le paient ! Comme si le capitalisme ne piétinait pas, depuis qu'il existe, des millions de gens, et comme s'il n'avait pas **fondé sa prospérité sur la déportation** de ces gens, au gré de ses besoins ! Et de la prétendue assistance de l'État, qu'en est-il ? au moment même où il discute, avec le CNPF et les syndicats, d'une nouvelle réduction de l'allocation-chômage !? L'État socialiste a peur des désœuvrés, depuis qu'ils lui ont joué quelques mauvais tours, par exemple à Vénissieux. Alors il s'efforce d'occuper leur temps, **de le contrôler** : aux stages Barre succédent les stages Rigout ; il revient sur sa décision initiale de diminuer la durée du service militaire, car cela augmenterait le nombre des chômeurs (à quand les camps de chômeurs comme en Roumanie ?). L'État veut bien assister les pauvres, mais pas des pauvres désœuvrés, **laissés à eux-mêmes**, car il n'y a pas de paix sociale avec ceux-là. A la Chiers, à Vireux, la proposition qui a été faite de payer pendant cinq ans au moins tous les licenciés qui n'ont pas été reclassés, s'accompagne de mesures policières : actuellement les ouvriers sont obligés **d'être présents** à l'usine tous les jours, même alors **qu'il n'y a plus rien à y faire**. Bonjour l'ambiance !

Tout cela, les O.S. immigrés de Talbot-Poissy le réalisèrent le 17 décembre quand ils refusèrent avec fureur le plan d'assistance arrangé par l'État et les syndicats... « *Maintenant qu'ils ont de nouveaux robots, ils oublient les anciens* » (rires amers). L'accord ramenait les licenciements de 2 905 à 1 905*, et prévoyait diverses mesures d'assistance pour les licenciés : 1 000 devraient aller en « formation » ?, 100 seraient formés à l'usine aux métiers de l'automobile (garagistes !!), 500 à 700 iraient au chômage ; mais l'entreprise qui serait assez téméraire pour embaucher un immigré de Talbot recevrait 20 000 F de prime. Comme ça se disait du côté des grévistes : « *20 000 F, le patron les dépense en un soir au restaurant, il ferait mieux de nous les donner !* ». Et ce n'est pas tout, ceux des licenciés qui créeraient une entreprise (???...) auraient 20 000 F de ristourne sur l'achat d'un véhicule utilitaire !!!! Cette dernière plaisanterie a beaucoup fait rire les O.S. Si la direction centrale de la CGT approuvait chaudement cet accord, sur le terrain la section CGT de Poissy devait affronter le refus et la colère des O.S. Pendant les 4 ou 5 jours suivants, elle garda une attitude équivoque et hypocrite, louvoyant sous la pression de la base.

Dans ces jours-là, le mécontentement et l'amertume des O.S. immigrés s'amplifièrent. Déjà désabusés par les mesures de chômage technique qui avaient réduit leur salaire au cours de l'année 83, ils ne se sentirent dès lors plus liés en rien à l'entreprise Talbot. Ils décidèrent d'imposer **leurs conditions** à l'inévitable départ, étant refusées celles de l'État, du patronat et des syndicats.

Le 22 décembre, le ministre stalinien du travail Ralite avait vaguement annoncé qu'il aiderait ceux des immigrés qui voudraient rentrer au pays. Le 23, quatre délégués de chaîne maghrébins exprimaient l'exigence générale de la base. Dans une conférence de presse, ils expliquèrent en quoi l'accord du 17 est une fumisterie. En tant qu'immigrés, et de Talbot, ils n'ont évidemment aucune chance de retrouver du travail ; et quand on voit les misérables aumônes que la société jette aux chômeurs via l'Assedic, on comprend leur anxiété. Quant aux plans de formation : « *la plupart d'entre nous ne savent ni lire ni écrire, alors... Depuis 10, 15 ou 20 ans qu'on est là, personne ne nous a appris, ce n'est pas maintenant qu'il faut le faire.* » Ils ont dit tout haut, ce 23 décembre, **qu'ils ont perdu leurs vies à l'usine** et que de toutes façons, ils vont la quitter, cette usine. Peu importe que ce soit pour rentrer au pays comme les plus âgés le disent ou pour rester en France, les quatre délégués ont déclaré **exiger un prix** pour cette nouvelle déportation après des années usées à l'usine. Puisque l'État a annoncé qu'il pouvait dépenser de l'argent pour les assister, il peut le leur donner tout de suite sans qu'ils aient à dépendre des multiples contrôles qui distribuent habituellement cet argent au compte-gouttes. Ainsi les O.S. ont réclamé 200 000 F tout de suite, autant que ce que l'entretien d'un chômeur coûterait à la société pendant un an — étant entendu que rien ne leur rendra leur jeunesse perdue à l'usine.

Une telle revendication obéissait à quelque chose qu'ignorent foncièrement les appareils syndicaux, quelque chose qui échappe à la logique du calcul économique, **quelque chose de qualitatif** : le dégoût du travail, qui se libère à cet instant extrême où l'on annonce aux O.S. d'aller se faire mettre ailleurs. Et voici des paroles claires : « *La France nous a fait venir ici à ses conditions, ils peuvent écouter les nôtres.* » ; « *Nous, nous sommes la génération usée* » ; 200 000 F « *parce que nous avons laissé ici notre jeunesse, nos doigts coupés, notre santé.* » Un délégué est allé jusqu'à 300 000 F : « *C'est comme un tribunal où le juge dit : c'est tant et c'est tout. Moi je juge ma jeunesse et mes humiliations à 30 millions, comme une punition.* »

★

*Comme un margoulin qui veut obtenir 1 000 F d'une marchandise et en fixe le prix de départ à 1 500 F ; pour obtenir réellement 2 000 licenciements, la firme Peugeot-Talbot en demande 3 000 au départ.

La CGT avait dû s'inscrire mollement dans la poursuite de la grève, après le refus de l'accord par l'ensemble des grévistes. Mais quand ceux-ci ont affirmé **de leur propre initiative** leur exigence d'une indemnité de 200 000 F contre leur licenciement, la CGT perdit ce contrôle qu'elle avait pu exercer sur la base immigrée lors du conflit de l'été 82 contre l'encadrement CSL... « *Les syndicats se sont servis de nous pour accroître leur pouvoir. Nous nous sommes servis d'eux pour avoir un moyen d'expression. Maintenant, c'est fini.* » A cette initiative des O.S. qu'elle ne contrôle pas, la CGT réagit selon le vieux réflexe stalinien : elle les accuse d'être manipulés de l'extérieur (« *les dissidents sont manipulés par les associations de travailleurs immigrés* »). L'indignation et la colère des O.S. devant cette manœuvre obligèrent la CGT à se replier discrètement dans les jours suivants. Ce n'est que le 28 décembre qu'elle revint en force sur le terrain, pour organiser une réunion des seuls affiliés CGT, tenue à huis-clos, alors que la direction de l'entreprise a obtenu la veille du tribunal l'expulsion des grévistes. Profitant de l'anxiété suscitée par la menace policière, la CGT s'offrit de reprendre le contrôle des O.S. Elle évoqua de possibles aides au retour, les 35 heures, sa responsabilité d'organisation syndicale et ne fit surtout qu'évoquer **sans jamais rien dire de précis** ; pour conclure sur la soi-disant non-représentativité des quelques centaines d'O.S. grévistes par rapport à l'ensemble des salariés de Talbot : « *Nous sommes ici 200 au maximum, il y a 17 000 ouvriers dans l'usine, la base c'est eux, pas nous.* » Les grévistes n'avaient effectivement jamais prétendu représenter d'autres salariés qu'eux-mêmes, contrairement aux bureaucrates syndicaux qui prétendent avec outrecuidance représenter les autres. A partir de là, la CGT n'avance plus qu'une chose : que la reprise du travail ait lieu le plus tôt possible afin d'éviter une éventuelle faillite de Talbot qui menacerait 15 000 emplois.

C'est au nom du même principe que la CSL a combattu le mouvement de l'extérieur, et la CGT de l'intérieur : la défense de l'entreprise Talbot et des 15 000 derniers emplois qui y sont liés. A partir de là, l'attitude de la CGT est claire : elle n'attend des 2 000 licenciés qu'une chose, c'est qu'ils se résignent à leur sort. A ça, les grévistes ont très justement répondu : « *On s'en fout de la mort de Talbot. Nous, on est déjà morts.* » Ils hurlent que leur vie passe avant la survie de l'entreprise.

Déjà, pendant la réunion à huis-clos du 28, les gros bras cégétistes avaient réussi à empêcher les O.S. présents d'intervenir quand l'un d'entre eux s'aperçut que la direction faisait sortir des voitures stockées dans l'usine. On peut penser que cette réunion avait été habilement prévue en accord secret avec la direction, pour qu'elle puisse se ressaisir du stock pendant ce temps. Quelques jours avant, les O.S. s'étaient violemment opposés aux militants CGT qui proposaient de laisser sortir 100 voitures **en échange d'une promesse** (de négociation avec la direction). Les bureaucrates débordés ne pouvaient dès lors qu'espérer l'expulsion des grévistes par les CRS, qui eut finalement lieu le 31 décembre à 2 h du matin. Ils furent même là pour assurer le départ « dans la dignité ».

Le 3 janvier, dès que l'usine rouvre ses portes, les O.S. ré-occupent. 10 jours d'occupation avaient précédé l'accord du 17, et l'usine avait été mise dans son ensemble au chômage technique à partir du 19. En fait, l'occupation s'était poursuivie jusqu'au 31, date de l'expulsion. Au 3 janvier, la maîtrise et les personnels qualifiés semblent décidés à en finir avec une occupation qui paralyse l'usine et les met à la porte. Le matin du 3, les grévistes se battent contre des agents de maîtrise qui avaient tenté de faire redémarrer les chaînes, et réussissent à les en empêcher. Aussitôt après la secrétaire CGT Nora Tréhel vint essayer de calmer les O.S. et réaffirme qu'il faut assurer les conditions pour que le travail reprenne. Quand ils entendirent ça, alors qu'ils venaient de se battre contre les jaunes, les grévistes se déchaînèrent : « *CGT assassin* », « *CGT à la poubelle* ». De son côté, la CFDT, qui feignait de participer à l'occupation, s'arrangea pour faire sortir les grévistes des bâtiments occupés sous les habituels prétextes (« *éviter les provocations* », etc.).

Le 5 janvier à l'aube, la maîtrise et autres jaunes solidement encadrés par des petites frappes de la CSL attaquent en commandos les grévistes revenus la veille s'installer dans le B3. Les affrontements durent plus d'une heure et demie de violence extrême : les jaunes attaquent au lance-pierre, aux boulons et au gaz lacrymogène, à quoi répondent des rafales de pièces de moteurs et de boulons, jetés du haut des passerelles par les grévistes, aidés de lances à incendie. Au soir du 5, les belles voitures auxquelles tenait tant la CGT sont toutes abîmées : pare-brise brisés, capots défoncés — elle qui au début de l'occupation ne voulait pas que les occupants dorment dans les véhicules en cours de fabrication (« *les voitures, c'est seulement pour les clients. Cela, il faut que les clients le sachent* »). Alors que les grévistes, toujours retranchés dans le B3, s'y sont organisés pour se défendre et poursuivre l'occupation, puisqu'ils n'ont toujours rien obtenu, la CGT les condamne ouvertement par l'infecte bouche de Krasucki qui les traite de « *minorités d'excités* », allant jusqu'à identifier pêle-mêle la violence des O.S. et celle de la CSL. Au passage, le dégoûtant personnage règle ses comptes avec la CFDT, mettant ainsi la touche finale à l'attitude d'une bureaucratie stalinienne.

Quant à la CFDT, plutôt minoritaire à Poissy, elle avait campé dès le début du mouvement sur une position parfaitement abstraite : le refus pur et simple de tout licenciement, point final. Ceci afin de ne pas risquer d'être désavouée par la base, comme la CGT, c'est-à-dire **pour suivre le mouvement réel**. La CFDT n'a jamais réellement soutenu la revendication des O.S. immigrés de faire payer leur départ au prix fort. Au contraire, elle avait tout juste évoqué la vague possibilité d'une aide au retour dans les pays d'origine, négociable avec les gouvernements. Une fois affirmée sa position aussi entêtée qu'impraticable, elle n'a cessé de calmer l'ardeur des grévistes et de restreindre leur effort d'auto-défense. Pour finir, elle capitula devant les troupes de la CSL et fit veulement appel aux CRS. C'est que le 5 janvier, ces messieurs de la CFDT ont eu très peur, tandis que quelques centaines d'O.S. se battaient brillamment et empêchaient la CSL de rentrer au B3. Alors que ceux-ci venaient donc de gagner la bataille du matin, la CFDT a présenté le visage livide de la défaite et de la panique. Elle n'a vraiment rien assurée, la pauvre !

Malgré ces belles bagarres (il y aura eu près de 130 blessés en ces derniers jours, dont une soixantaine la seule journée du 5), les syndicats auront tout de même réussi à faire évacuer l'usine par 3 fois : le 31 décembre, le 3 janvier, puis le 5. Les grévistes n'avaient laissé ni la CGT ni la CFDT diriger leur mouvement, mais ils n'avaient pas pour autant perdu ce démoralisant respect de l'appareil syndical et de ses chefs. On a vu Nora Tréhel, cette stalinienne immonde, réussir à organiser des réunions dans les bâtiments occupés alors que la position de son syndicat était déjà connue comme étant contre les revendications des O.S. La CFDT a réussi à faire sortir les grévistes le 3 janvier, alors qu'ils n'étaient même pas menacés, ayant déjà vidé les personnels d'entretien CSL dans la matinée. Le pire fut le 5. La CFDT **a directement appelé les CRS** dès le début de la bagarre, et a ensuite magouillé avec les flics la sortie du soir, interrompant ainsi une occupation que beaucoup étaient prêts à poursuivre. On se souviendra de l'amertume de la CFDT de n'avoir pas été conviée aux accords passés avec la police, lors de l'évacuation du 31 décembre. La CGT a participé à cette magouille avec l'ignominie qui lui est caractéristique. Après avoir dit aux O.S. « *vous êtes des imbéciles, mais la CGT vous soutiendra* » (merci), une trentaine de bureaucrates cégétistes, qui n'avaient pas du tout participé aux affrontements, réussirent, malgré les protestations de centaines de gens, à sortir de l'usine en prenant la tête du cortège, toutes banderolles déployées en vue des caméras. Les gens qui avaient su se battre contre la CSL le matin ont laissé faire ça ! La résistance des grévistes s'est ainsi trouvée salie !!!

Les grévistes de Talbot, malgré toute la clarté et le courage dont ils ont fait preuve en ces jours agités, n'ont pu combattre franchement cette attitude de l'organisation syndicale toujours prête à ré-apparaître **pour enterrer les combattants sous sa protection** quand il y a de la bagarre dans l'air. A propos de cette déficience, il est notable que les O.S. n'ont pas

élu leur propre comité de grève indépendant des organisations syndicales. Quand quatre délégués de chaîne ont pris la parole le 23 décembre pour annoncer leurs exigences, ils exprimaient **spontanément** la volonté de l'ensemble de la base. Mais les O.S. sont malgré cela restés à la merci des magouilles des directions syndicales qu'ils n'ont pas proprement rejetées et tenues éloignées de **leur** lutte.

Tous les appareils syndicaux ont conjugué leurs magouilles pour étouffer l'unique revendication rationnelle exprimée dans le cours de la grève et par la base des grévistes, celle de l'indemnité de 200 000 F. Ce noyau dur des O.S. a dû finalement **assurer la lutte effective seul.**

★

Les O.S. immigrés de Talbot ont de toute façon réussi un beau scandale. C'est un résultat qui ne s'effacera pas. Jusqu'ici, ils ont toujours été l'objet d'un marchandage. Celui du 17 décembre était particulièrement écœurant. Ils l'ont mis par terre, comme ils ont mis par terre l'image de paix sociale que l'État et les syndicats leur demandaient d'applaudir. « *Vous auriez pu au moins nous consulter* », criaient les grévistes au lendemain du 17. Non contents de ça, ils ont osé ensuite prendre la parole en leur nom — au nom du tort qui leur a été infligé dans cette usine, en particulier comme immigrés et en général comme ouvriers. Voilà un mauvais coup que l'ennemi n'est pas prêt de digérer. Ensuite, ils ont brutalement mis les choses au clair en ce qui concerne l'assistance de l'État : **qu'il paie la rançon** de leurs vies bousillées à l'usine. Le reste n'est que spectacle : l'accord du 17 comme tous les autres du même genre. C'est donc toute la tactique de l'État social-démocrate que les O.S. de Talbot, un an après les sidérurgistes de Vireux, viennent de **contrer publiquement**. Les O.S. immigrés ne sont pas prêts à consentir quelque sacrifice que ce soit pour le bien de l'entreprise Talbot. Ils ne sont aucunement disposés à se satisfaire des miettes que l'État et le patronat leur concédaient si généreusement. Là, c'est tout le discours « *Défense de l'emploi* » des syndicats qui en a pris un méchant coup dans l'aile ! Ces 20 petits bâtons que les O.S. exigent, l'État et les patrons auraient tout à fait les moyens de les leur donner. Mais quel exemple !... Pour finir, par leur occupation intransigeante, les grévistes en sont **fatalement** venus à affronter la maîtrise CSL et autres personnels hautement qualifiés. A la grande consternation du gouvernement, du patronat et des syndicats, ils ont prouvé que dans une usine, c'est la guerre. Que les relations de travail, elles-mêmes hiérarchisées, sont dominées par le conflit permanent. Que **l'intérieur d'une usine est un champ de bataille**. Malgré toutes les apparences du contraire que l'ennemi s'efforce de maintenir.

Faisons-leur justice des accusations proférées par les syndicats à l'encontre de leur revendication : elle créerait une séparation entre les Immigrés et les Français. Réglons aussi son compte au plat mot d'ordre syndical « *travailleurs français-immigrés tous unis* ». L'opposition entre les travailleurs européens et les travailleurs immigrés existe, comme une forme particulièrement aiguë de l'opposition entre les travailleurs en général. A Talbot, **elle recouvre une opposition sociale** entre les O.S., la masse de manœuvre non qualifiée et mal payée, et la couche des ouvriers hautement qualifiés, des agents de maîtrise et d'entretien, et des cadres. En ce sens, la grève des O.S. de Renault à l'automne 81 était déjà significative, puisqu'ils réclamaient le passage automatique au grade de P1. L'usine de Poissy est vieille : elle a longtemps fonctionné sous le régime archaïque du syndicat-maison, la CSL jadis CFT. Pendant des années, la direction envoya ses agents recruter au Maroc, au Sénégal et ailleurs un personnel si possible illettré, pris à la gorge par le besoin d'argent et obligé de travailler en courbant l'échine et au prix faible. La révolte des O.S. de Talbot (comme ceux de Citroën) en 82 a définitivement compromis cette méthode systématisée par l'encadrement policier de la CSL. Et coïncidence heureuse

pour Talbot, juste un an après il lui faut se débarrasser de quelques milliers d'O.S., et parmi eux ceux qui ont été les plus agités en 82 ! La déportation d'une masse de nécessiteux, au gré des besoins et des intérêts d'industries nationales, a toujours été **un ressort sur lequel tout marché national prend son élan**. L'immigration peut d'ailleurs être une immigration intérieure au pays : voir la déportation de milliers de sidérurgistes lorrains sur le site de Fos-sur-Mer, dans le milieu des années 70, et où ils ont trouvé des conditions de logement lamentables et des salaires minables. Et c'est aussi contre une mesure administrative qui aggravait leur déportation que se sont révoltés des travailleurs du tri postal en octobre 1983. Tout ça pour dire qu'en France, comme partout ailleurs dans ce monde, les immigrés sont bien placés pour n'avoir guère d'illusions sur leur sort de travailleurs, ou sur leur avenir de chômeurs, même en formation. Qu'ils le disent tout haut comme à Talbot ne risque certainement pas d'aggraver l'opposition Immigrés/Européens. Ce n'est pas leur revendication qui instaure cette opposition : c'est le système mondial de la marchandise **dont leur revendication dénonce l'ignominie**. Et d'ailleurs ce n'est pas la perspective de voir s'aggraver une telle opposition qui gêne les syndicats, quoi qu'ils prétendent : c'est le fait que des ouvriers, immigrés en l'occurrence, aient dit tout haut ce que tant d'autres ouvriers, privés de la parole, pensent secrètement.

Inutile, donc, d'invoquer une communauté des travailleurs français et des travailleurs immigrés, car les travailleurs ne peuvent en rien constituer une communauté. Le rapport de tous les travailleurs entre eux, c'est le rapport du marché, la concurrence. Par exemple, si les chiens bâtards de la CSL ont tant de haine pour les O.S., c'est tout simplement parce que ceux-ci les ont dépossédés de leurs privilèges en 82, et qu'à présent ils menacent, par leur grève, leur statut de travailleurs aisés. L'intelligence des O.S. de Talbot, ce fut de partir de cette opposition telle qu'elle existe de toute façon, sans chercher à la surmonter abstraitement comme le font les syndicats, les gauchistes ou encore, plus récemment, la marche anti-raciste. Si à Talbot les O.S., c'est-à-dire la masse de manœuvre industrielle, sont presque tous immigrés, cela tient aux impératifs du marché. Le reste n'est que de la poudre aux yeux destinée à détourner l'attention des gens — comme par exemple la marche **non violente** des anti-racistes, en novembre-décembre 83, qui **invoquaient** religieusement l'égalité de tous les hommes (quels hommes ?). Là-dessus les O.S. n'ont laissé planer aucune équivoque : pas de temps ni de place pour ces beaux discours. **Mais ils ont touché à l'essentiel** : à un mécanisme du marché. Et ça fait très mal.

Quant aux mots d'ordre **rituels** d'« *Unité de la classe ouvrière* » ou de « *solidarité des travailleurs* », ce ne sont que **des cantiques** que les syndicats récitent mécaniquement. Ces mêmes syndicats ont en réalité toujours soin d'isoler un mouvement de protestation dans les murs de l'entreprise — ni la CGT, ni la CFDT n'ont voulu appeler les travailleurs de l'industrie automobile à la grève en soutien à ceux de Talbot. Alors merde à l'œcuménisme stalinien. **Par contre**, il existe une reconnaissance spontanée des prolétaires entre eux, par-delà les murs de chaque entreprise et qui n'obéit à aucun mot d'ordre syndical : le 5, dès qu'ils apprirent la nouvelle des affrontements, des ouvriers d'entreprises voisines sont venus aux abords de l'usine Talbot afin de couvrir ceux retranchés au B3. Bien entendu, aucun syndicat ne les y avait conviés ! Et d'une manière plus générale, de nombreux prolétaires se seront reconnus dans la lutte des ouvriers de Talbot qui en ont assez d'être ouvriers.

★

Les réformistes essaient de se rassurer en disant que Talbot est une entreprise « a-typique », à laquelle les solutions adéquates n'auraient pas été appliquées. Ceci afin de faire croire que la lutte des O.S. immigrés est elle-même « a-typique » — et qu'on n'en reverra pas une pareille de sitôt, ouf ! Ils ne sont pourtant pas les seuls à se battre **pour**

faire payer très cher leur départ. Dans des conditions pourtant très différentes, les sidérurgistes de la Chiers, à Vireux, ont déjà lancé une offensive identique. Ceux de Vireux se battent parce qu'ils ne veulent pas être déportés, ceux de Talbot parce qu'ils l'ont déjà été.

À propos de la lutte violente des ouvriers de Vireux en 82-83, on peut noter deux faits qui corroborent notre affirmation précédente. Sur la concurrence entre les travailleurs : ceux de Vireux, de leur propre dire, n'avaient quasiment pas bougé en 79 pour aider les sidérurgistes de Longwy et Denain, alors en pleine révolte ; lesquels en 82 ne se sont guère déplacés pour aider ceux de Vireux lors des rendez-vous/affrontements mensuels. Sur la reconnaissance entre prolétaires qui échappe à toute logique syndicale : ceux de la Chiers ont su très vite mettre au pas les bureaucrates syndicaux, d'abord ceux de la CGT et plus récemment** les petits chefs de l'Intersyndicale (CFDT/FO/CGC). Et outre les actions violentes qu'ils ont réussi sur leur propre initiative, ils ont pu lancer ces rendez-vous du dernier samedi de chaque mois, et cela sans le « soutien » ou la « solidarité » d'aucun racket syndical et politique. Sur cette initiative se sont reconnus aussi bien d'autres travailleurs de la région que des chômeurs-à-vie*** comme nous (d'ailleurs, une importante partie de ceux qui ont affronté les CRS et les gendarmes mobiles en ces jours), pourtant a priori peu concernés par l'évolution de la sidérurgie — mais qui tous avons à subir **la même nécessité de l'argent**. La lutte des ouvriers de Vireux se poursuit d'ailleurs en ce moment, malgré l'hostilité des appareils syndicaux — des voitures appartenant à des cadres de la Chiers ont été incendiées ; une coopérative alimentaire de la Chiers a été pillée ; des responsables de la « reconversion » ont été séquestrés, etc. Et encore on ne vous dit pas tout !

Il nous reste à dire deux mots sur la position de cette couche de travailleurs possédant une qualification professionnelle durable, employés aux tâches de maîtrise, de contrôle et d'organisation du travail d'autrui, payés au-dessus du salaire moyen, et que l'on a vu à Talbot s'opposer violemment à la grève des O.S. Les insultes racistes qu'ils aboyaient le 5 janvier indiquent bien de qui il s'agit là : pris avec la masse des petits boutiquiers et petits propriétaires, ils constituent en France le principal de ce qu'on peut nommer **la classe moyenne**. On aurait tort de sous-estimer son importance numérique. Ils sont comme les chiens qui gardent l'accès de leurs petits pavillons de banlieue : ils aboient. Nous-mêmes, en tant que chômeurs-à-vie, les connaissons que trop bien : ce sont eux à qui nous avons le plus immédiatement affaire dans notre vie quotidienne (la police étant hors concours). Ce sont ceux-là qui tirent sur tout jeune délinquant, sur les jeunes immigrés, sur les jeunes bruyants, sur tout ce qui semble mettre en péril les maigres biens qu'ils possèdent. Ce sont ceux-là qui s'estiment désormais en état permanent de légitime défense devant la menace encore vague et incertaine qui flotte dans les rues des réserves de banlieues. On a vu avec Talbot que toute révolte ouvrière se heurte désormais violemment à eux. La haine raciste à laquelle ces cafards nuisibles se sont abandonnés contre les O.S. est significative de la mentalité moyenne de cette classe. Dans ces immigrés, ils ne voulaient voir qu'une masse de manœuvre sans pensée, du bétail d'usine attaché à sa machine. Cette couche mérite doublement le mépris : en tant que travailleur **qui se plaît** dans son travail, et en tant que pauvre qui se croit riche. On peut estimer, au vu de ses comportements chroniques ces dernières années, que cette classe moyenne a, pour la plupart, **clairement fait son choix**. Toute agitation des pauvres, que ce soit dans les zones de banlieues ou dans les usines, se heurte à ses réactions de défense. Un futur mouvement insurrectionnel devra la réduire définitivement au silence par la force.

**Un violent tract de mise en garde fut diffusé au printemps 83 dans l'usine, signé « Les Superconscients », qui avertissait les chefs syndicaux, sous peine de représailles, de cesser leurs magouilles.

***Par chômeurs-à-vie, on désigne toute cette frange de jeunes prolétaires qui ne veulent pas du travail et dont le travail ne veut pas. Parmi eux, beaucoup de jeunes immigrés qui d'avance refusent de subir le sort de leurs parents. Le fait que nous nous définissions comme chômeurs-à-vie n'exclut pas qu'il nous arrive occasionnellement de travailler, et même de participer à des conflits sur les lieux de travail.

Au moment où nous achevons d'écrire, l'usine de Poissy est lock-outée, la direction ne laisse pénétrer à l'intérieur que les cadres et les employés dont elle est sûre. Elle a d'ailleurs annoncé que le redémarrage des chaînes ne se fera qu'avec des ouvriers que la maîtrise filtrera soigneusement pour éviter toute reprise du conflit. Les O.S. grévistes sont donc coincés, puisqu'ils n'ont pas d'autres moyens de pression que l'occupation. Ces quelques considérations générales sur la grève ne préjugent donc en rien de la suite possible du conflit, ou de son pourrissement. Malgré l'incertitude de leur sort, les O.S. de Talbot ont créé un précédent. Il faudra s'en souvenir, quand l'État va devoir assurer des licenciements massifs, dans la navale et encore dans la sidérurgie. Quand les syndicats vont encore assurer la paix sociale au nom de « *la défense de l'emploi* ». Et quand il s'agira plutôt pour les travailleurs licenciés de faire payer très cher leur départ, comme il s'agit déjà pour les chômeurs-à-vie parqués en banlieue **de ne pas se résigner au minimum vital**. Il est temps d'ouvrir le débat sur cette échéance qui nous concerne tous, afin que ne se reproduise plus le funeste isolement des O.S. de Talbot dans les murs de l'entreprise.

LES FOSSOYEURS DU VIEUX MONDE●●
Circulaire publique
entamée après la déclaration du 23.12.83,
achevée après les affrontements du 5.01.84.

● Il était malheureusement beaucoup trop optimiste d'affirmer comme il l'est fait ici que les ouvriers de la Chiers auraient mis au pas les bureaucrates syndicaux. C'est précisemment l'Intersyndicale qui a organisé avec toute la patience d'une bureaucratie syndicale la défaite des ouvriers de Vireux : leur isolement. Un an après que ces lignes aient été écrites, les sidérurgistes de la Chiers subissent quotidiennement le plan social qu'ont négocié les syndicats, le quadrillage policier systématique étant la réponse à toute velléité de révolte (se reporter au texte Ardennes Boules). Note de Décembre 84.

●● *Groupe aujourd'hui dissous.*

ARDENNES BOULES

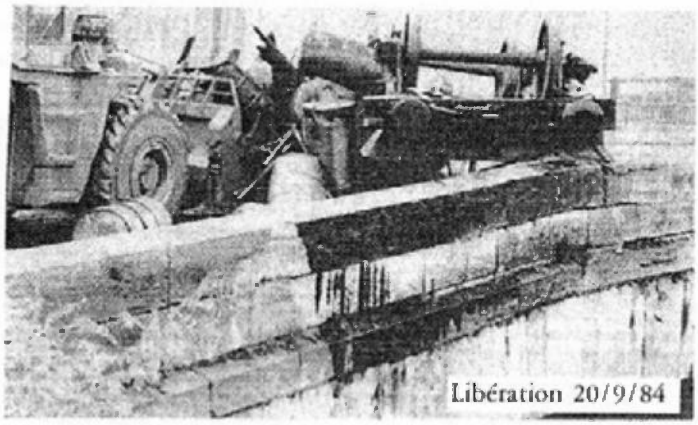
En septembre 84, les gars de la Chiers faisaient à nouveau parler d'eux. A la suite du licenciement de 29 d'entre eux, les ouvriers entamaient une série de barrages sur la RN 51. L'intervention des gardes mobiles entraîna l'arrestation de trois personnes. Le déploiement policier rendait impossible tout affrontement. Ce que les putes syndicalistes mirent à profit, désarmant une fois de plus les Viroquois en leur proposant des actions de vaincus (grève de la faim, journée ville morte).
La dimension locale a maintenant pris le pas sur ce que cette lutte contenait d'universel. L'intérêt public s'y est perdu d'autant.
A Vireux les réformistes triomphent et les pauvres se mangent l'amertume de leur isolement.

Au cours des années 83 et 84, les énergies se sont considérablement effritées. Les occupations militaires[1] et le rôle évidemment modérateur de l'Intersyndicale ont su provoquer fatigue et découragement. Les actions en marge des syndicats se sont faites de plus en plus rares, et les barrages se sont transformés en simples manifs. Les petits groupes d'ouvriers actifs ont été laminés et plus rien ne s'oppose aux mensonges syndicaux.

Quand le plan social fût signé, en Janvier 83, il rencontra toutefois le scepticisme des ouvriers. Aux quelques propositions de reclassement qui leur étaient proposées, ils opposaient une obstruction systématique. Obligés d'être présents à l'usine sans avoir rien à y faire, ils avaient au moins cette force d'être ensemble. Et régler les comptes en souffrance est une bonne manière de tromper l'ennui : voitures de cadres incendiées, bris des vitrines des commerçants les plus ignobles, pillage de la coopérative de la Chiers, postes frontières réduits en cendres, sabotage des installations hydro-électriques sur la Meuse... Mais la fermeture de l'usine, en Mars 84, a renvoyé chacun à un isolement aggravé.

L'Union 20/9/84

L'accord sur le plan social fût un moment déterminant. Signé dans une période de reflux après la première occupation militaire, il apparaîssait, sans trop d'illusions, comme un acquis minimum. L'Intersyndicale en fit à la fois un tremplin et l'objet unique d'action.
Ce plan prétend garantir 85 % du salaire jusqu'en 1989. 60% par les Assedic et 25% par la Chiers. Les ouvriers sont déjà certains de ne rien toucher de la Chiers, les 25% étant systématiquement retenus à comptes divers. Pour le remboursement de l'achat des maisons, par exemple, dont les traites sont payées pour un an à la Chiers, ou pour tout autre crédit qu'elle a pu accorder et dont elle se garantit à présent un paiement minimal.



Libération 20/9/84

Les délais de versement des Assedic sont de plusieurs mois, comme d'habitude. Certains attendent depuis 3 ou 4 mois sans avoir touché un sou. Ils sont contraints au travail au noir pour survivre, avec les risques de suspension de droits que cela suppose. Ça n'est pas sans rappeler le style Cassa Integrazione italien[2]. Le système viroquois est amélioré par l'accréditation d'un pécule. Il s'agit d'un avoir, dû en fonction de l'ancienneté et de la qualification (montant d'environ 50 000 F pour 15 ans de boîte). Le vice c'est qu'il n'est possible de toucher le fric qu'en perdant ses droits, garantis pour 5 ans, et ainsi se retrouver au chômage. Seuls des immigrés semblent en avoir profité. N'ayant pas d'attaches dans la région, ni contracté de crédits, ils sont partis avec un bon petit paquet de fric. Les autres pour préserver ce pécule sont obligés d'accepter les conditions de la Chiers : formations bidons, chômage économique avec *promesse* de reclassement, emplois transitoires, mise au chômage *momentanée* (ce fût la cause des barrages de Septembre)... Les mairies leur font payer la casse occasionnée lors des barrages en augmentant les taxes communales. Et les deux maires osent ensuite se pavaner avec les gars lors des manifs syndicales.

La Chiers occupe encore 450 personnes *"à la valorisation du site afin d'assurer l'implantation de nouvelles industries dans les Ardennes"*, c'est-à-dire la démolition de l'usine, le transport et l'installation des machines sur d'autres sites. On y trouve en particulier l'entreprise de démolition la SOCOMO. Sa main d'œuvre est gratuite puisqu'il s'agit des gars de la Chiers. Ses bénéfices sont tels qu'elle pousse même le cynisme jusqu'à offrir un "bon repas" régulièrement à ceux qu'elle fait taffer. **On vous dit pas les boules !**

Ainsi les putes patronales essayent de se constituer une **main d'œuvre corvéable**. Elles se livrent à un véritable chantage sur la garantie de salaire, contraignant les gars à effectuer tout ce qu'elles jugent utile. Refuser une tâche, une formation, ou un déplacement, c'est risquer le licenciement.

C'est aussi le prétexte pour virer les plus indisciplinés. 15 d'entre eux, qui l'ouvraient trop ou pratiquaient l'absentéisme systématique ont été licenciés, sans aucun soutien ni protestation. Au contraire, ils sont présentés par l'Inter comme indéfendables, puisqu'ils sont les seuls à affirmer ouvertement qu'on se fout de leur gueule.

SIDERURGIE

Le directeur de la Chiers emmuré dans son bureau

Le directeur de la Chiers à Vireux-Molhain (Ardennes), M. Chapp, est emmuré depuis hier matin avec des membres de l'Intersyndicale de l'usine appartenant à la CFDT, FO, CGC et CFTC.

Les portes du bureau sont murées avec des briques, il n'y a plus de possibilité de sortie que par les fenêtres mais elles sont situées à une dizaine de mètres du sol. Apparemment, les manifestants n'ont rien apporté à manger ni à boire.

Le 31 mars dernier, selon le plan de restructuration d'Usinor, l'usine a fermé ses portes. Elle est d'ailleurs en cours de démolition. Il restait environ 300 sidérurgistes qui, malgré les promesses, n'ont pas été reclassés et c'est pour cette raison que depuis plusieurs jours, par diverses manifestations, ils montrent leur colère.

Le Quotidien du 11/5/84

"On a jamais été aussi nombreux aux manifs..." constate amèrement l'un d'eux *"... maintenant même les commerçants, les profs, les notables sont avec nous"*. La belle ouvrage ! L'Inter a su *se maquer* toutes les salopes de Vireux, en laissant **se faire saigner** ceux qui ont su manifester l'abjection de leur condition. Elle a divisé ce qui était uni, et unit ce qui était divisé.

On imagine le dégoût et la fatigue de plus d'un, lorsqu'on sait que le contrôle policier est permanent, que les occupations militaires sont systématiques à chaque mouvement de colère. "CRS = SS VIREUX = POLOGNE" comme l'affirme là-bas un bombage. Le téléphone est sur écoute, le courrier est ouvert, les RG tournent. La presse locale a black-outé l'information lors des incidents de Longwy en avril 84 et fait le silence sur l'ensemble des mouvements sociaux à la même époque. Le blocus est total.

Il y a peu, ceux d'Arthur Martin à Revin (à 20 km) se sont mis en grève. Ils avaient appelé à une journée d'action. Ceux de la Chiers n'y avaient répondu que par un soutien financier, rappelant qu'en 82 le soutien des "Martin" n'avait guère été actif. Tout déplacement à Revin était rendu impossible par les flics, qui avaient bloqué ce jour-là les accès de Vireux.

Lors de la dernière occupation militaire, ces bâtards ont instauré un véritable couvre-feu : pas de lumière dans les rues, contrôles systématiques, utilisation de projecteurs... Deux de ces porcs auraient été abattus à coup de fusil, et un troisième blessé : **Etre aussi mal traité suscite évidemment des idées de vengeance.**

Les sidérurgistes firent en sorte que leur départ coûte à la Chiers. En feignant un compromis, la direction se décidait à une liquidation à long terme. L'Etat fut l'agent de persuasion. Il devait dès lors répondre à toute nouvelle exigence qu'avanceraient les sidérurgistes par l'indiscutable argument d'Etat : **le quadrillage policier.**

La liquidation de la Chiers aggrave les conditions de chacun. Le maintien d'une garantie de ressource se fait au minimum, avec un salaire largement amputé. Les formations ou les emplois proposés sont de véritables corvées sans avenir. La mobilité exigée par ces tâches n'est que le prélude à la déportation, le développement de nouveaux emplois dans la région étant inexistant.

En plus, ils doivent se montrer dociles et être reconnaissants pour les miettes qui leur sont accordées, sinon ils risquent de ne plus rien avoir du tout

Les conditions que connaissent les Viroquois sont celles faites aux pauvres de cette époque. Ils doivent accepter une disponibilité complète, au grè de n'importe quel mouvement de Capital.

Les mineurs anglais y ont répondu par une grève qui dure depuis onze mois, où piquets de grève et émeutes se succèdent. Les ouvriers des chantiers navals espagnols affrontent les flics quotidiennement, à Bilbao les bastons n'ont pas cessé depuis Septembre.

Partout dans le monde des pauvres se révoltent contre l'état de réserve dans lequel ce monde veut nous maintenir.

Notre colère ne connaît pas de limites.

Décembre 84
Gilles SAVENNIERE et Allan

1 A trois reprises la ville fut entièrement investie par les flics (Décembre 82, Février et Septembre 84) et à chaque fois pendant plus d'une semaine.

2 Les Autonomes nous présentent le plan social comme *"une victoire remportée sur le terrain du revenu garanti"*, histoire de nous refaire le coup du *"salaire social"*. En bons gauchistes, qui identifient automatiquement la lutte réelle des ouvriers à la représentation syndicale, ils voient une victoire des ouvriers là où il n'y a qu'une victoire des syndicats.

BISON WODKA

Qui ne se borne pas, à propos de l'histoire contemporaine de la Pologne, à ânonner de vieilles incantations ou à chercher la seule confirmation de son opinion, quitte à éliminer tout ce qui vient la contredire, se trouve immédiatement confronté à la **question du langage**. Quarante ans de domination bureaucratique ont fait travailler les mots forgés par la critique sociale pour le compte exclusif de l'Etat, et aujourd'hui le seul mot de prolétariat suffit à donner des boutons à tout pauvre sans qualités. Il n'y a lieu, ni de déplorer que «les termes de la critique révolutionnaire moderne» n'aient pas cours en Pologne, ni de se réjouir que la place soit nette pour une critique radicale de la théorie de nos maîtres. Le travail des mots est un moment de la lutte engagée là, et un témoignage tant de sa nouveauté que de ses contradictions non-résolues.

Un style s'est trouvé proscrit en Pologne : le style tranchant et l'usage de l'insulte, qui sont l'apanage de l'Etat et des officines para-étatiques. Il suffit de se souvenir du fiel des staliniens français du temps de leur puissance pour comprendre pourquoi ce ne sont pas les éléments radicaux qui ont le langage le plus virulent. Si les mots de « dignité » et de « vérité » se sont trouvés au centre du mouvement polonais, c'est précisément parce qu'ils étaient exclus de la novlangue étatique. Ils portent en eux la contradiction majeure de ce mouvement. Ce n'étaient évidemment pas des catégories abstraites dans la bouche des pauvres, où ils signifiaient refus des compromis et transparence du débat public. Mais ils étaient suffisamment malléables pour pouvoir signifier dans la bouche des experts : refus de l'affrontement et unanimité obligatoire.

Ce statut des mots explique le rôle déterminant des intellectuels. Malgré leur modérantisme notoire, malgré leur activité incessante de pompiers sociaux, leur prestige subsiste grâce à (ou à cause de) leur agilité oratoire face aux gros sabots bureaucratiques et leur capacité à retourner le double-langage contre ses utilisateurs patentés. Ainsi le moins surprenant dans l'intervention de Michnik devant le commissariat d'Otwock n'est pas qu'il ait finalement été écouté par la foule en furie. Un tel pouvoir a de quoi faire rêver toutes les putes intellectuelles d'ici. (1)

(1) « *Quant à moi je souhaite être là quand vous vous sentirez menacé et réussir à vous aider vous aussi, comme j'ai réussi à le faire à Otwock en sauvant la vie à quelques uns de vos subordonnés* ».
Michnik au ministre de l'intérieur. 10.12.85

Peu nous importe la sincérité de tel ou tel expert ou conseiller. Tous se sont toujours trompés sans jamais critiquer leurs erreurs, celà suffit à dire ce qu'ils sont. L'irréalisme (même de leur propre point de vue) qui est à la racine de ces erreurs consiste à croire que l'Etat stalinien est voué à s'assouplir graduellement, ce en quoi ils persistent du fond de leurs prisons.

Nous ne pensons pas que les termes dans lesquels se sont exprimés les conflits sociaux « appartenaient » à la direction de Solidarité. Par exemple, si pour cette direction le mot « société » signifie bien que seule la forme de l'Etat est à réformer, les acteurs réels du mouvement étaient, eux, fondés à l'utiliser pour qualifier leur activité sociale, l'ébauche de communication directe qu'ils établissaient malgré et contre les directives du sommet. Peut-être faut-il rappeler que la révolution polonaise s'est cristallisée autour de trois exigences sans partage : liberté absolue de parole, appropriation de la distribution, grève générale active. Voilà bien de quoi défaire un monde. Voilà bien de quoi fonder une société.

Les seules critiques des intellectuels dirigeants de Solidarité qui nous soient parvenues proviennent de la fraction de ceux-ci qui, en raison de son langage marxiste et surtout de ses sympathies pour les structures horizontales du POUP, n'a pas pu imposer sa salade. Ainsi la sociologue Jadwiga Staniszkis, maquée avec l'immonde club Sygma, nous donne-t-elle de précieux renseignements sur cette grande famille des experts et de son fonctionnement occulte (Pologne, la révolution autolimitée, PUF 1982). A la même engeance appartient Zbigniew Kowalewski, sans lequel malgré tout nous ignorerions peut-être toujours à quel stade en était arrivée la situation à Lodz (Le Monde du 7.1.82), car aujourd'hui celà est tû même en Pologne.

Que, à propos d'un mouvement dont l'exigence centrale était la vérité, de telles vérités fondamentales ne nous parviennent que par l'entremise de **menteurs déçus**, voilà qui en dit long sur les détenteurs officiels de cette vérité, Walesa et sa bande, aussi bien que sur la véritable fonction du coup de Jaruzelski, qui interdit aux pauvres sans qualités de ramener la vérité pratique dans les assemblées.

Il faut ruiner l'unanimisme qu'a engendré Solidarité. « Les Polonais » est une abstraction que seuls les curés et les syndicalistes ont intérêt à sou-

tenir. De toute façon il est fort probable que la période à venir va se charger de ruiner pratiquement cette pseudo-unanimité (2)

Il n'y a pas eu **retour** de la religion en Pologne. Tant la fonction de l'église que la forme de la religiosité des pauvres y ont un passé vieux comme l'oppression. Dès Catherine II, l'occupation russe se traduit sur le plan religieux par l'imposition de la religion orthodoxe, institution d'Etat, et la volonté de se soumettre l'église catholique. Ne pouvant se concilier les faveurs de l'Etat, le clergé se voit contraint de prendre le parti des pauvres contre celui-ci et d'opposer son autorité morale à l'autorité séculière.

Dès la fin du XVIIIe, les églises sont avant tout des lieux de rassemblement où se manifeste l'identité nationale (c'est l'origine du Dieu sauve la Pologne) et où se préparent les insurrections. Tout le long du XIX è, les curés de base sont durement persécutés à cause de l'aide qu'ils apportent aux insurgés, le plus souvent contre l'avis du Vatican.

La hiérarchie ecclésiastique ne s'en sort pas mieux, tiraillée dans sa volonté de concilier la raison d'Etat et les exigences des pauvres. Ainsi Felinski, parachuté archevêque à la demande du Tzar pour briser les révoltes, se verra, en réformiste malheureux, déporté par le même Tzar pour avoir, après l'insurrection de 1863, quémandé un peu d'autonomie pour la Pologne. Ces persécutions contraignent l'Eglise, pour survivre, à recruter à la va-vite des curés de campagne au niveau théologique quasiment nul. Ce sont eux qui préserveront la religiosité populaire, mais selon des modalités bien particulières : dès lors, c'est la **liturgie** qui domine, et la théologie y est pratiquement inexistante. Dès lors, la **pratique** religieuse est le seul moyen de liaison qui s'offre aux pauvres (religion vient de religare, relier). Quant au but, l'église s'évertue à le contenir dans le rêve d'une nation indépendante où elle pourrait participer au pouvoir. A la fin du siècle dernier, ce rêve s'estompe devant l'émergence d'un mouvement révolutionnaire clandestin et ouvertement anti-religieux qui culminera en 1905. Quelque peu compromise avec le pouvoir séculier de 1918 à 44, la domination stalinienne redonne à l'Eglise son statut de 1722.

Ces renseignements se trouvent dans le livre de Bohdan Cywinski, Généalogie des Insoumis, un chapitre traduit dans les Temps modernes d'août 83. Auparavant rédacteur de la revue catholique Znak, Cywinski était le directeur du quotidien national de Solidarité et fut le porte parole de Walesa à Oslo. Il est d'autant plus piquant de remplacer « église » par « présidium de Solidarité » dans ses propos : « *jamais l'église n'a rejeté l'Etat, c'est toujours l'Etat qui a rejeté l'église* » : « *l'autorité morale de l'église dans la société est inversement proportionnelle à sa participation au pouvoir politique.* »

Varsovie, 10/11/82

Nous ne voyons pas vraiment ce que peut être la conscience religieuse en Pologne. Que l'homélie, et non la prière, soit le langage général des curés montre bien que ceux-ci entendent diriger non les consciences mais les actes. La **pratique** religieuse est bien le prototype de la pratique réformiste. Nous pensons même que la mission historique du clergé est d'assurer, autant que faire se peut, la transition en douceur vers le réformisme, c'est-à-dire vers la religion politique, la religion au visage laïque. Mais cette pratique peut faire l'économie de la théorie religieuse. Alors que la conscience religieuse se fondait sur la perte générale de toute illusion sur l'ici-bas, la pratique de l'Eglise a pour seul but de sauver ces illusions, d'aménager, voire de cogérer la Vallée des larmes. Beaucoup de « têtes » de Solidarité, Kuron et Michnik notamment, sont des athées notoires, et celà ne leur a jamais créé de problèmes. Les intérêts particuliers de l'Eglise ont fusionné avec les intérêts des autres groupes à vocation dirigeante. La position singulière de Walesa est qu'il est l'homme de ce passage : il concentre en lui tous les intérêts particuliers. Electricien aux chantiers navals, dirigeant éclairé ailleurs, humble vassal du pape à Rome, délégué syndical en occident, intellectuel humaniste à Oslo.

(2) Ce ne sont pas non plus « les Polonais » qui ont « *aboli la vieille séparation entre politique et droit commun à Bydgoszcz à l'automne 81* », pas plus que « les Français » ne l'ont aboli aux Baumettes en Janvier 83, mais quelques centaines de polonais ou de français. D'autant que la peur d'une provocation étatique a empêché une reconnaissance plus générale de ce beau geste. Par ailleurs il n'y a pas de séparation entre politique et droit commun dans les pays bureaucratiques, tout acte négatif s'opposant immédiatement à l'Etat. Chaque accident du travail voit sont lot d'ouvriers désignés responsables par l'Etat et envoyés en taule. Citons même le cas-limite récent de ce lithuanien qui avait attrapé la vérole. Dénoncé par son médecin, il fut condamné à trois ans de prison pour « *maladie anti-sociale* » !

« Les transformations qui affectaient alors le mouvement furent en partie liées à la présence des experts(...) elles étaient le produit d'un glissement progressif vers une sémantique inspirée de la notion de défense des droits de l'homme, alors que la sémantique originelle du mouvement était plus radicale, antihiérarchique et antibureaucratique (...) De même la religiosité humble et discrète, très paysanne, de tous ces travailleurs se mua en une promotion des droits de l'Eglise en tant qu'institution ». (Staniszkis).

Il existe une pseudo-alternative réformiste et politique en Pologne, l'Eglise a rempli son rôle.

Il est grand temps de séparer dans la théorie ce qui est séparé dans le monde depuis plus de deux siècles, de distinguer ce qui est **religieux** de ce qui est **spirituel**. Depuis plus de deux siècles, la religion n'est plus le centre du monde, et en conséquence les révoltes millénaristes ne s'expriment plus par la religion. Que les pauvres se réunissent dans les églises (il y a si peu de troquets hélàs), qu'ils élèvent des croix de fleurs pour emmerder les bureaucrates, et même que beaucoup s'affirment pratiquants (bien plus que croyants), qu'ils trouvent dans cette pratique une douce consolation, comme d'autres, ou parfois les mêmes, dans la wodka, et qu'ils sachent bien que tout celà inflige un démenti cinglant au matérialisme immonde de leurs maîtres, voilà qui n'implique en rien que les pauvres se servent de la théorie religieuse, s'expriment par cette théorie, rendent

Donnez-moi quelque chose à boire!	Proszę mi dać coś do picia! [prɔʃɛ̃ mi datɕ tsɔɕ dɔ pitɕa]
Que voulez-vous boire?	Co pan sobie życzy? [tsɔ pan sɔbje ʒɨtʃɨ]
Donnez-moi un verre de bière.	Proszę mi dać szklankę piwa. [prɔʃɛ̃ mi datɕ ʃklankɛ̃ piva]

manifeste le négatif de leur religiosité. Nous le demandons : où trouve-t-on la moindre référence religieuse dans leur manifestation négative ? Le jugement de Dieu est déjà prononcé dans le fait que leur pratique spirituelle se passe de théorie religieuse. Voilà justement ce que les curés veulent cacher (les curés laïques aussi d'ailleurs, tel Michnik qui ne voit que les forces du Bien, la société, s'opposant aux forces du Mal, l'Etat). Ce n'est pas non plus être religieux que de reprendre des concepts que la religion avait elle-même repris, la Dignité ou la Vérité par exemple. Pas plus qu'il n'est religieux de parler de la divinité de l'homme. Et il existe beaucoup de polonais qui, tout en préférant au rituel religieux la douce (pas toujours si douce d'ailleurs) consolation de la wodka, connaissent d'évidence l'immanence de l'esprit, nous en avons rencontré.

Le fait de regarder la réalisation de leur idéal comme immédiatement présent constitue à la fois la grandeur et la faiblesse des révoltes millénaristes. L'exigence absolue de cette conclusion se traduit dans le mépris absolu de la méthode. C'est l'idéologie de la pure liberté qui égalise tout et qui écarte toute idée du mal historique. La révolte des polonais n'a jamais été millénariste. Il est patent en effet que le débat public qui s'est ouvert en août 80 et qui se poursuit clandestinement aujourd'hui porte essentiellement sur les **questions de méthode**. La cavalerie des pauvres ne s'est pas ruée sabre au clair sur les chars adverses.

D'ailleurs, les révoltes millénaristes modernes ne s'élevaient pas contre ce qui existe mais contre ce qui advenait, en Espagne aussi bien qu'en Mélanésie ou au Brésil, ce qui a permis à toutes les salopes marxeuses de les dénigrer si fortement.

Que, depuis le 13 décembre, la bureaucratie polonaise ait dû renoncer définitivement à l'idéologie qui la légitimait, abandonnant aux militaires la prérogative de maintenir l'ordre, voilà une évidence désormais universellement reconnue. Le mandat du ciel prolétarien est **visiblement** épuisé, dans tous les sens de ce terme. Cependant, ceux qui se bornent à

cette constatation et concluent à la *«décomposition du pouvoir bureaucratique»* et à sa fin imminente se trouvent bien en peine d'expliquer comment celui-ci s'est malgré tout maintenu depuis deux ans, et ne se trouve pas si moribond qu'on veut bien le dire (qui se promène dans les rues de Varsovie ou de Gdansk en dehors des jours de manif sera surpris d'y rencontrer nettement moins de képis que dans nos belles rues françaises). Voilà une évidence bien moins galvaudée : la pénurie des stocks idéologiques d'Etat est compensée par l'existence d'un vaste **marché noir de la fausse conscience**, généreusement approvisionné par l'appareil clandestin de la TKK. Cette clandestinité n'est d'ailleurs qu'en apparence clandestinité vis-à-vis de l'Etat, qui connaît bien ses faux-ennemis, mais bien plutôt clandestinité vis-à-vis des pauvres, qui les reconnaissent encore comme les leurs.

Entendons-nous bien : l'échec de la manifestation du 16 décembre 83 prouve, si besoin était, que les pauvres ne sont plus prêts à se faire massacrer pour faire triompher la pensée-Walesa. Cependant, une idéologie n'a pas besoin d'être plébiscitée pour être opérante, il suffit qu'elle fasse le plein dans les têtes, et empêche toute critique réelle. Or, à **notre connaissance**, aucune critique de la fonction exacte de la tendance réformiste de Solidarité en 80-81, et de l'irréalisme de ses positions, ainsi que les conclusions pratiques qui s'imposent, n'a encore été formulée en Pologne. Comment s'en étonner quand on sait, par exemple, que les maisons d'édition « clandestines » sont notoirement contrôlées par l'Etat ? (l'une d'elles a même racheté son matériel d'imprimerie à la milice !) Ou encore que la diffusion des multiples journaux clandestins doive passer par l'appareil de la TKK qui ne permettra jamais que soit publiée la moindre critique à son égard ? Le parti de la vérité se voit ainsi contraint à une **double clandestinité**, c'est là la seule victoire momentanée du coup de force de Jaruzelski.

Gdansk, déc. 70 : incendie du siège du P.O.U.P.

L'Etat Polonais n'est donc pas si timoré ni impuissant qu'on veut bien nous le faire croire. Il a fort bien compris qu'en se débarassant totalement de l'opposition réformiste, il risquait de se heurter bien vite à une opposition autrement plus conséquente, mais surtout que l'entente nationale réclamée par l'opposition signifierait leur ruine commune, la visibilité de ce qui les unit. Il lui est bien plus profitable de se reposer, tant qu'il le peut encore, sur l'entente nationale **tacite**.

Il n'est plus possible d'ignorer aujourd'hui l'existence de l'opposition spectaculaire que constitue la tendance réformiste de solidarnosc. Celle-ci pouvait encore être considérée en 80-81 comme un parapluie utilisé par les pauvres leur permettant une action réelle sous le couvert de négociations factices (quoique l'activité des pompiers sociaux pendant cette période n'ait été un secret pour personne), mais aujourd'hui que le coup du parapluie n'a plus de raison d'être, les dits pompiers **pompent encore plus**, tiennent toujours plus le langage de l'Etat, forts de ne plus pouvoir être publiquement désavoués. Ceux qui ne voient dans le mouvement polonais qu'un mouvement unitairement réformiste n'oublient qu'une chose : il n'est pas encore vaincu. Ceux qui ne voient dans le mouvement polonais qu'un mouvement unitairement révolutionnaire n'oublient qu'une chose : il n'a pas encore vaincu. L'argument de la force *(« il faut savoir opposer à la subversion non seulement la force des arguments mais aussi l'argument de la force »-* Un bureaucrate polonais en 1980) ne peut seul expliquer celà. La période présente porte conjointement en elle la réunion de ce qui paraissait séparé (mêmes raison d'Etat et justifications économiques de la part du POUP et de la TKK) et la séparation de ce qui paraissait uni (les exigences de la base et les prétentions de la direction). Il suffit pour s'en rendre compte de lire les récents propos du prix Nobel de la paix sociale (3) : *« le mouvement de décembre 70 n'est pas un symbole de vengeance et de haine mais de l'entente entre gouvernants et gouvernés. »* La pensée-Walesa est le meilleur défenseur polonais de l'esclavage salarié *(« nous avons interrompu le travail pour qu'il puisse être honnête et bon »)*, de l'Etat *(« nous considérons l'Etat comme une organisation au service de la nation »)*, et de l'économie *(« je n'imagine pas que l'économie puisse bien fonctionner sans trois conditions : séparer l'administration économique de l'administration d'Etat, création de syndicats comme contre-poids de l'administration, enfin concurrence entre les entreprises »)*. Saluons au passage ce **léninisme à rebours** : pour les léninistes, les « rapports de production capitalistes » sont une étape nécessaire vers le « communisme », pour la pensée-Walesa ils sont une étape nécessaire pour en sortir. Mais tout cela passe bien au dessus de la tête des pauvres ordinaires.

Quand aura lieu le congrès du parti (de l'organisation)...?	Kiedy odbędzie się zjazd partii [*kjɛdɪ ɔdbɛ̃dʒɛ ʂɛ̃ zjast partji* (organizacji)...? (*ɔrganizatsji*)]
Etes-vous membre du syndicat?	Czy należy pan (pani) do [*tʃɪ nalɛʒɪ pan (pani) dɔ* związku zawodowego? *zvjɔ̃sku zavɔdɔvɛgɔ*]

La rencontre, à Gdansk, d'un membre de la TKK, par ailleurs professeur d'ergonomie à l'école polytechnique, est venue confirmer ces constatations. Celui-ci sut utiliser à notre égard les méthodes de ses maîtres : le double-

(3) Bad news from Polska, si aujourd'hui Walesa pleurniche qu'il a été lâché par la CFDT, c'est seulement qu'il en espérait une aide plus conséquente.

langage — en nous affirmant que « *l'authenticité de solidarité constituait évidemment un danger pour tous les états et syndicats existants* » sans jamais remettre en cause le rôle de la CFDT ni les courbettes de « Lechu » devant « *les dignes représentants du peuple norvégien* » — et la falsification — en allant jusqu'à nier que la grève générale active fut jamais à l'ordre du jour — . Ce digne représentant de l'inintelligentsia, qui en affirmant que « *nos gouvernants n'ont rien appris* » montre qu'elle n'a rien compris, persiste à croire que le 13 décembre fut un « *accident de parcours sur la voie du dialogue* ». Par ailleurs menacé de licenciement, le professeur défendait âprement son emploi(4) en déclarant que dans un système bureaucratique à la gestion nécessairement déficiente, l'ergonomie est une science subversive, puisqu'elle vise à **rationnaliser le travail.** « *Nous voulons faire de la Pologne un deuxième Japon* », *Walesa.*

conditions de vie	**warunki bytowe** [varunki bitɔvɛ] m pl
conseil local	**rada miejscowa** [rada mjejstsɔvaˈ] f

De même que George Grosz n'aimait pas les bourgeois pour la seule raison qu'**ils n'étaient pas beaux,** de même l'intellectuel n'aime pas les bureaucrates parce qu'ils manquent de finesse, et le réformiste parce qu'ils manquent de rigueur dans leur gestion. Tous ceux qui n'ont vu dans le mouvement polonais que le moyen de défendre leur intérêt particulier se retrouvent aujourd'hui pour réchauffer les restes de solidarité, et eux seuls. Les pauvres sans qualités, eux, ne se gênent pas pour dire que « *Solidarité c'est fini* » et que les réunions clandestines ne sont qu'activisme en vase clos (5). C'est le messianisme sans prophète des polonais : on sait que ça va repartir, mais certainement pas par une directive. On comprend que cette abstention sans illusion fasse trembler les bureaucrates ! On comprend aussi que la baisse tendancielle de leur taux de prestige inquiète les délégués de la TKK qui, pour l'heure, renoncent aux manifs téléguidées et donnent la priorité aux cours du soir destinés à faire comprendre aux ouvriers les vertus du « *réformisme* » et de « *l'économie de marché* » (Lhibernation du 23.12). Tiens voilà du boudin idéologique ! Les stages de formation de cadres syndicaux que leur avaient généreusement dispensés la CFDT, le con Touraine en tête, n'ont pas été vains.

(4) C'est raté, il est aujourd'hui concierge ! Alors que les pauvres sans qualités ont toujours été contraints de magouiller pour survivre (ex. : un salaire moyen suffit juste à payer son loyer à Varsovie), et ne sont donc pas trop pris au dépourvu lorsqu'ils sont virés, il n'en va pas de même pour les intellectuels, ce qui en pousse beaucoup à émigrer en occident, où ils peuvent toujours monnayer leur statut de dissidents.

(5) Quoique les publications de Solidarité soient lues avec avidité, seule source d'information possible. En cela l'organisation clandestine remplit le même rôle que le KOR avant 80.

Gierek avait cru qu'il pourrait se maintenir au pouvoir en favorisant la pénétration marchande, et il l'a eu dans le cul. Désormais, les bureaucrates ne comptent plus sur les jeans et le coca-cola pour pacifier les foules. Ils savent à quel point la marchandise est un explosif dangereux. A tout prendre, mieux vaut la pénurie (6). Ils sont bien aidés en celà par les mesures de rétorsion occidentales qui constituent un bon alibi pour affamer les pauvres et, incidemment, retarder le paiement des vieilles dettes. Outre de maigres opérations de prestige telle la construction du

métro (qui fait pendant à la destruction de la place de la Victoire), l'œuvre rénovatrice de Jaruzelski consiste essentiellement à épurer les éléments dangereux. Ainsi sur 16 000 travailleurs des chantiers navals de Gdansk, 4 000 ont été foutus à la porte en deux ans ce qui en fait des taulards potentiels, le travail étant obligatoire par décret. D'autre part, les sur-effectifs découlant de l'obligation de travailler alliés aux carences endémiques d'approvisionnement font de ce pays, selon le mot d'un polonais, « *une gigantesque übungsfirme* » où tous font semblant de travailler, seul l'encadrement ne faisant pas semblant de les fliquer. Dans ces circonstances, il est clair que c'est surtout dans les campagnes que la résistance est la plus active. Entre autres, 3 000 villages ont cet été refusé de vendre leur lait à l'Etat. Le résultat majeur qu'a permis Solidarité, la fusion de la question ouvrière et de la question paysanne (et de toutes les questions séparées) dans une même exigence universelle, ce résultat survit, et de nombreux contacts subsistent entre ci-devants membres de Solidarité Rurale et ex-comités locaux des villes. Il y a gros à parier que l'explosion sociale à venir trouvera d'emblée acquise son unification sociale et territoriale. Le temps est révolu où les poméraniens pouvaient se considérer comme l'avant-garde du refus, les ventes de Trybuna Ludu étant ridiculement faibles dans leur région par exemple. Ce qu'avait été Gdansk 70 pour eux, tous l'ont connu en décembre 81. Aucune mesure coercitive ne saurait effacer seize mois de débat social.

(6) Immédiatement après le coup d'Etat, les magasins étaient abondamment fournis, et les mineurs siléSiens notamment s'étaient vus attribuer de gros avantages salariaux. Ceux-ci se virent supprimés à mesure que les étalages se dégarnissaient. Mais la question de savoir si cette abondance toute relative fut stoppée par stratégie étatique ou en raison de l'incapacité bureaucratique à la soutenir longtemps est secondaire. De toute façon, l'Etat y trouve son compte.

L'intelligence polonaise a consisté à savoir jouer avec le temps. Forts de l'expérience des révoltes précédentes, les pauvres ne sont pas descendus se faire immédiatement massacrer par la milice, voilà ce que les charognes appellent auto-limitation ! Pour la première fois, un mouvement révolutionnaire s'est donné les moyens de durer, et de s'éviter une répression sanglante. L'Esprit a eu là le temps de cheminer, et si en décembre 81 l'affrontement était devenu inévitable, c'est que dans tout le pays les conditions du passage à l'étage suivant que constituait la grève générale active se trouvaient réunies. Il serait temps de distinguer cette **avance mesurée** des pauvres des **ordres de recul** constants de la direction, qui a tout fait pour empêcher la préparation de l'affrontement, face à la riposte violente inévitable de l'Etat.

Aussi ne croyons-nous pas que les prolétaires polonais tirent de cette expérience la nécessité d'un affrontement violent immédiat avec l'Etat, qui les verrait immédiatement écrasés, comme en 1970. Même si l'on met de côté le fait qu'il est extrêmement difficile de se procurer des armes en Pologne, l'amère leçon est que malgré sa durée qui leur donnait à penser que tout était possible, le mouvement n'a pas abouti (7). Ce n'est pas la durée de ce mouvement qui est en cause, mais l'existence d'une direction qui en a constamment obscurci les termes. Le caractère **apparemment** pacifique que permettait la force tant qualitative que quantitative de ce mouvement social ne doit pas abuser : peu importe par exemple que des pillages aient eu lieu ou non pendant les marches de la faim quand au même moment c'est toute la distribution des marchandises qu'il était question de s'approprier, c'est l'Etat expropriateur qu'il était question d'exproprier totalement (*« dans ce pays, qui contrôle la distribution a le pouvoir »* avait alors dit un bureaucrate.)

Pour l'heure, rien n'est rétabli, et il est impossible de conclure. Aussi ne conclurons-nous pas. Il y aura d'autres ingérences dans les affaires polonaises.

Janvier 1984

La population semble largement désabusée, désorientée, tentée souvent par un repli sur soi, sur la famille : ce que la presse clandestine décrit avec inquiétude comme l'*« atomisation »* de la société. Les efforts qu'il faut déployer pour s'assurer un approvisionnement simplement décent rongent le temps libre (sans parler du temps de travail) et l'énergie.

» Les gens sont beaucoup trop fatigués pour faire de la politique », comme l'explique un des principaux ex-prisonniers. Les jeunes se réfugient de plus en plus dans le rock, la drogue... ou à l'étranger. Entre dix-huit et vingt-cinq ans, l'héroïne fait autant d'adeptes (200 000) que l'appartenance au parti.

Le Monde du 26/10

(7) Il est ainsi significatif que si peu de gestes de vengeance individuelle aient frappé un pouvoir si universellement haï.

Depuis que ces lignes ont été écrites, aucun évènement majeur n'est venu bouleverser la situation en Pologne. Cependant, si le pouvoir n'a remporté aucune victoire décisive, il a su utiliser au mieux de ses intérêts la **marge de manœuvre** que lui permet le statu-quo régnant, et ceci est pour lui déjà une victoire.

Ce n'est pas par l'organisation laborieuse d'une légalité à laquelle personne ne croit (élections du 17 juin) que l'Etat polonais se maintient, mais par le **pourrissement** de la situation. La pénurie s'est encore aggravée, bien des gens se sont faits licencier, d'autres arrêter à l'occasion des magouilles nécessaires à tout pauvre ou de perquisitions dans les logements occupés illégalement. C'est avec le temps que règnent les bureaucrates ; le temps par exemple de détruire le Praga, seul vieux quartier de Varsovie qui avait survécu à l'écrasement de 1944, et où bien des miliciens se sont faits poignarder.

L'amnistie, en juillet, de tous les « prisonniers politiques » (c'est-à-dire qui étaient poursuivis pour ce qu'ils avaient pu dire ou écrire) a permis à l'Etat, d'abord d'éviter un procès public qui aurait été son propre procès, ensuite de redonner confiance quant à sa stabilité auprès des puissances étrangères, enfin d'entretenir le mythe d'un « dialogue social » possible. Bien sûr, à peine sortis, les membres de Solidarité se sont retrouvés en proie aux tracasseries policières. Il faut noter que si le pouvoir n'a pas expulsé Kuron, Michnik & Cie, il n'a par contre jamais donné autant de facilités aux pauvres qui veulent émigrer. Tout le monde n'est pas si utile à la paix sociale !

Dès que l'enlèvement et le meurtre de Popieluszko ont été connus, fin octobre, tout le monde a compris qu'il s'agissait là d'un coup terroriste d'Etat. La seule question était de savoir si cette opération avait été commanditée au sommet de l'Etat ou si elle était l'œuvre d'une « fraction dure » cherchant à prendre le pouvoir. Comme Jaruzelski et Walesa prétendent que la deuxième solution est la bonne, nous opterions plutôt pour la première. Mais ceci n'a qu'une importance secondaire à côté de l'usage que l'Etat en a fait, maniant la vieille dialectique de la carotte et du bâton : d'une part il se présente comme le **moindre mal** et châtie quelques boucs émissaires, d'autre part il rappelle qu'il est prêt à une répression sanglante si nécessaire.

Mais Walesa a beau déclarer que ce meurtre *« doit servir à la construction de la paix sociale »*, ceci est tout aussi un **vœu pieu** aujourd'hui qu'il y a trois ans. Il faut s'appeler Walesa pour prétendre encore aujourd'hui qu'un dialogue avec l'Etat est possible. Aussi, comme le confessait récemment un ex-dirigeant national de Solidarité, *« l'opposition démocratique n'existe tout simplement plus »*. Ce qui ne veut pas dire que le débat soit clos, bien au contraire. L'Etat de guerre n'est pas terminé...

« Ce n'est que lorsque l'on commence à répliquer à la violence par la violence qu'on peut parler de véritable guerre » (Biuletyn Dolnoslaska, avril 83).

Leopold ROC Novembre 1984

annexe documentaire

Un village mexicain lynche son chef de police

Les habitants du village mexicain de San Simon Yehualtepec ont lynché le commandant de la police municipale locale, à la suite d'une « bavure » policière qui avait coûté la vie de quelques heures plus tôt à un jeune homme du village.

Dans la soirée de mercredi, une altercation a opposé trois policiers de ce village situé à 80 km de la capitale et une vingtaine d'adolescents auxquels ils reprochaient des désordres sur la voie publique. L'altercation a dégénéré en bagarre et un coup de feu est parti, tuant l'un des adolescents, Rafael Cedeno.

Quelques heures plus tard une foules estimée à plus de 300 personnes s'est présentée devant le domicile du commandant Samuel Lopez. Après être entrés de force, les villageois se sont emparés de lui, l'on traîné entièrement nu jusqu'à l'école et l'ont lynché, avant de l'achever d'une balle dans la tête.

Libération 28/12/84

DU FRIC OU ON VOUS TUE

« Je reviendrai tout casser ! »

Dans la nuit du 21 mars 84, Jean Moreau, un chômeur de 49 ans, a saccagé les bureaux des Assedic de Rennes, qui refusaient de lui donner l'argent qu'il en attendait. Terminaux d'ordinateurs, téléphones, machines à écrire et à calculer, sanitaires broyés par dizaines à la masse. Tous les dossiers qui traînaient là ont été bousillés à coup d'extincteur. De la belle ouvrage !

Ce que Jean Moreau a fait, nous sommes des centaines et des milliers à avoir eu envie de le faire. A avoir encore envie...

Pas question pour nous de pleurer misère !

Pour tout le temps perdu au travail (même si ce n'est que 3 mois afin de toucher ensuite les Assedic), pour notre jeunesse usée à çà, la société et l'Etat nous doivent une rançon !

Nous refusons toute idée d'une vie qui serait fatalement réduite au minimum vital.

La nécessité de l'argent absorbe notre vie. Elle nous bouffe la cervelle, elle nous bouffe les couilles. A présent, voilà que l'Etat, en accord avec les patrons et les bureaucraties syndicales, a décidé de réduire les misérables allocations-chômage et de couper les vivres à ceux des chômeurs qui n'ont visiblement pas l'intention de retourner au chagrin.

On ne se privera pas pour autant. Aux employés des Assedic qui font les flics, qui s'identifient à l'argent de l'Etat et nous coupent les allocations : AVIS !

Pour le reste, c'est-à-dire pour l'essentiel, on saura se servir. Sans payer.

Des chômeurs-à-vie.

fin mars 84

Diffusé à Nantes puis à Paris et au Havre dans les ANPE ainsi qu'à Marseille dans la banlieue.

MONEY HONEY ! AOÛT 1984

Après avoir restreint en avril 84 les dérisoires allocations chômage le gouvernement, en collaboration avec les salopes syndicales, lance une nouvelle offensive contre la jeunesse.

Tout est fait de l' ANPE aux tribunaux pour nous empêcher de prendre notre dû : l'argent que l'Etat nous DOIT pour notre jeunesse gâchée, au travail, par les divers contrôles de la vie quotidienne (1); de l'ANPE à la prison en passant par les flics, tout est fait pour nous obliger à survivre au MINIMUM.

L'on parle maintenant de ne plus verser l'aumône de 40 F/jour à ceux qui refuseraient trois offres d'emploi "d'utilité sociale" (élagage de forêts, tâches de nettoyage, aide aux vieillards). Ces miettes, il faudrait en plus les mériter au prix d'une soumission accrue. Déjà, pour être embauché ou ne pas être viré, la motivation du travailleur prime sur le reste. Le pouvoir mondial impose aux pauvres la participation active et joyeuse dans l'entreprise, sinon il leur coupe les vivres.

L'opération de prévention de la délinquance, qui se traduit par des plus grands pouvoirs policiers et une répression accrue, va être maintenant étendue de façon autoritaire aux plus pauvres d'entre nous par le biais de l'ANPE sur le modèle des plans anti-été chaud : encadrement + flicage.

Vous avez raison de craindre notre désoeuvrement car il travaille à votre perte (2).

Mais attention, employés-flics, tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse ; tant on prend les boules qu'à la fin on casse.(3)

Le sort des chômeurs devient de plus en plus visiblement identique à celui des condamnés : prison ou travail forcé.(4) Fermer notre gueule et filer doux dans des conditions de plus en plus répressives.

La guerre mondiale est déclarée ouvertement contre l'armée de réserve des pauvres : les kapos sociaux ne suffisent plus, l'armée elle-même participe à notre OCCUPATION(année post-scolaire, camps de pauvres etc..)

Inquiétez-vous, salopes modernistes et humanistes, on ne vous oublie pas. Vous voulez nous imposer le minimum vital, on saura se servir unmax et se venger largement.

DES PAUVRES.

1- Ainsi les jeunes filles des foyers havrais sont rammassées chez elles par les éducateurs chaque matin pour être conduites à l'ANPE puis devant les employeurs éventuels.D'autre par, outre les contrôles périodiques, le chômeur doit subir les réunions d'information collectives et on teste sa motivation en l'engageant à se soumettre aux trois jours d'apprentissage de ce nouveau métier.

2- "Il faut remplacer les perspectives de l'emploi par une activité réelle"dixit au ministère du travail.

3-En MARS 84 Jean MOREAU chômeur de de 49 ans a saccagé les ASSEDIC de Rennes qui lui refusaient de l'argent: Plusieurs millions de dégats. BRAVO!!!

4-Quand les peines lourdes avec ou sans sursis ne suffisent plus ,le travail de substitution vous renvoie aux galères ,J. MOREAU en sait quelque chose...

Diffusé au Havre et à Rouen dans les ANPE ainsi qu'en banlieue.

Note (décembre 84)
Ce n'est pas « aux plus pauvres » que s'applique cette répression accrue mais tout simplement aux chômeurs les plus précaires, ceux qui sont en fin de droit, qui déjà ne touchaient pas l'allocation-chômage.

Il se trouve à présent des gens qui bien qu'ils ne soient pas des professionnels de l'assistance sociale, s'emploient bénévolement à relayer les institutions de l'Etat dans la tâche de contrôler les chômeurs, de les assister.

Ces imbéciles quelquefois eux-mêmes chômeurs sont tellement persuadés que la misère des chômeurs est le résultat d'une catastrophe naturelle, la trop fameuse crise économique, qu'ils s'acharnent à proposer des secours dits "de première nécessité" comme s'ils s'adressaient à des naufagrés ou à des victimes d'un tremblement de terre.

Quelques personnes ayant reçu le texte du programme d'un de ces comités de chômeurs y ont répondu — Voici la lettre.

Paris, le 9/11/84, en réponse à ceux qui appellent à la réunion du 16/11/84

A la réception de ce courrier, la première idée qui nous vient c'est que vous prenez les pauvres pour des cons.

Comme les Leclerc et autres abbés Pierre, vous vous proposez d'organiser la charité. Vous prenez les pauvres pour des imbéciles qui ne vivraient que dans l'attente de quelque aumône. Rien que d'entendre parler de soupe populaire ça nous donne envie de gerber.

Vous dites : « il faut pouvoir préserver la dignité des pauvres,en leur donnant de quoi manger, se vêtir etc... ». Les pauvres vous emmerdent, ils se foutent de la dignité. Les pauvres sont indignes et ils le savent. Ceux qui voudraient nous convaincre qu'il y aurait de la dignité à rester pauvres sont des menteurs et des salauds qui espèrent simplement faire oublier aux pauvres l'indignité réelle de leur sort, les détourner de toute **idée de vengeance.**
Nous crachons à la gueule de ceux qui voudraient nous distribuer des aumônes en nous les présentant comme notre dignité retrouvée.

Entendons-nous bien, s'il existe quelque part dans le monde quelquechose d'aussi répugnant que des pauvres qui s'abandonneraient à leur misère, des pauvres qui ramperaient en attendant la charité, bref des pauvres cons, alors tant pis pour ceux-là, qu'ils crèvent !
Nous ne parlons qu'à des pauvres qui se révoltent, s'indignent **pratiquement**, à des pauvres qui refusent violemment de rester pauvres. Les autres peuvent crever, malheur aux vaincus !

Vous ne semblez voir dans le monde qu'une masse d'indigents **sans pensée.** C'est à des bêtes seulement préoccupées de pommes de terre, de chauffage pour l'hiver que vous vous adressez.
Qui d'autre qu'un gauchiste ou qu'un homme d'Etat peut dire la misère de centaines de millions d'africains et de dizaines de millions d'européens, consiste dans le fait qu'ils vivent en dessous d'un minimum vital ?
Il y aurait un minimum au-dessous duquel on serait dans la misère et au-dessus duquel on vivrait !
La différence entre le gauchiste et l'homme d'Etat, c'est que l'homme d'Etat décide de ce minimum qu'il octroie aux pauvres et que le gauchiste en est le propagandiste, son projet étant seulement de l'augmenter quantitativement.

Avec votre programme revendicatif, vous coïncidez parfaitement avec la définition étatique de « nouveaux pauvres ». C'est exactement ce que l'Etat espère des chômeurs : qu'ils définissent **eux-mêmes** leur statut de « nouveaux pauvres », qu'ils se soumettent à l'idée d'un minimum vital.
Ce projet s'inscrit dans l'appel à la « solidarité nationale » fait récemment par les responsables de l'Etat.
La malheureuse communauté des « nouveaux pauvres » va-t'elle survivre à l'hiver qui se prépare ? Il lui faudra des patates, du beurre, du chauffage etc...
C'est présentement ce que l'Etat se propose de fournir en redistribuant les stocks d'invendus.

L'Etat doit convaincre de l'existence objective d'un minimum vital. Pour celà, il montre inlassablement des foules d'indigents écrasés par leur sort (soupes populaires, queues de chômeurs, et autres affamés du Sahel). Ce spectacle terroriste est là pour justifier l'idée que le maximum auquel peuvent prétendre les pauvres est d'accéder au minimum vital, justifier l'aide apportée aux pauvres, et par là justifier l'existence même de l'Etat.

Nous ne revendiquons aucun minimum, nous nous servons le plus largement possible comme le font de plus en plus de prolétaires. Tant pis pour ceux qui s'identifient à leur sort de pauvres !

Vous vous proposez de faire bénévolement le travail pour lequel l'Etat paye en général des animateurs, des éducateurs. « Elaborer des dossiers... faire des réunions pour mieux se connaître... » c'est exactement ce que font les charognes d'animateurs pour occuper le temps des pauvres, pour qu'ils se tiennent tranquilles. Pendant ce temps-là au moins ils ne vont pas voler. Et en plus ce travail vous le faites bénévolement. C'est vraiment merveilleux. Le maire de doit être content, il n'espérait sans doute pas de tels alliés.
La seule innovation là-dedans c'est que ceux qui font ce sale boulot sont « élus et révocables à tout instant ».
A quand les élections démocratiques des ilotiers (« élus et révocables à tout instant » eux aussi) ?

Un mot encore.
Ce n'est pas « pour cause de misère » que des gens vont en prison, mais parce qu'ils ne se sont pas soumis à l'idée du minimum vital. La simple idée de calculer ce que coûte ou ne coûterait pas un prisonnier nous fait frémir. Nous pensions qu'il n'y avait que les fonctionnaires du ministère de la justice pour se livrer à de tels calculs.
Ce qui est scandaleux, ce n'est pas que ces incarcérations pourraient être évitées par un programme d'assistance sociale, comme vous le dites, mais simplement que les prisons, les flics, les juges, les avocats existent, et qu'il y ait des militants pour réclamer qu'il y ait de tout celà mais un peu moins !

Et en plus vous êtes parfaitement hypocrites quand vous glissez qu'on pourrait travailler moins et qu'ensuite, vous insinuez que cette revendication ne vous suffit pas. Une nouvelle fois vous prenez vos lecteurs pour des cons. Et ceci jusqu'à la fin puisque, comme tous les militants, vous vous autorisez d'un **mandat fictif** en signant : « les pauvres et les chômeurs du canton de ».

En conclusion, votre déclaration selon laquelle : « Ce qui est construit sur la base de la misère sera toujours récupéré par la misère ambiante et servira les garants de la misère » qualifie très exactement votre entreprise.

Des pauvres.

BAS LES PATTES !

Novembre 79 : l'Etat assassine Jacques Mesrine.
Les militants humanistes, qui viennent toujours compter les morts après la bataille, pleurnichent : ils auraient voulu un beau procès assorti d'une juste peine! Comme si ce monde avait pu tolérer que son ennemi déclaré reste en vie et prenne encore une fois la parole !
LA LIBERTE EST LE CRIME QUI CONTIENT TOUS LES CRIMES.

Fevrier 84 : l'ordure cinématongraphique A.Génovès croit pouvoir se faire quelques bénéfices en toute impunité en faisant un film du cadavre bien refroidi.

La famille et les copains de Mesrine tentent de s'opposer à la sortie de ce film. Le tribunal les renvoie chier, en précisant à Charlie Bauer qu'étant donnée sa "peine de prison infamante" il n'a que le droit de fermer sa gueule.

En revanche le même tribunal ordonne, à la demande du milliardaire Lelièvre, que toutes les scènes où celui-ci apparait soient supprimées.
Il n'y a là ni justice ni injustice. C'EST L'ETAT DE GUERRE PERMANENT CONTRE CEUX QUI FONT LA GUERRE A L'ETAT.

La polar-isation de la vie de Mesrine n'est qu'un prétexte pour l'enterrer sous la calomnie. Ainsi (F.Calvi dans Le Matin) Mesrine se serait battu "contre tout le monde ou presque". Comme si tout le monde était proxo, flic, journaliste ou PDG, les seules "victimes" de Mesrine ! Ou encore, il aurait été une sorte d'humaniste militant pour la cause carcérale, qu'on va même (G.Millet à france-inter) jusqu'à comparer au crétin télévisuel Yves Montand!

Mesrine ne combattait pas tout le monde, mais la totalité de ce monde, et il le disait. C'est justement pour celà qu'il a été abattu. Et c'est aussi pour celà que des milliers de gens se sont reconnus en lui, comme en Lacenaire au siècle dernier. Il n'avait fondé sa cause que sur sa propre vengeance, il ne prenait pas la parole au nom des autres, ce n'était pas un militant.

"Je savais l'irrationalisme de ma théorie, qui était inapplicable pour fonder une société. Mais qu'était-elle, cette société, avec ses beaux principes et ses lois ?"

"Elle admirait le truand, confondant la cruelle réalité avec ses héros de cinéma."

(Mesrine, l'instinct de mort)

"Mesrine" fait courir la police

Il était 22 h 45, hier soir, aux "Quatre Eden", quand, quelques minutes avant la fin du premier film, les responsables et organisateurs de la soirée "Clap2", qui présentaient en avant-première nationale "Gorky Park" et "Mesrine", prièrent le public de toutes les salles d'évacuer momentanément leur fauteuil.

Ils avaient reçu, trente minutes plus tôt, un appel téléphonique anonyme qui les informait qu'une bombe "exploserait si la projection du nouveau film de A. Genoves, "Mesrine", avait lieu".

Déjà, à l'entrée du cinéma, avaient été distribués des tracts violemment hostiles à cette réalisation parce que anti-Mesrine. "La polarisation de la vie de Mesrine n'est qu'un prétexte pour l'enterrer sous la calomnie".

Quoi qu'il en soit, l'évacuation se fit dans l'ordre et le calme. Après de minutieuses recherches, les policiers n'ayant rien trouvé, autorisèrent la reprise de la soirée "spécial polar". F.M.L.

PARIS-NORMANDIE, 29/02/84.

Vendredi 15 juin, Le Pen organisait un meeting à Nantes où se pressait une racaille de bourgeois, commerçants, amoureux de l'ordre. Les partis de gauche trottinèrent en ville dans une vague manifestation de protestation, et replièrent promptement leurs banderolles. Ils ne pouvaient guère faire plus. La campagne contre les immigrés, « pour l'ordre et la sécurité des biens et des citoyens », c'est aussi leur œuvre, depuis l'attaque au bulldozer contre un foyer d'immigrés à Vitry, jusqu'au record d'expulsion d'immigrés par le ministre Deferre, en passant par le renforcement continu de la police, etc...

Dans les manifs contre Le Pen, les bons pantins démocrates de gauche n'étaient là que pour faire valoir leur boutique électorale, contre les mauvais pantins de droite et d'extrême-droite. A la longue, Guignol fatigue : les spectateurs se sont abstenus massivement deux jours après aux élections.

Mais ce vendredi-là, quelques jeunes, étrangers à ce mic-mac, se sont retrouvés dans la rue pour exprimer leur rage, aussi bien contre toutes les salopes de flics et de politiciens, que contre le monde qu'ils défendent.

Le premier à en faire les frais fut, au pont Lu, un contôleur de la Semitan, connu comme flicard notoire. Sa voiture fut lapidée sans autre forme de procès par certaines de ses victimes antérieures. Quelques gauchos qui tentaient de s'interposer en prirent pour leur grade.

Mis en appétit par ce hors-d'œuvre, la cinquantaine de jeunes présents se dirigea vers le centre, et ne fut pas avare de boulons et de pavés pour les vitrines des commerçants. Une douzaine de vitrines firent les frais de ces clients d'un genre qu'on aimerait rencontre plus souvent (Le client est roi, disent les commerçants. Cela devenait vrai). Cette équipée fut hélas interrompue par les flics rapidement ameutés par les marchands, avant d'avoir pu continuer un travail qui s'annonçait prometteur. La nuit qui suivit fut égayée de quelques escarmouches où flics et petits cons du Front National prirent quelques claques.

« A quoi ça sert de casser des vitrines? » ont bélé qulques bonnes âmes davantage portées sur le rafistolage du vieux monde que sur sa destruction. La vraie question est plutôt celle-ci : pourquoi n'y-a-t'il pas plus de gens à se révolter contre un monde qui a pour image de marque le marchand, le flic, le politicien? Pourquoi tant de prolétaires subissent-ils sans broncher le travail (du latin tripalium, qui veut dire instrument de torture), et acceptent de passer à la caisse pour payer les marchandises de la survie, et dans l'isoloir pour se soumettre à des maitres d'esclaves ?

Faute d'avoir été plus nombreux, et donc plus forts, ce vendredi 15, les flics ont pu coller sur le dos d'un jeune immigré qu'ils avaient interpellé et tabassé, l'inculpation de « dégradation de biens immobiliers » et de « rébellion », et celà sans preuve. Naturellement, les chieurs d'encre de Presse-Océan se sont associés volontiers au travail policier en donnant l'identité et l'adresse du gars en question dans leur torchon du 18 juin, le désignant ainsi comme cible éventuelle de la racaille raciste.

Il serait maintenant dommage de laisser ainsi isolée cette belle jeunesse qui a tenu le pavé nantais le vendredi 15, autant que de laisser un otage entre les griffes de l'ennemi.

Qu'on se le dise...

Nantes, le 1er juillet 1984

Des inconnus.

Fait par quelques amis qui l'ont diffusé sur leur lieu de travail à Nantes.

DÉCONTROLE D'AIGUILLES

Paris, Août 1984

La fraction syndicale de l'Etat social-démocrate français avait programmé, au sein de la SNCF des journées de grèves tournantes et perlées selon le risque d'explosion de la base locale. Cette manoeuvre de printemps, destinée à consommer dans l'impuissance et l'isolement tant l'énergie, l'argent que le moral des **prolétaires du rail**, avait pour but officiel d'obtenir l'application des 35 h avec embauche sans perte de salaire.

La plupart des salariés, à qui la CGT et consorts proposait une grève nationale de l'entreprise le 25 mai, savaient bien avant, que cet objectif serait partiellement atteint, et que la réforme entrerait en vigueur à partir du 2 juin 1984 pour s'accomplir à moyen terme. Ils n'ignoraient pas non plus que les technocrates avaient tout mis en oeuvre pour en supprimer les maigres avantages, aggravant de fait les conditions de travail.

Aussi le **coup du 16 mai** est-il l'expression d'une insatisfaction **illimitée** qui a désarmé le mensonge réformiste et décapité son personnel syndical. Les fumiers d'Etat ne peuvent se moquer indéfiniment des nécessiteux sans s'exposer à des ripostes de taille!.

La grève de l'après-midi du 16 mai sur la banlieue de St. Lazare fut une **grève sauvage.** A la plus grande fureur de leurs patrons et de leurs syndicats, les employés chargés de la sécurité de la circulation des trains de la gare d'Asniéres ont tout arrêté (en fermant les signaux), suivis peu après par leurs homologues de St. Lazare. Les réactions furent aussi brutales et maladroites que le coup était puissant. L'Etat-SNCF expédia les casqués fairent le siège d'Asnières puis nettoyer les abords de la gare St. Lazare des porcs-bâtards qui menaçaient de casser la gueule aux aiguilleurs. La CGT désavoua immédiatement les auteurs de ce **trouble à l'ordre public**, et tous ses **gropuscules** locaux qui, la veille même, soutenaient des appels à la grève illimitée, accusaient les grévistes d'être manipulés par le patronat.

En cherchant à les isoler par la procédure stalinienne désormais classique, la CGT a confirmé auprès de nombreux salariés que sa tâche est **principalement policière.**
Les crapauds de la CFDT tout en légitimant le mécontentement des travailleurs condamnèrent prudemment la forme qu'il prenait et proposérent de l'adoucir techniquement jusqu'à la rendre inopérante et ridicule.

La colère de quelques prolétaires du rail, désabusés à force d'être humiliés par le mensonge réformiste d'Etat, prenant de vitesse tous les bureaucrates et leurs calculs, fait apparaître le point de non-retour à partir duquel se produiront les prochaines **offensives** des salariés. Dans une telle entreprise, réputée forteresse syndicale, c'est un fait nouveau et exemplaire qui s'est produit. L'insatisfaction s'est concentrée pour atteindre une forme autonome; elle n'est plus désarmée.

A cet égard les ouvriers de Talbot-Citroën se sont bien battus. Le niveau le plus haut atteint dans la lutte du compte-à-rebours que leur imposait le capital s'est retrouvé **immédiatement** dans ce début prometteur.

Des prolétaires du rail.

Diffusé à la SNCF par des gens qui y bossent

ON SE FOUT DE NOUS ?

ON NE S'EN FOUTRA PAS LONGTEMPS!

« Convergence 84 pour une France colorée, pluri-ethnique et multi-culturelle » ?! Encore des gens qui implorent l'État au nom de *« l'égalité des droits et des races »*, qui tendent la joue gauche quand on les frappe sur la joue droite.

L'État voudrait nous tenir la dragée haute avec des promesses de réformes.

Les salopes qui nous gouvernent doivent bien ricaner, de voir des jeunes immigrés se laisser enrober comme des Miko par tout ce baratin. Les boy-scouts de « Convergence 84 » se permettent de parler en notre nom : mais eux veulent la paix — nous, nous sommes en guerre.

Nous savons bien que la justice encourage régulièrement les bâtards qui nous tirent dessus. La justice est faite avant tout pour broyer les jeunes comme nous, qui ne voulons pas perdre notre jeunesse à travailler et à nous priver. Alors, les promesses de l'État, on s'assoit dessus.

Après la pitoyable marche non-violente de décembre 83, l'État avait promis d'accorder la carte de séjour unique de 10 ans à tous les immigrés. Et il va bientôt l'accorder, mais à qui ?! Aux bons immigrés, honnêtes et travailleurs — ceux qui ne travaillent pas et ont eu *« des problèmes graves avec la police »* ne l'auront pas.

Merde ! Quand on a un « homme » d'État en face, on ne lui serre pas la main, on lui crache à la gueule ! Et « Convergence 84 » qui fait son sketche sous le patronage de Georgina Dufoix, après ce qu'elle vient de faire, cette salope (interdire le « regroupement familial » et fermer les frontières aux futurs immigrés). Nous, on n'oublie pas ceux de nos copains venus récemment du Maroc ou de la Tunisie, et que l'État socialiste, ces ordures de Dufoix et Joxe ont fait expulser comme des chiens.

On nous empêche de circuler librement sur la surface de la Terre, en fermant les frontières. On nous empêche de circuler librement dans les rues, en nous foutant sans arrêt les flics sur le dos. Et il faudrait encore, après tout ce qu'on a déjà subi, faire les gentils et discuter calmement avec l'État pour négocier quelques miettes ? Ça va pas la tête ?!

Nous ne sommes pas la France de demain. A bas la France. A bas toutes les nations. Et merde aux animateurs de la misère.

DES RATS DE LA BANLIEUE OUEST.

Diffusé dans la banlieue Ouest lors du passage des rouleurs de Convergence 84, là où ils sont passés.